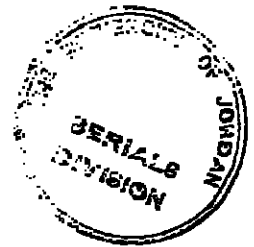


سكس اسبوع

Supplément « Sans visa »

Le Monde



BOURSE ★★

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

SAMEDI 3 AOÛT 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14467 - 6 F

Le tandem Bush-Gorbatchev

MM. BUSH et Gorbatchev ont peut-être réussi un sans-faute à Moscou. On savait déjà qu'en signant l'accord START ils traient un trait, que l'on espère définitif, sur la guerre froide. En parvenant à la conférence de paix au Proche-Orient, ils ont aussi montré que les Etats-Unis, désormais seule superpuissance « mondiale », avaient quand même besoin de collaborer avec l'ancienne rivale soviétique. Ne serait-ce que pour apaiser ensemble des conflits que l'URSS avait longtemps attisés.

Mais le plus grand succès du sommet aura sans doute été d'éluder à la fois la situation instable en Union soviétique, et d'éviter à celle-ci de sombrer dans un chaos semblable à celui qui prévaut, par exemple, en Yougoslavie. C'est grâce à George Bush que Mikhaïl Gorbatchev s'est décidé, le jour même de l'arrivée à Moscou du président américain, à perdre un peu plus de son pouvoir au profit des Républiques soviétiques. Il a fait ainsi à ces dernières une ultime concession, fondamentale, à propos de la formation du futur budget fédéral. Et jeudi, alors que M. Bush parlait devant le Parlement ukrainien, M. Boris Eltsine a pu annoncer que la Russie signe le traité d'union, le 20 août, avec la République du Kazakhstan.

CERTES, ce ne sera qu'un début car nul ne peut dire, à coup sûr, que l'Ukraine s'y joindra plus tard, ni comment évolueront les relations avec les autres Républiques toujours en lutte pour leur indépendance. Mais le mérite du président Bush aura été de déconstruire le processus en prenant, aux uns et aux autres, une nécessaire modération. Tout a été, bien entendu, dit en termes diplomatiques.

Pourtant, M. George Bush n'a pas caché ses exigences. Ce n'est pas un hasard si, à propos des quatre « différends » principaux qui, selon lui, demeurent entre Washington et Moscou, le président américain a clairement défini la même cible : les militaires conservateurs. Ceux qui ne veulent pas abandonner leurs bases aux Kouriles, qui tiennent toujours à armer Cuba, le Fort Brava du communisme, et qui s'obstinent à exiger un renforcement du budget militaire soviétique, ne seront-ce que pour lutter contre les indépendantistes baltes.

M. GORBATCHEV peut être dit le tuteur sévère d'un élève qui peut faire mieux, permettant ainsi à M. Gorbatchev d'accélérer sa politique de réformes. George Bush s'engage ainsi à ne pas abandonner celui qui ne cesse, depuis six ans, de donner des gages à l'Occident et qui, au passage, aura contribué au prestige de l'occupant actuel de la Maison Blanche.

Lire aussi

- M. Bush met en garde les Républiques d'URSS par DOMINIQUE DHOMBRES
- Le massacre des gardes-frontières : la Lituanie soupçonne le KGB par SOPHIE SHIHAB page 4

M 0147 - 0803 - 6,00 F



La réponse de M. Shamir aux propositions américaines

Israël a accepté la conférence de paix en maintenant ses exigences sur les Palestiniens

M. Itzhak Shamir, a donné, jeudi 1^{er} août, son accord conditionnel à la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Il s'agit d'un succès pour M. Shamir, qui a obtenu satisfaction sur la presque totalité de ses revendications. Vendredi, le secrétaire d'Etat américain s'est entretenu, à Jérusalem, avec une délégation palestinienne. De son côté, l'OLP a exprimé son accord sur le « principe » de cette conférence, tout en assortissant d'une série de conditions.

JÉRUSALEM

correspondance

C'est, à ce stade, une victoire - presque un tour de force - de M. Itzhak Shamir. Sans faire aucune concession majeure, mais au contraire en obtenant satisfaction sur presque tout ce qu'il exigeait avec obstination depuis des années, celui qu'on avait surnommé le « Monsieur non d'Israël » a finalement dit « oui » aux propositions américaines.



C'est presque un tour de force car M. Shamir peut aussi raisonnablement entrevoir les considérables bénéfices internationaux pour Israël de sa réponse positive : avec les Etats-Unis, le réchauffement des liens et, à la clé, la levée des menaces de l'administration Bush de ne pas octroyer des garanties pour les crédits d'un montant de 10 milliards de dollars destinés à l'intégration des nouveaux émigrants d'URSS. Avec l'URSS, le rétablissement des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Et aussi avec l'Europe, une amélioration du climat.

HENRI BAINVOL

Lire la suite et les articles de MICHEL DEURÉ, SERGE MARTI et HENRI PIERRE, page 3

Une demande auprès de l'émirat d'Abou-Dhabi

Paris réclame l'indemnisation des clients de la BCCI

Alors que les révélations sur les liens entre la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) et la CIA se multiplient, les autorités monétaires françaises demandent à l'émirat d'Abou-Dhabi d'appliquer aux déposants français l'offre d'indemnisation faite aux Britanniques. Après le Pakistan et Abou-Dhabi, les Etats-Unis, Londres et Luxembourg (« le Monde » des 30 et 31 juillet, 1^{er} et 2 août), nous poursuivons notre enquête en France.

La France vient de demander à l'actionnaire principal de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI), l'émirat d'Abou-Dhabi, de prendre en compte les intérêts des déposants français et de les indemniser. Cette demande est inspirée, tout comme celle des Allemands et des Luxembourgeois, par la proposition, faite le 30 juillet par l'émirat, de dédommager partiellement les déposants britanniques afin d'éviter la mise en liquidation de la BCCI par la Haute Cour de justice de Londres et de tenter de définir un plan de sauvetage.

Aux Etats-Unis, où les auditions parlementaires ont commencé dans le cadre de l'enquête sur les méthodes de la BCCI et ses liens avec les services secrets américains, un sénateur a révélé que la CIA avait depuis 1986 que la banque se livrait à des activités criminelles.

Lire page 15 les articles de CLAIRE BLANDIN et de SERGE MARTI

A égalité de dommages égalité de traitement, estiment les autorités monétaires françaises. En conséquence, l'Association française des banques (AFB) a fait savoir qu'elle ne déclencherait pas le « mécanisme de solidarité » destiné à faire indemniser partiellement par la profession bancaire les déposants liés par la défaillance d'une banque. Dans le cas de la BCCI, deux mille personnes, dont un quart environ à Monaco, sont concernées en France, pour un montant de dépôts indemnifiables de 350 à 400 millions de francs.

L'Etat vend 22% du Crédit local de France

La Bourse au secours du budget page 14

Amadeus, l'informatic des agents de voyages

La Commission de Bruxelles autorise la création du plus important système de réservations aériennes. page 14

Thérapies géniques : une nouvelle étape

Ces techniques, qui connaissent des progrès spectaculaires, pourraient s'appliquer bientôt au cancer et à l'hypercholestérolémie familiale aux Etats-Unis. page 7

Le retour du roi de Prusse

Le prochain rapatriement à Potsdam des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père Frédéric-Guillaume I^{er} ranime les vieilles polémiques. page 5

Le sommaire complet se trouve page 20

Montpellier-les-Musiques

L'ambitieuse politique musicale de la cité languedocienne est l'une des clés de la réussite artistique du Festival de Radio-France

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Créé en 1984, le Festival de Radio-France et de Montpellier a sept ans. L'âge de raison, dirait-on. Avec comme parrains un musicien tel que René Kœring à la direction artistique, Georges Fréche - un maire qui voit tout en grand - pour l'accueillir et Jean Mahen, le PDG de Radio-France pour lui donner accès à l'antenne de Radio-France.

De plus en plus, la programmation de ce festival traduit une volonté clairement affichée par Kœring qui l'a créé du temps où il travaillait à Radio-France : ne pas se couler dans le moule adopté par tant de confrères qui choisissent, par goût ou par facilité, de se spécialiser dans un répertoire ou un genre porteur (la musique baroque, l'opéra ou le piano, par exemple) ou de ne donner à entendre que le répertoire du vingtième siècle.

Avec l'appui logistique et financier de Radio-France qui apporte ses formations, ses techniciens, ses producteurs, les antennes de

France-Musique et de France-Culture ainsi que 2 millions de francs à un budget de 13 millions de francs apportés par la ville, le district, le ministère de la culture, les conseils généraux de l'Hérault et de l'Aude, la SACEM, la Fondation Béracasa auxquels se joignent quelques sponsors tels que la Fondation France Télécom, des entreprises locales ou le Crédit agricole), René Kœring, en bon dévoué de musique, évite aussi de tomber dans le tout venant d'une programmation balisée d'avance par le duo stars/grand répertoire. Il lui préfère deux for-mules plus risquées : confier à des musiciens réputés le soin de faire découvrir au public des œuvres oubliées et laisser le grand répertoire à des jeunes, avec l'espoir que tout cela constitue une excellente programmation pour France-Musique l'été.

ALAIN LOMPECH

Lire la suite page 8

Voyage avec Colomb

5. - Renaissance espagnole

A Séville, l'Espagne d'aujourd'hui s'invente en nouveau centre du monde. Grâce à Colomb qui lui offre hier l'Amérique et dont on feuillette amoureuxment les livres... Lire page 2

le cinquième épisode du feuilleton d'EDWY PLENEL

La Chine meurtrie

Des millions de sinistrés sont exposés aux épidémies dans ce pays frappé par « la plus grave inondation du siècle »

PÉKIN

« Le Quotidien du peuple », organe du Parti communiste chinois, a qualifié, vendredi 2 août, de « plus grave inondation du siècle » la catastrophe affectant la Chine centrale. En certains points, les précipitations ont atteint, en deux semaines, le total enregistré sur un mois lors des grandes inondations de 1954.

de notre correspondant

Comme fréquemment en Chine, l'eau et le soleil se partagent le pays pour le martyriser. Dans la province du Jiangxi, cinq millions de paysans endurent, selon les autorités, la plus grave sécheresse enregistrée depuis la fondation de la République populaire. Même tableau dans la province natale de Mao Zedong, le Hunan voisin. Cet été diverse-

ment pourri s'inscrit décidément dans la grande tradition des fins de règne de l'Empire. Les autorités ont-elles exagéré la gravité de la situation par calcul politique, comme l'a voulu la rumeur ? Le bilan de près de deux mille morts pour l'instant est amoncelé est faible - par rapport aux millions de 1954 - et met en valeur les réalisations du régime en matière de contrôle des fleuves.

FRANCIS DERON

Lire la suite page 7

LE MONDE diplomatique

Août 1991

- **PROCHE-ORIENT** : Amère victoire, par Claude Julien. - Israël en pays conquis, par Micheline Pauton. - Inventer le devoir de paix, par Monique Chemillier-Gendreau. - Gesticulations diplomatiques, déceptions politiques, par Paul-Marie de La Gorce.
- **FRANCE** : Pour une démocratie participative, par Jean Chesneaux. - Plus d'asile pour les victimes de la misère, par Jean-Pierre Alaux. - Drogue, banlieues, intégrations, par René Fasset.
- **YUGOSLAVIE** : De la guerre civile, par Ignazio Ramonet.
- **SUISSE** : Les 700 ans de la Confédération helvétique, par Ulrich Im Hof. - Protéger l'agriculture des lois du marché, par Jean Vallat. - Le mythe d'une armée démocratique et populaire, par Albert Widmer.
- **ALGÉRIE** : L'armée au secours de la démocratie ?, par Lahouari Addi.
- **TOUAREGS** : Sortis de l'oubli, ils souffrent de l'Histoire, par Malek Chebel.
- **LITTÉRATURE** : Poétique de la soif, une nouvelle de Ch'oe Yun. - L'Union soviétique démolie par ses écrivains, par Jean-Jacques Marie.

En vente chez votre marchand de journaux : 18 F

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 9 DH; Tunisie, 780 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 9 P; Côte d'Ivoire, 465 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 150 PTA; G.-B., 85 p.; Grèce, 220 DR; Italie, 1,50 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 F.; Portugal, 170 ESC; Bénin, 450 F CFA; Suisse, 1,50 FR; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Voyage avec Colomb

SÉVILLE. — Cette main, cette main impérieuse, ces doigts finement dessinés, cet index dressé, ce revers ou ce parement, on ne sait, qui les borde... Serait-ce là le seul autportrait de Christophe Colomb? Une main? Ou plutôt des mains, parsemées au gré de ses lectures, attirant l'attention sur tel ou tel passage, plus ou moins grandes selon les pages mais toutes semblables, venues sous la même plume?... Impossible d'en détacher son regard ce jour où, dans une soupenne de la cathédrale de Séville, l'enquête engrange ses premiers indices matériels.

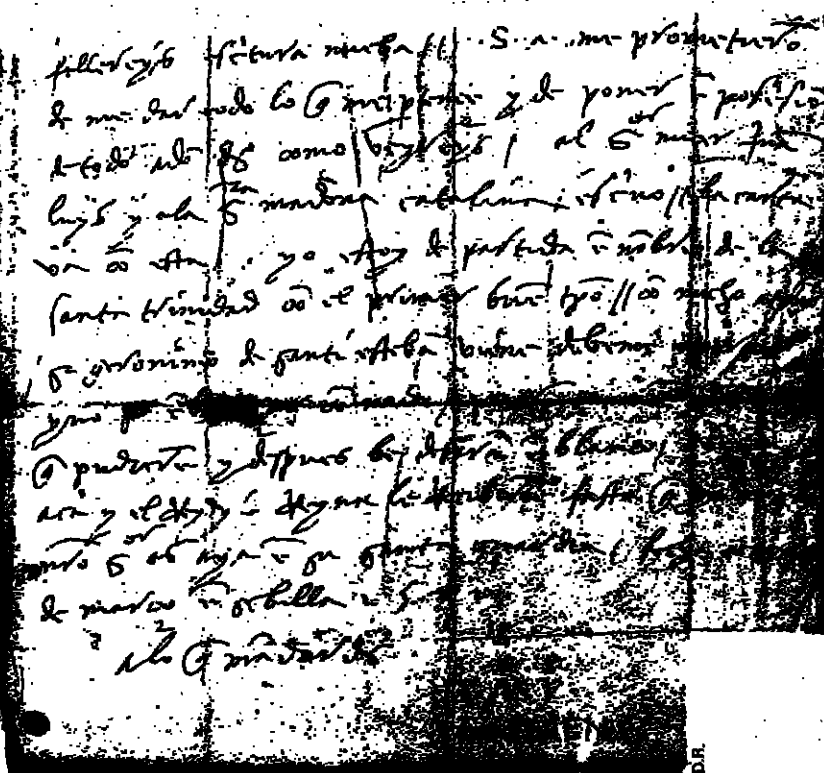
Enfin, voici l'homme, sa trace, les signes d'une vie : une écriture, des livres. Ce voyage est un privilège. A la lumière d'une

sur des brouillons et ne les reportait pas toujours lui-même sur les livres. Copiste, c'était alors un métier, et l'Amiral y avait souvent recours.

TOUTEFOIS, l'une des écritures, frêquette au fil des pages - hampes fermes, jambages réguliers, boucles arrondies, lettres ramassées - est probablement la sienne, expression vivante d'un esprit concentré sur son œuvre. Le castillan, le latin et l'italien s'y côtoient dans une cascade de déductions, de souvenirs et d'enthousiasmes. Les notes les plus instructives sont celles qui accompagnent l'*Imago mundi* du cardinal d'Ailly. Cet homme d'Eglise, théologien et savant, chancelier de l'université de Paris, mort en 1420, mérite une mention particulière : on lui doit la seule contribution française à la

tent que des cerceaux vides. Envoyé, comme le souvenir de son visage. Tous les portraits de Colomb sont posthumes. Pour tenter de prolonger la main des apostilles ne nous restent que les témoignages de contemporains : grand, regard bien, teint coloré, visage allongé, pommettes saillantes, cheveux blonds ou roux - blancs dès trente ans, selon Ferdinand.

Beau parleur et spirituel. Séducteur? On ne lui connaît que trois femmes : l'épouse portugaise, décédée vers 1483, avant son départ de Lisbonne - « Il convenait qu'il fût délivré de tout souci », écrit Las Casas en guise d'raison funèbre ; la compagne espagnole, la mère de Ferdinand, Beatriz Enriquez de Arana, une jeune fille rencontrée à Cordoue, qu'il n'épousa pas ; une maîtresse épisodique, dans l'île de la Gomera (Canaries), au hasard de ses



Ci-dessus : lettre signée par Christophe Colomb à l'ambassadeur de la République de Gênes auprès du roi Ferdinand et de la reine Isabelle la Catholique.

autro-hongrois et de mère espagnole, unira les destinées de l'Allemagne, des Pays-Bas, de l'Espagne, d'une grande partie de l'Italie, à celles des conquêtes américaines - un seul monde où le soleil ne se couchait jamais. De ce monde nouveau, Séville sera aussi bien la porte que le cœur grâce à son monopole sur l'Atlantique et le Nouveau Monde hispanique. Séville, qui ose se risquer, en 1992, au jeu de miroir entre ce chambardement d'hier et les bouleversements d'aujourd'hui.

Un « nouveau Sud » façonné en « miroir magique du monde ». Les documents remis au visiteur du chantier d'Expo'92, sur l'île de la Cartuja embrassée par le Guadalquivir, face à l'ancien port des Indes, sont explicites. Ici, l'Espagne s'invente en nouveau centre planétaire, profitant de l'occasion pour faire de cette « région la plus méridionale de l'Europe, une plate-forme idéale tournée vers la Méditerranée, l'Afrique du Nord et l'Amérique latine ». Ligne ferroviaire à grande vitesse, réseaux d'autoroutes, aéroports agrandis, nouveaux ponts... : les quelque 7 milliards de dollars investis par l'Etat espagnol visent bien au-delà des six mois de l'Exposition universelle. C'est écrit : « Redonner à Séville le rôle central qu'elle avait en Europe du Sud. » Voici donc Colomb mis à contribution sur les lieux mêmes de ses doutes et de ses impatiences : jusqu'à ces travaux futuristes, l'île de la Cartuja n'aurait qu'un monastère chartré du XV^e siècle - devenu au XIX^e une fabrique de chroniques - Santa Maria de las Cuevas, repaire de l'Amiral, son refuge et son coffre-fort, son dépôt d'archives et son centre greffier, sa première sépulture de 1509 à 1536, le panthéon où furent aussi enterrés son frère Diego, son premier fils et l'un de ses petits-fils.

CONTRASTE de l'avenir s'emparant du souvenir. L'hommage est calculé. « Notre temps était venu », explique Alfredo Jiménez, directeur du département des affaires culturelles de l'exposition. *De Sud défavorisé de l'Europe du Sud nous allons faire une région développée, passée directement du pré-industriel à l'ère postindustrielle.* Une Europe tardive, une démocratie récente, une terre pauvre se projettent à l'avant-garde. 1992, année de l'Espagne : présidence semestrielle de la Communauté européenne; Barcelone, ville des Jeux olympiques; Madrid, capitale culturelle du continent; et l'apogée, cette Exposition universelle, la dixième depuis l'inauguration, en 1855, à Paris. Mieux encore : la quatrième seulement depuis 1945, la première en vingt ans, depuis celle d'Osaka en 1970. Comme si ces deux décennies troubles et incertaines avaient empêché le monde de se retrouver dans l'illusion d'une technique sans politique, d'une introspection sans frontières.

Aussi la tentation est-elle grande d'établir en parallèle à un demi-millénaire de distance, de rechercher dans le passé les lignes de fracture de notre fin de siècle. Est-ce un hasard si Jacques Attali, le polygraphe président de la BERD, confronté au cataclysme de l'Etat européen, n'y a pas résisté, annonçant un livre et un film sur l'actualité de l'histoire? Cette confrontation n'est cependant pas sans péril tant ce miroir est d'orbe et de crépuscule, reflétant une avancée complexe et contradictoire, entre promesse et inquiétude, renouveau et déclin, espoir et détresse. Car le voyage de Colomb n'est qu'au troisième tournant du destin : après la prise de Grenade, après l'expulsion des juifs.

Prochain article :

L'énigme juive

Retrouvez les épisodes de « Voyage avec Colomb » sur France-Culture, du lundi au samedi, à 18 h 15.

5. Renaissances espagnoles

par Edwy Plenel



PHOTO MARTINE VOYEUX/AGF

« Redonner à Séville le rôle culturel qu'elle avait en Europe du Sud. »

lampe de métal cabossé, il dévoile un trésor, posé sans formalités sur cette table nue et usée, offert sans façons à notre curiosité. Il est permis de toucher, de feuilleter et, tel un moine imprudent du *Nom de la rose* devant l'incunabile sulfureux, de pincer les coins inférieurs des pages de droite, noirs d'encre et de crasse, maculés de curiosités séculaires. Quatre livres et un manuscrit, les joyaux de la bibliothèque Colombine : le récit de Marco Polo, l'*Historia rerum* de Pie II, l'*Imago mundi* de Pierre d'Ailly et l'*Original du Livre des prophéties*, l'œuvre que l'Amiral peaufinait à la fin de sa vie, son plaidoyer messianique. Sans Ferdinand Colomb, ces merveilles se seraient perdues. Le marin autodidacte enfanta d'un bibliophile érudit. Du père au fils, la même quête du savoir à la hauteur de la bougie. Avec cette différence : l'aisance, sinon la richesse, reçue en héritage. Collectionneur, Ferdinand légua à sa mort, en 1539, une des plus belles bibliothèques du XVI^e siècle : 15 370 livres et manuscrits. Dans le lot, ces quatre ouvrages en latin, publiés entre 1477 et 1485, qui tous ont appartenu à Christophe.

L'émotion crée l'illusion : rien ne prouve que ces mains aient été dessinées par la main de Colomb. D'interminables querelles byzantines ont opposé les historiens à propos de ces apostilles, ces 2 565 notes manuscrites qui dévalent les marges des livres de l'Amiral. Sont-elles toutes de Colomb? Qui tenait la plume? Son frère Barthélémy n'a-t-il pas ajouté ses propres commentaires? L'écriture, en effet, n'est pas uniforme, parfois ronde, parfois minuscule, parfois cursive. La réponse la plus satisfaisante est celle qui s'en tient au fond, à la cohérence des annotations, à leur unité d'ensemble. Sous cet angle, sans nul doute, c'est Christophe qui l'emporte. Cependant, l'imprimerie était récente et balbutiante - l'invention de la typographie par Gutenberg, vers 1450, est contemporaine de la naissance de Colomb ; les livres étaient rares, précieux ; le lecteur ne se risquait pas aux ratures écrites. Bref, Colomb notait sans doute ses remarques

découverte de l'Amérique. Elle n'est pas minime : l'essentiel du savoir théorique de Colomb, erreurs fructueuses comprises, provient de cette lecture. Contre Ptolémée, il en tire les convictions de son audace. Ses calculs du degré terrestre lui font imaginer la plus petite Terre jamais proposée. Cipango - le Japon - se retrouve au milieu de l'Atlantique, et Cataye - la Chine - au nord de la Floride.

Grossière, l'erreur fait sourire. Mais, avec ce roué, il faut se méfier : Colomb choisit en fait la solution qui l'arrange, celle qui abolit la peur et fait de la traversée une promenade entre deux continents dont il a l'intuition qu'ils sont parallèles. De la quantité de terre habitable : la quatorzième page du traité de d'Ailly est une île entourée d'une mer de commentaires. Mêlant expériences maritimes et mythologie hébraïque, Colomb assène ses vérités : « Les eaux ne recouvrent pas les trois quarts de la Terre. La mer est toute navigable en dépit de l'excessive chaleur... Entre l'extrémité de l'Espagne et le commencement de l'Inde se trouve une petite mer susceptible d'être traversée en peu de jours... » Ailleurs, plus tard, en marge d'un autre livre, l'Amiral se fera poète, sans doute au souvenir des étoiles nouvelles découvertes par la grâce d'un contrecens : « Admirables sont les éons tumultueux de la mer. Admirable est Dieu dans les profondeurs. »

DES livres plus résistants que la pierre. Les tomes refermés, leurs liens de cuir renoués, on a salué la tombe de Ferdinand, dalle de pierre au centre de la nef principale, si usée qu'on y distingue à peine une voile et une chaîne, plus émuante néanmoins que le monument funéraire du père, pompier et rotocro, à quelques pas devant la porte de San Cristóbal. Un mausolée de vanité où Colomb continue de se jouer de nous. Le personnage s'offre en effet le luxe d'avoir deux sépultures : celle-ci et sa cousine, à Saint-Domingue. Entre deux mondes, pour l'éternité. Nulle part peut-être, les historiens n'excluant pas que ces tombeaux n'abritent

des échecs. C'est oublier la quatrième, celle aux bien tonts honneur, dans une relation de séduction intellectuelle : Isabelle, reine de Castille, fort prude et très catholique.

« C'est comme un mari, parfois on l'aime fort, parfois il vous gonfle. » Dans la Séville d'aujourd'hui, où l'hôtel Colon est le repaire des matadors, une femme parle mieux que quiconque de cet aventurier débarqué en 1485, dans sa trentième année, au royaume de Castille, fuyant ses créanciers portugais, perdu de dettes. Sans pédanterie, avec humour, Consuelo Varela raconte l'homme qu'elle fréquente, en compagnie de son époux, Juan Gil, depuis une quinzaine d'années. Conservatrice du palais de l'Alcazar, où elle reçoit autour d'un verre de vin dans les jeux de lumière et d'ombre de la nuit-journée, cette historienne a rompu avec l'approche traditionnelle de l'Amiral, multipliant les trouvailles dans les chemins de traverse.

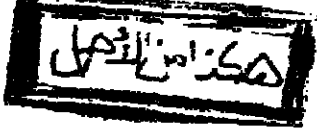
« L'essais de voir Colomb comme un homme, d'oublier ce qu'on en a dit. C'était d'abord un immigrant qui cherchait à s'en sortir. J'ai prouvé que sa connexion ici n'était pas géniale, mais florentine. C'est comme un Espagnol devenu riche à New York : il n'a pas frayer avec ses compatriotes pour qu'on ne lui rappelle pas sa vie d'ancien clochard. Il vivait seul avec sa famille, se méfiait de tout le monde, quitte à ne pas savoir distinguer un ami d'un ennemi. Il est mort riche, contrairement à la légende. C'était un marin, un droit de marin qui sentait la mer mais perdait régulièrement ses bateaux. Un obsessionnel, une tête. Barthélémy, son frère, touchait toutes les femmes. Pas lui. Un de ces égocentriques qui planifient ce qu'ils feront à vingt ans, à quarante ans, et qui ne pensent qu'à ça. En même temps, un bon père, un type solidaire, capable de trahir tout le monde - sauf ses amis. Un comédien qui s'habitait en moins pour impressionner la cour mais que je vois plutôt vêtu de rouge, avec beaucoup de colliers. Un charmeur qui savait vendre ses idées, d'une ténacité remarquable. »

Tel est donc l'homme qui, après son échec portugais, vient proposer son rêve aux Rois Catholiques. En pleine guerre civile. Pour naître de l'union des royaumes de Castille et d'Aragon, l'Espagne se bat avec elle-même. Quand Colomb arrive, l'ultime Reconquista a commencé, celle qui mettra fin à huit siècles d'exception espagnole, huit siècles où christianisme, judaïsme et islam cohabitaient, huit siècles durant lesquels certaines familles allèrent de l'une à l'autre des trois religions. La reconquête, ce n'est pas seulement la fin de l'émirat de Grenade, splendide butte témoin de l'Espagne maure depuis qu'au milieu du XII^e siècle les chrétiens se sont arrêtés à la vallée du Guadalquivir. C'est la fin d'un monde, la dernière croisade de la chrétienté, la porte fermée aux mélanges et aux brassages, une secousse tellurique bien au-delà de la Péninsule.

L'événement sonne le tocsin des Temps modernes. C'est le moment où prend forme l'Europe des Etats-nations. Installé dans ses frontières définitives depuis 1238, ayant connu une révolution « bourgeoise » contre la noblesse terrienne à la fin du XIV^e siècle, déjà lancé dans l'expansion coloniale, le Portugal était une anomalie précoce. Vient le tour de l'Espagne avec Isabelle de Castille et Ferdinand d'Aragon, époux depuis 1469, auxquels un traité de paix avec Lisbonne, en 1479, laisse les mains libres pour asseoir leur règne sur une ébauche d'Etat moderne dans un mouvement contradictoire de fermeture et d'ouverture où le refus de l'Autorité permettra le voyage vers l'ailleurs.

Partout en Europe, la charte des situations et le cadre des empires sont rompus. Au sortir de l'épuisante guerre de Cent Ans, qui s'achève en 1453, l'année de la prise de Constantinople par les Turcs, Louis XI construit la France absolutiste et centralisée tandis que décline la Bourgogne, première grande tentative fédéraliste, d'Amsterdam à Mâcon en passant par Bruxelles et Nancy. Bientôt, dans un sursaut impérial, Charles Quint, de père

هكذا من النحل



ÉTRANGER

Les réactions à l'annonce d'une conférence de paix sur le Proche-Orient

La Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas ont salué, jeudi 1^{er} août, la « conditionnalité » de la tenue d'une conférence de paix sur le Proche-Orient. Le Foreign Office a émis l'espoir que la question de la représentation palestinienne, objet des réserves israéliennes, serait réglée rapidement. Le ministre italien des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis, a de son côté invité les Palestiniens à ne pas soulever d'obstacles relatifs à leur représentation. « Les Palestiniens, a-t-il dit, doivent, par le choix de

leurs représentants, apporter leur contribution pour faire en sorte que la conférence démarre. » Le gouvernement espagnol a, pour sa part, qualifié d'« extraordinaires » les « acceptations » israéliennes, ajoutant que cette décision « a ouvert une nouvelle perspective pour des discussions de paix israélo-arabes ». Le ministre néerlandais des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek, s'est, quant à lui, contenté d'affirmer qu'il était « très heureux ».

Seule parmi les pays arabes, l'Égypte s'est félicitée de la position israélienne. « C'est un pas important qui doit conduire vers un règlement juste, durable, global et équilibré », a notamment déclaré le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Amr Moussa.

A Damas, en l'absence de réaction officielle, les médias syriens, qui depuis quelques jours mettaient l'accent sur les « réticences » israéliennes, se sont contentés jeudi soir d'annoncer sans commentaire l'« acceptation » de M. Shamir, sans mentionner les conditions israéliennes.

L'optimisme prudent de Washington

WASHINGTON (correspondance) « Nous avons encore un dur travail à accomplir », a déclaré jeudi 1^{er} août, le président Bush à la descente de l'avion qui le ramenait de Kiev. Cette note de prudence domine les réactions des milieux officiels américains au « oui » conditionnel de M. Shamir au projet de conférence de paix pour le Proche-Orient, annoncé lors du sommet de Moscou. Loin de pavoiser, les dirigeants américains relèvent soigneusement les conditions mises par le premier ministre israélien à son éventuelle participation à la conférence, à commencer par la plus importante, celle de la représentation des Palestiniens. Mais on considère avec satisfaction à Washington que, après seize mois d'un patient effort diplomatique, le secrétaire d'État, M. James Baker, est en train d'atteindre son objectif. « Sa sixième mission depuis la fin de la guerre du Golfe a porté ses fruits », dit-on au département d'État où l'on souligne également que M. Baker n'a pas, comme le souhaitait Jérusalem, précisé dans un mémorandum les assurances envisagées par les États-Unis en faveur

d'Israël. La question sera discutée plus tard à Washington entre représentants des deux pays. Mais le gouvernement américain reconnaît que l'acceptation, même conditionnelle, de l'État hébreu, oblige maintenant la Maison Blanche à exercer ses pressions sur les Palestiniens. Vont-ils courir le risque de porter la responsabilité d'un échec du processus de paix ? « La décision des Palestiniens paraît d'autant plus difficile que, comme certains le suggèrent dans les services du département d'État, une conférence israélo-arabe pourrait se tenir sans eux. » « Les Palestiniens doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas négliger l'occasion de participer à une réunion si importante pour leur destin », insistait même, jeudi, un haut fonctionnaire.

Les déclarations du maire de Bethléem Dans ce contexte, les déclarations faites par M. Elias Freij, maire de Bethléem, de passage dans la capitale américaine, au Washington Post, entretiennent un optimisme prudent. Les Palestiniens, a-t-il dit en substance, acceptent sans doute l'invitation soviéto-américaine. Le problème

L'acceptation sous condition d'Israël

Suite de la première page Tout cela sans risquer l'éclatement de sa coalition, puisque la plupart des petits partis d'extrême droite ont déjà fait savoir qu'ils n'envisageraient pas immédiatement de sanctionner M. Shamir et de quitter le gouvernement en raison de son « oui » aux Américains. C'est bien la preuve que le chef du gouvernement n'a pas lâché de lest sur les grands principes de la droite israélienne : le droit de poursuivre la construction et le développement des implantations dans les territoires occupés, et le refus de soulever au prétexte de « la paix » la question des territoires. C'est la preuve aussi que M. Shamir a réussi à s'entourer de garanties extrêmement solides pour tout ce qui concerne les modalités de la conférence de paix, qui devront encore être consignées explicitement dans un protocole d'accord israélo-américain.

contacts avec les Palestiniens et rend la poursuite de sa mission extrêmement difficile. Mais, d'ores et déjà, le premier ministre israélien peut considérer avoir remporté un grand succès. Tirant profit du mauvais choix de l'OLP dans la guerre du Golfe, mais aussi de l'effacement (en tout cas dans les médias) de l'infatigable M. Shamir, il a su imposer comme seul cadre des négociations de la question palestinienne ce qui a longtemps été qualifié de « vieille chimère » ou « d'idée fixe » : les accords de Camp David de 1978 tant décriés par la plupart des pays arabes et, en particulier, par la Syrie.

Ce qui signifie, en clair, que les espoirs des Palestiniens de se voir dotés d'un État sont renvoyés à



Dessin paru dans The Independent du vendredi 2 août.

L'ONU circonspecte et isolée

NEW-YORK (de notre correspondant) L'acceptation par Israël de la proposition américano-soviétique d'une conférence de paix en octobre n'a pas suscité de réactions particulières d'optimisme à l'ONU. Quarante années passées à ciboyer cet encombrant dossier ont appris à chacun à le manier avec la plus grande prudence. Et le feu vert définitif de Jérusalem est loin d'être acquis. Pour l'instant, les clivages habituels sur le Proche-Orient demeurent aux Nations unies. Jeudi 1^{er} août, les représentants israéliens ont repris les conditions posées par M. Itzhak Shamir, en confirmant qu'il n'était pas question de permettre aux « terroristes » de l'OLP de siéger dans la délégation palestinienne. De leur côté, les représentants palestiniens souhaitent, avant de se prononcer, attendre l'issue des entretiens de M. James Baker en Israël.

L'élément le plus intéressant a été précisément l'absence de commentaire officiel du secrétaire général de l'ONU, habituellement enclin à réagir à chaque évé-

ment important. La veille, M. Javier Pérez de Cuellar avait accueilli « avec satisfaction » la signature de l'accord START à Moscou. Cette fois, pas un mot à propos du processus de paix entre le Proche-Orient. A croire que le secrétaire général qui, depuis des années, apporte sa contribution personnelle à un règlement du conflit israélo-arabe, supporte mal de voir l'ONU réduite au rôle de simple observateur... car même le Conseil de sécurité - dont on a tant loué l'action efficace dans d'autres domaines - est finalement écarté du processus qui tente de se mettre en place.

Chantage technique Contraint d'admettre le rôle, en l'occurrence mineur de l'organisation, M. Pérez de Cuellar se trouve quasiment réduit au chantage technique par l'initiative américaine. En vertu d'une résolution votée chaque année par l'Assemblée générale - et approuvée la dernière fois le 6 décembre 1990 - le secrétaire général doit préparer pour la session qui débute le

L'OLP dans l'attente de « réponses précises »

TUNIS (de notre correspondant) Les trois personnalités palestiniennes des territoires occupés, avec à leur tête M. Fayyad Hussein, qui devaient rencontrer, vendredi 2 août, à Jérusalem, le secrétaire d'État américain, attendent « des réponses précises » à « des questions fondamentales » relatives au processus de paix, a déclaré, jeudi, à Tunis, un porte-parole de l'OLP. Il s'agit de savoir quel sort doit être réservé aux résolutions des Nations unies sur le Proche-Orient avec ce qu'elles impliquent, principalement pour ce qui concerne le retrait israélien des territoires occupés et l'affirmation du droit des Palestiniens à l'autodétermination. Selon le porte-parole de l'OLP, M. Baker devra préciser la position américaine à l'égard « des territoires israéliens » d'exclure la question de Jérusalem du processus de paix et de s'armer d'un droit de veto sur la composition de la délégation palestinienne aux futurs pourparlers. Washington devra aussi se prononcer sur la continuation de l'implantation de colonies de peuplement dans les territoires occupés et particulièrement dans la ville de Jérusalem.

Ce n'est apparemment qu'après avoir obtenu ces éléments d'information que le processus palestinien, qui siège quasiment sans désemparer depuis deux semaines, fera connaître sa position. Si l'OLP a, d'ores et déjà, qualifié d'« important » l'accord intervenu entre M. Bush et Gorbatchev pour la convocation d'une conférence de paix, elle n'en paraît pas pour autant disposée à faire leurs quatre volontés.

Il est des Palestiniens pour envisager, en privé, à l'extrême rigueur la constitution d'une délégation commune jordanienne-palestinienne. Mais encore faudrait-il que les Palestiniens appellés à y siéger ne soient imposés par quiconque, et surtout que Jérusalem-Est y soit représentée. Sur ce point « capital », l'intransigeance est et demeure absolue, affirme-t-on unanimement dans les milieux dirigeants de l'OLP. Après l'acceptation conditionnelle par M. Itzhak Shamir d'une participation d'Israël à la conférence de paix, force est de constater que le processus qui semble désormais véritablement engagé l'a été en dehors des principales parties concernées, qui se trouvent, aujourd'hui, gravement isolées.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les suites de l'irangate

Le Congrès approuve un nouveau texte sur les opérations clandestines

Tirant les leçons du scandale de l'irangate, le Congrès américain a adopté, mercredi 31 juillet, un projet de loi qui tend à clarifier la responsabilité du président en matière d'opérations clandestines. Fruit d'un compromis entre les parlementaires et la Maison Blanche, ce texte devait recevoir l'approbation de M. Bush, qui avait opposé son veto à une première version, plus restrictive, du même projet.

Le nouveau texte, approuvé mercredi 31 juillet par le Congrès, a beaucoup plus de chances d'échapper à un veto : les commissions du Sénat et de la Chambre des représentants spécialisées dans les affaires de renseignement avaient pris soin cette fois de consulter les responsables de la Maison Blanche, avant d'arrêter les termes de leur projet. Le compromis ainsi élaboré prévoit essentiellement que diverses organisations officielles ayant la responsabilité des

activités secrètes - y compris le Conseil national de sécurité - ont été ordonnées à l'irangate - devront obtenir une autorisation écrite du président avant d'engager des opérations clandestines. Le projet de loi exclut également que le chef de l'exécutif puisse approuver rétroactivement les opérations déjà engagées et exige clairement du président qu'il informe le Congrès des démarches entreprises auprès d'États ou de citoyens étrangers, en vue de financer tout ou partie des activités secrètes.

Le projet est délibérément beaucoup plus flou en ce qui concerne l'obligation pour le président d'informer le Congrès des opérations secrètes prévues ou en cours d'exécution. La loi de 1980 actuellement en vigueur stipule que le chef de l'exécutif doit se plier à cette obligation dans un « délai approprié ». Une disposition que le président Reagan avait « oubliée » en laissant pendant plusieurs mois le Congrès dans

l'ignorance des ventes secrètes d'armes à l'Iran qu'il avait autorisées.

Au cours des derniers mois, les représentants de la Maison Blanche ont fait savoir que le président Bush était prêt à mettre les parlementaires dans le secret à l'avance « dans presque tous les cas » ou « quelques jours » après le début d'une opération clandestine. Le président garde néanmoins intacte la prérogative, qu'il tient de la Constitution, de retarder ces divulgations sur une plus longue période. Une latitude qui « permettra toujours au président de retenir les informations de son choix », a estimé le représentant démocrate Ted Weiss.

A la satisfaction de M. Bush, les parlementaires ont aussi adopté une définition plus stricte de la notion d'action secrète, qui respecte le rôle dévolu au président en matière de politique étrangère.

H. P.

DIPLOMATIE

La fin de la visite en Union soviétique du président américain

M. Bush met en garde les Républiques contre « la voie sans espoir de l'isolement »

Au dernier jour de sa visite en URSS, le président George Bush a effectué, jeudi 1^{er} août, une étape de six heures à Kiev, la capitale ukrainienne, où, tout en réaffirmant son désir de nouer des liens avec les Républiques soviétiques, il les a aussi vivement mises en garde contre « la voie sans espoir de l'isolement ». Au terme du sommet américano-soviétique, M. Bush avait quitté Moscou dans la matinée en affirmant que la signature du traité START « permettra au monde de respirer un peu mieux ». L'accord permet au monde entier de penser avec confiance que « la guerre froide

entre l'Est et l'Ouest ne recommencera jamais », avait-il ajouté. En s'adressant à M. Bush, M. Gorbatchev avait souligné, lui, que la coopération entre les États-Unis et l'URSS est « indissociable de leur sympathie » personnelle, et conclu : « Nous tentons d'établir des bases solides pour un nouvel ordre pacifique ».

De retour à Washington jeudi, le président américain devait quitter la capitale vendredi pour Camp David, puis pour sa résidence de Kennebunkport, dans le Maine, où il doit passer plus de trois semaines de vacances.

KIEV

de notre envoyé spécial

M. George Bush était confronté à un exercice difficile, jeudi 1^{er} août en Ukraine : comment « traiter » le nationalisme ukrainien sans indisposer M. Gorbatchev et sans décevoir non plus la communauté ukrainienne américaine, sans parler des milliers de manifestants indépendantistes qui arboraient sur son passage, dans les rues de Kiev, le traditionnel drapeau bleu et jaune (« bleu comme le ciel la-haut et jaune comme les blés là-bas »).

Le président américain s'est tiré avec habileté de ce dilemme. Il a fait en « parlant vrai » aux députés ukrainiens communistes et anti-communistes, nationalistes modérés ou farouches, rassemblés spécialement pour l'occasion, jeudi, dans le grand hall du Soviet suprême. Il a défini ainsi la philosophie d'ensemble qui doit inspirer à l'avenir les rapports triangulaires des États-Unis avec le « centre » et avec les « Républiques ».

« Nous soutiendrons ceux qui, aussi bien au centre que dans les Républiques, recherchent la liberté politique et économique ainsi que la démocratie. Nous nous déterminerons non pas en fonction des personnalités mais sur la base de principes », a déclaré M. Bush. Le président américain ne privilégie donc pas M. Gorbatchev lui-même. Il a, ce qui est évident, des rapports obligés avec le président soviétique, quel qu'il soit.

Mais, comme il l'a prouvé à Moscou en s'entretenant à deux reprises avec M. Eltsine et comme il l'a solennellement réaffirmé à Kiev devant le président ukrainien, M. Leonid Kravtchouk, il n'oublie

pas que l'URSS ne se réduit pas à son « centre ». « Nous maintiendrons la relation la plus forte possible avec le président Gorbatchev, mais nous tenons compte également des nouvelles réalités apparues en URSS - des relations améliorées avec les Républiques », a affirmé M. Bush. La chaleur des propos qu'il a tenus devant M. Kravtchouk montre, en tout cas, qu'il est prêt à aller aussi loin que possible dans le soutien aux nationalistes ukrainiens modérés, que représente ce dernier.

Légitimité

des aspirations nationalistes

Certes, il n'est pas question d'intervenir dans les affaires intérieures, a-t-on dit. Mais cela ne veut pas dire que les États-Unis voient d'un mauvais œil le réveil des nationalités qui est un des phénomènes majeurs de l'URSS de ces dernières années. Bien au contraire, M. Bush a cité un prêtre qui citait lui-même saint Paul : « Ils nous comptent parmi les morts mais, voyez, nous sommes vivants ! » Selon le président américain d'esprit de la liberté rendit en Ukraine, en Russie, en Arménie et dans les Pays baltes.

La légitimité des aspirations nationalistes ne justifie pas nécessairement la rupture avec le « centre ». « La liberté n'est pas la même chose que l'indépendance. Les Américains ne soutiendront pas ceux qui veulent l'indépendance dans le seul but de remplacer une tyrannie par un despotisme local. Ils n'aideront pas ceux qui préparent un nationalisme suicidaire fondé sur la haine d'un peuple envers un autre », a déclaré M. Bush. Le président américain a donc clarifié

remonté à Kiev les règles du jeu subtil qu'il s'efforcera de respecter. Les États-Unis aideront, dans la mesure du possible, M. Gorbatchev à poursuivre ses réformes. Mais ils soutiendront aussi ceux qui, dans les Républiques, veulent davantage d'autonomie, comme M. Kravtchouk à Kiev, voire ceux qui, « dans le respect de la loi », s'efforcent de parvenir à l'indépendance.

M. Bush a redit à Kiev tout le bien qu'il pensait du président soviétique. « M. Gorbatchev a réalisé des choses étonnantes. Sa politique de glasnost, de perestroïka et de démocratisation a montré la voie de la liberté politique, économique et de la démocratie », a-t-il affirmé le président américain. Mais il est évident désormais que le dialogue ne peut plus être mené exclusivement avec le pouvoir central.

Le choix de Kiev pour la proclamation de cette nouvelle philosophie était délit. Alors que les pays baltes affirment ouvertement leur volonté d'indépendance, l'Ukraine a choisi une voie moyenne. L'opinion est divisée ici entre ceux qui, tel M. Kravtchouk, se contentent de la « souveraineté » (une large autonomie comportant notamment le pouvoir absolu sur les ressources naturelles et la monnaie) et ceux qui souhaitent l'indépendance, au premier chef le mouvement nationaliste ukrainien Roukh.

Situation ambiguë

La situation en Ukraine est ambiguë. Un communiste, M. Kravtchouk, est à la tête du pouvoir. Il est démocrate et pourrait bien être élu démocratiquement le 1^{er} décembre prochain, lors de la première élection présidentielle au suffrage universel direct de l'histoire de l'URSS. M. Kravtchouk joue la corde nationaliste et a lancé récemment le champ libre dans sa République à toutes les expressions du sentiment religieux.

Il était remarquable à ce sujet de voir, jeudi, dans la salle du Soviet suprême, face au président américain, le patriarche de Kiev et de toute l'Ukraine, Philaret (Église orthodoxe liée au patriarche de Moscou), le patriarche Matyslav, de l'Église ukrainienne autocephale, rattaché à Kiev à l'issue de près de cinquante années d'exil aux États-Unis, ainsi que des prêtres et des évêques de l'Église uniate (gréco-catholique, unie à Rome).

La communauté juive était représentée au Soviet suprême, ce qui constitue un événement extraordinaire par rapport à la situation qui prévalait il y a quelques années encore. Le plus important en Ukraine est, en effet, la « réappropriation » par la population tout entière de son passé. Celui-ci est tragique, comme M. Bush a pu en faire l'expérience en se rendant au monument aux morts de Babi-Yar, érigé à la mémoire des cent mille Ukrainiens tués par les nazis durant la seconde guerre mondiale.

DOMINIQUE DHOMBRES

Selon M. Eltsine

La Russie et le Kazakhstan signeront le traité de l'Union le 20 août

La Fédération de Russie et la République du Kazakhstan vont signer le 20 août le traité de l'Union, en cours de négociation depuis plusieurs mois, a annoncé, jeudi 1^{er} août, le président russe Boris Eltsine, cité par l'agence non-officielle Interfax. « Le processus de signature du nouveau traité de l'Union commencera le 20 août », a déclaré M. Eltsine en indiquant que la Russie et le Kazakhstan seraient les premiers à le signer. En septembre, « quand l'Ukraine aura pris sa décision, le processus sera achevé », a estimé M. Eltsine. Le parlement ukrainien doit se prononcer à la rentrée sur le projet de traité de l'Union. Neuf Républiques ont participé aux négociations sur le traité de l'Union avec le président soviétique Mikhaïl Gorbatchev. - (AFP)

EUROPE

URSS

Vilnius soupçonne le KGB du massacre des gardes-frontières lituaniens

Dans l'affaire du massacre des gardes-frontières lituaniens, les soupçons du parquet de la République balte s'orientaient, vendredi 2 août, vers le KGB, a-t-on appris de source proche du président Landsbergis. Mais ce dernier, qui avait lui-même commencé par évoquer la possible implication des policiers ou des éléments de l'armée soviétique, voire de la mafia, se gardait de porter des accusations précises.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Six jeunes gens avaient été trouvés, mercredi à l'aube, baignant dans leur sang sur le plancher du wagon qui servait de poste de douane lituanien, à la frontière avec la Biélorussie. Deux autres gisaient, grièvement blessés au point que l'un fut donné pour mort.

Les premiers soupçons des dirigeants lituaniens s'étaient, bien sûr, portés sur les OMON, ces forces

spéciales dépendant du ministère soviétique de l'intérieur qui s'étaient fait, au cours des derniers mois, une spécialité d'attaquer les postes-frontières établis par les trois gouvernements indépendantistes. Les OMON brûlaient les postes et battaient, en les humiliant au maximum, leurs occupants, mais n'avaient jamais encore, lors de ces opérations-là du moins, tué délibérément.

Mardi, c'est pourtant ce qui s'est produit. Avec un « professionnalisme », dit-on à Vilnius, dont même les OMON n'auraient pas été capables. Les huit occupants du poste, armés de pistolets, ont été fusillés par des troupes automatiques sans avoir pu opposer la moindre résistance. Une autre circonstance pousse les Lituaniens à penser au KGB. Interrogé sur cette nouvelle action sanglante visant des indépendantistes baltes, M. Gorbatchev, lors de sa conférence de presse commune avec le président Bush, avait déclaré mercredi que le chef du KGB « s'était mis en contact à sa demande avec le président lituanien » pour lui offrir ses services pour l'enquête. A Vilnius on affirmait vendredi matin que

M. Krivutskov n'avait jamais contacté M. Landsbergis et on en concluait que soit M. Gorbatchev mentait, soit, plus vraisemblablement, c'était M. Krivutskov.

M. Landsbergis a préféré parler jeudi du « mensonge de l'agence Tass », qui rapportait les paroles du chef de l'Etat soviétique. En tout état de cause, c'est maintenant la version d'une tentative de déstabilisation en bonne et due forme qui semble avoir les faveurs lituaniennes. Jeudi, le Parlement lituanien, réuni en session extraordinaire, a appelé la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à envoyer une commission d'enquête.

Dans l'esprit de tous les Lituaniens, l'instigateur de ces événements de janvier était le KGB, dont une unité d'élite servait au sein des forces armées avait participé à l'attaque de la télévision de Vilnius. Ces forces avaient été reconnues par le Kremlin - contre toute évidence - « innocentes du sang versé ». Mais, cette fois-ci, M. Gorbatchev s'est engagé devant le président Bush à faire aboutir l'enquête.

SOPHIE SHIHAB

YUGOSLAVIE : alors que les combats se poursuivent en Slavonie

Les Européens s'interrogent sur l'envoi d'une force d'intervention

Les combats se sont poursuivis, jeudi 1^{er} août, en Slavonie, notamment dans le village de Dalj, près de Borovo-Selo, là même où le 2 mai une attaque d'automatistes serbes s'était soldée par la mort d'un domaine de policiers croates. Le bilan de ces nouveaux affrontements paraît, pour le moment, impossible à établir précisément, compte tenu des déclarations contradictoires des parties en présence. Si la radio serbe annonce la mort de sept « défenseurs serbes », la police croate fait état, pour sa part, de la mort de trois militaires croates et d'une vingtaine de blessés. Du côté croate, on déclare aussi que le village a été bombardé par des chars de l'armée fédérale, provoquant la mort de quinze policiers.

Ces incidents sont intervenus alors que la trêve européenne était attendue, vendredi, à Belgrade pour proposer notamment l'élargissement à la Croatie du rôle - actuellement limité à la Slovénie

- de la mission de contrôle de la CEE. Le ministre luxembourgeois des affaires étrangères, M. Jacques Poos, qui fait partie de cette trêve avec homologues néerlandais et portugais, a déclaré, jeudi à Londres, que l'envoi d'une force militaire européenne pourrait être nécessaire afin d'empêcher la partition du pays.

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a estimé, dans un entretien accordé jeudi à la télévision, que l'éventuel envoi d'une force d'intervention était « une bonne idée qui répond à une certaine logique ». « Dans une situation d'urgence, a-t-il ajouté, il faut quelquefois faire prévaloir le dessin politique sur les subtilités juridiques ».

Vendredi, le gouvernement allemand a pris position officiellement en se prononçant pour l'envoi d'une force d'intervention de la CEE ou de la CSCE. « Si le déploiement d'unités de casques

bleus européens est considéré par toutes les parties comme utile à une détente et réclamé par elles, la CSCE ni l'UEO ne devront refuser », a estimé le chef de la diplomatie allemande dans une déclaration écrite. La veille, M. Hans-Dietrich Genscher avait été beaucoup plus réservé alors qu'il réagissait à une proposition du secrétaire général de la CDU (chrétiens-démocrates) favorable à une force de paix de la CEE.

Le pape Jean-Paul II a décidé d'envoyer en mission en Yougoslavie Mgr Jean-Louis Tauran, responsable de la section des relations avec les États à la secrétairerie d'Etat du Vatican qui se déclare à son tour favorable au déploiement d'une « force de paix ». Le premier ministre soviétique, M. Valentin Pavlov, a réaffirmé, pour sa part, jeudi, l'attachement de Moscou au maintien de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie. - (AFP, Reuters)

Le président croate, M. Franjo Tudjman hésite à décréter l'état de guerre

BELGRADE

de notre correspondant

« La Serbie mène une guerre de conquête sur les territoires de Croatie », a déclaré, jeudi 1^{er} août, le président croate, M. Franjo Tudjman, devant le Parlement Zagreb réuni en session extraordinaire. Evoquant à plusieurs reprises le rôle de l'armée fédérale dans les conflits, M. Tudjman a estimé qu'elle servait de bouclier à l'extension du terrorisme et de l'agression serbe contre la Croatie. Il a accusé « certaines unités fédérales de collaborer avec les rebelles en Croatie ».

« Nous devons opposer une résistance à la conquête des territoires croates », a précisé le chef de l'Etat en annonçant que les troupes de réserve de la police et de la garde nationale croates avaient été mobilisées. Toutefois, a-t-il ajouté, « la mobilisation générale n'a pas été décrétée car nous ne disposons pas suffisamment d'armement et d'équipement de guerre. (...) Néanmoins, nous avons lancé un appel à la population afin qu'elle s'organise en groupes d'autodéfense ».

Nouveau gouvernement

M. Tudjman, estimant qu'il en va de l'intégrité de la Croatie, pense que « le Parlement devra demander au peuple croate de former des détachements de volontaires destinés à lutter contre l'invasion des Tchécoslovaques nationalistes et des serbes ».

Capable, aussi, de prêcher la modération, le président croate considère qu'il ne faut pas encore décréter l'état de guerre tant que toutes les solutions n'ont pas été épuisées. « Nous devons essayer d'éviter la guerre généralisée. (...) Mais nous devons en même temps continuer à nous y préparer », a-t-il dit.

M. Tudjman a aussi présenté aux députés un projet de nouveau gouvernement comprenant des membres du parti au pouvoir, mais aussi de quatre autres partis de l'opposition parlementaire, ainsi que deux représentants serbes et un représentant de la communauté musulmane.

Le vice-premier ministre, M. Franjo Greguric, avait été chargé, il y a quelques jours, de former ce nouveau cabinet. Quant à M. Manolić, jusqu'à présent premier ministre, il a été nommé à la tête d'un « état-major de crise ». Considérés comme faisant partie de l'aile la plus radicale du parti au pouvoir, les ministres de la défense et de l'intérieur, MM. Stipe Djodan et Gerasim Cvitan, ont été remplacés par MM. Lukša Bobić et Ivan Vekić.

Les débats houleux qui ont suivi l'exposé de M. Tudjman et l'annonce de la composition du nouveau gouvernement ont révélé les divergences régnant au sein du parti au pouvoir, qui occupe les deux tiers des sièges du Parlement. En effet, l'aile radicale n'a pas caché sa déception quant au ton « trop pacifiste » de M. Tudjman. Un certain nombre de députés ont

revendiqué des mesures radicales, notamment le gel des relations avec la Serbie, la mobilisation générale, ou encore le retrait de tous les représentants de la Croatie des institutions fédérales et la proclamation de l'état de guerre. L'un d'entre eux a même exigé la sécession immédiate de la Croatie.

Alarmé par la situation en Slavonie de l'Est, où les affrontements entre les forces de l'ordre croates, les extrémistes serbes et l'armée fédérale se sont poursuivis pendant toute la journée de jeudi, l'état-major de crise de Croatie s'est réuni d'urgence. A l'issue de cette consultation, le ministre de l'intérieur pressenti, M. Ivan Vekić, a informé le Parlement qu'il appelait les réfugiés des zones de crise à rejoindre les rangs de la police croate. Il a ensuite indiqué que les forces de l'ordre de Croatie avaient reçu l'autorisation de réquisitionner, en cas de besoin, tous les véhicules civils dans ces zones de conflit. La population a reçu l'ordre de mettre à la disposition de la police et de la garde nationale croates toutes les armes dont elle dispose.

De plus, des mesures ont été prises contre l'insoumission dans les rangs de la police et de la garde nationale de Croatie. Le Parlement croate devra reprendre ses travaux vendredi dans l'après-midi et se prononcer sur la composition du nouveau gouvernement et sur une éventuelle déclaration de l'état de guerre.

FLORENCE HARTMANN

Hommage aux victimes juives du nazisme

Les ombres de Babi-Yar

KIEV

de notre envoyé spécial

Ce fut certainement le moment le plus fort de cette visite. M. George Bush parlait, la voix nouée par l'émotion, devant le monument aux morts de Babi-Yar où il venait de déposer une gerbe. Il invitait les survivants juifs du massacre ainsi que les Ukrainiens qui les ont aidés à se lever. Une vingtaine d'hommes et de femmes, pauvrement vêtus, comme de modestes citoyens soviétiques à la retraite qu'ils sont, se sont dressés...

L'un d'eux s'appelle David Eisenberg, il a soixante-six ans et son témoignage mérite d'être rapporté. « J'avais quinze ans lorsque les Allemands sont arrivés. Ils ont tué les juifs de Kiev. Ils m'ont pris chez moi, le premier soir, le 29 septembre 1941. Ils m'ont emmené en bordure de la ville où il y avait une ravine de 35 mètres de profondeur. Ils nous ont fait déshabiller et ils ont commencé à tirer sur nous à la mitrailleuse lourde... »

Il est un des très rares à ne pas avoir été atteint par les balles mais il est tombé avec les autres dans la ravine. Les corps s'amoncelaient sans cesse. Il est resté trois jours, enseveli sous les cadavres. La nuit, les soldats allemands venaient avec des chiens pour détecter les éventuels survivants et les achever d'une balle dans la nuque. Il a été mordu jusqu'au sang mais n'a pas crié.

Une tragédie longtemps niée

Au bout de trois jours, il a réussi à s'échapper. Il est rentré chez lui où il s'est caché pendant six mois. Puis, il a été pris à nouveau et emmené de force travailler en Allemagne, mais en se faisant passer pour un Italien, ce qui lui a sauvé la vie...

« A Babi-Yar, quelque chose vous assaille : les ombres des

honneurs du passé rôdent ici. Pendant de nombreuses années, la tragédie de Babi-Yar a été niée mais ce n'est plus le cas. On verra bientôt une inscription rappelant le génocide commis contre les juifs, le massacre des tziganes, des communistes, des chrétiens... », a dit M. Bush. Pendant longtemps, en effet, les autorités soviétiques ont feint de croire, comme le proclame d'ailleurs toujours l'inscription en russe, en ukrainien et en yiddish au pied du monument très tardivement érigé (en 1976), que n'ont péri ici, « tués par les fascistes allemands », que « des habitants de Kiev des prisonniers de guerre ». Il n'est indiqué encore nulle part, noir sur blanc, que l'immense majorité des victimes était juive...

Le président américain faisait allusion au nouveau monument qui sera inauguré en octobre pour le cinquantième anniversaire de Babi-Yar, à 1 kilomètre de là, sur le vrai site du massacre. Des ex-cutions ont eu lieu en effet, comme s'en souvient David Eisenberg, au feu-dit la « ravine des grands-mères » (Babi-Yar, en ukrainien), du 29 septembre 1941 jusqu'à l'été 1943. Lorsque l'armée soviétique s'est rapprochée de la ville en octobre 1943, les Allemands ont fait déferler les corps par des prisonniers de guerre et les ont fait brûler un peu plus loin, là où se trouve le monument érigé en 1976. Puis, ils ont exécuté ces prisonniers de guerre eux-mêmes.

Le président ukrainien, M. Kravtchouk, a, dans son discours, rendu en priorité hommage aux victimes juives. C'était la première fois que cela était dit aussi publiquement, ici, par une aussi haute autorité. On estime que cent mille personnes au moins (peut-être cent cinquante mille en réalité) dont 80 % de juifs ont été massacrées à Babi-Yar.

D. Dh.

مكتبة الشريعة

le KGB du massacre littuaniens

Le prochain rapatriement, à Potosdam, des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père, Frédéric-Guillaume I^{er}, le «roi-soldat», n'a pas fini d'alimenter le débat sur l'Allemagne et son histoire.

BERLIN
de notre correspondant

Déjà, la polémique sur le passé avait été relancée, le 20 juin dernier, par le choix de Berlin, l'ancienne capitale de la Prusse, comme siège du gouvernement et du Parlement de l'Allemagne réunifiée. Le retour des deux dépouilles dans l'ancienne cité de résidence et de garnison royale, symbole de la monarchie éclairée du dix-huitième siècle, mais aussi de la tradition militaire prussienne, est prévu pour le 17 août.

Les deux catastrophes avaient été retirées, à la fin de la guerre, de l'église de la garnison de Potosdam pour être mis à l'abri des bombardements. Récupérées après le défilé de l'Allemagne en 1945, par l'armée américaine, ils avaient été remis à l'ancienne famille régnante de Prusse, puis du Reich allemand, les Hohenzollern, qui les avaient placés provisoirement dans leur château de Hachingen, en Bade-Wurtemberg.

Rien, jusque-là, que de très naturel. Après sa mort, le 17 août 1786, Frédéric le Grand, le roi éclairé, l'ami de Voltaire, avait été enterré, contre ses dernières volontés, auprès de son père, dans la crypte de l'église de la garnison. Fortement endommagée par la guerre, cette dernière avait été rasée en 1988 par le régime communiste est-allemand, qui avait fait de même à Berlin avec l'ancien château royal. La famille Hohenzollern avait donc décidé de ramener les restes de Frédéric-Guillaume dans une autre église de Potosdam, l'église de la Paix, et ceux

Interrogent sur l'envoi d'intervention

Le gouvernement de la Confédération suisse a décidé de ne pas intervenir militairement en Bosnie-Herzégovine. Cette décision a été prise après une longue consultation des cantons et des citoyens. Le gouvernement suisse a souligné que la Suisse est un pays neutre et qu'il ne doit pas s'engager dans des conflits armés. Cependant, la Suisse continue de fournir une aide humanitaire et diplomatique à la région.

Me. M. Franjo Tudjman l'état de guerre

Le président de la République croate, Franjo Tudjman, a déclaré l'état de guerre en Bosnie-Herzégovine. Cette déclaration a été faite en réponse aux récentes attaques contre les civils et les forces de l'ONU. Tudjman a appelé à une action plus vigoureuse de la communauté internationale pour mettre fin à la violence.

EUROPE

ALLEMAGNE : nouvelles polémiques sur le passé

Le retour du roi de Prusse

Le prochain rapatriement, à Potosdam, des restes du roi de Prusse Frédéric le Grand et de son père, Frédéric-Guillaume I^{er}, le «roi-soldat», n'a pas fini d'alimenter le débat sur l'Allemagne et son histoire.

BERLIN
de notre correspondant

Déjà, la polémique sur le passé avait été relancée, le 20 juin dernier, par le choix de Berlin, l'ancienne capitale de la Prusse, comme siège du gouvernement et du Parlement de l'Allemagne réunifiée. Le retour des deux dépouilles dans l'ancienne cité de résidence et de garnison royale, symbole de la monarchie éclairée du dix-huitième siècle, mais aussi de la tradition militaire prussienne, est prévu pour le 17 août.

Les deux catastrophes avaient été retirées, à la fin de la guerre, de l'église de la garnison de Potosdam pour être mis à l'abri des bombardements. Récupérées après le défilé de l'Allemagne en 1945, par l'armée américaine, ils avaient été remis à l'ancienne famille régnante de Prusse, puis du Reich allemand, les Hohenzollern, qui les avaient placés provisoirement dans leur château de Hachingen, en Bade-Wurtemberg.

Rien, jusque-là, que de très naturel. Après sa mort, le 17 août 1786, Frédéric le Grand, le roi éclairé, l'ami de Voltaire, avait été enterré, contre ses dernières volontés, auprès de son père, dans la crypte de l'église de la garnison. Fortement endommagée par la guerre, cette dernière avait été rasée en 1988 par le régime communiste est-allemand, qui avait fait de même à Berlin avec l'ancien château royal. La famille Hohenzollern avait donc décidé de ramener les restes de Frédéric-Guillaume dans une autre église de Potosdam, l'église de la Paix, et ceux

de Frédéric le Grand, conformément à son propre testament, dans un caveau creusé à même la terrasse de son château de «Sans Souci».

«J'ai vécu comme philosophe et veux être enterré comme tel, sans pompe, sans faste et sans la moindre cérémonie. Je ne veux être ni ouvert ni enseveli. Que je meure à Berlin ou à Potosdam, je ne veux pas être exposé à la curiosité du peuple. Je veux être inhumé au troisième jour à minuit. On m'apportera à la lueur d'une lanterne et sans que personne ne me suive», a Sans Souci, et on m'entermera tout simplement en haut de la terrasse, à droite quand on monte, dans une crypte que je me suis fait construire».

Telles étaient les dernières volontés du roi. Pour la deuxième fois pourtant, en l'espace de deux siècles, il n'en sera que partiellement tenu compte. «A notre époque médiatique, ce n'est malheureusement pas tout à fait possible», s'excuse, plus modestement, le chef de la famille Hohenzollern, le prince Louis-Ferdinand de Prusse.

Le chancelier à titre privé

Le transfert des restes va donner lieu à une véritable cérémonie, retransmise en direct à la télévision, avec la participation de la Bundeswehr. Les deux cercueils seront conduits, le 16 août, du château Hohenzollern à la gare d'Hechingen sous escorte militaire; de là, ils seront chargés dans un fourgon des années 30, à bord d'un train spécial. Des représentants de la famille prendront place dans un wagon-salon qui faisait partie, avant 1918, de l'ancien train de la cour impériale allemande.

Le gouvernement du Land de Brandebourg, qui doit prendre en charge les opérations, a l'intention de tenir à Potosdam, avant le départ, une cérémonie civile. Le ministre de la défense, à Bonn,

a prévu la présence d'un détachement musical à la gare et celle d'une garde d'honneur dans la cour du château de «Sans Souci».

On respectera le souhait du souverain d'être inhumé à minuit en petit comité. Mais le chancelier Helmut Kohl sera là, en personne, «à titre privé», au milieu de quelques membres de la famille Hohenzollern triés sur le volet, qui assisteront à la cérémonie.

La Croix de fer de Viktorja

«Un bel événement dans la dignité et le calme», commente le quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, porte-parole d'un courant néo-national. Cette appréciation est loin de faire l'unanimité à droite comme à gauche. Beaucoup jugent en effet inopportunes la mise en scène militaire et la présence du chancelier Kohl. Ainsi, le chef du groupe parlementaire social-démocrate au Bundestag, M. Hans Jochen Vogel, craint qu'elles puissent être mal interprétées à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Il rappelle que c'est précisément sur la tombe des deux rois qu'il fit et le maréchal Hindenburg s'étaient serrés la main, le 21 mars 1933, pour marquer symboliquement la continuité entre la Prusse et le national-socialisme. Le président du SPD, M. Björn Engholm, estime, quant à lui, l'attitude du chancelier aussi ambiguë que lorsqu'il avait entraîné le président américain Ronald Reagan au cimetière de Bitburg, où reposaient de nombreux SS.

La mémoire de Frédéric le Grand se rattache, certes, à une tradition des Lumières, de culture paneuropéenne, tout à l'honneur de l'Allemagne. Mais aussi aux débuts d'un militarisme allemand, dont Potosdam reste l'un des symboles. Après la réunification, le choix de Berlin comme capitale à part entière oblige à se

pencher plus que jamais sur cet héritage propice à controverse. La décision du Sénat de Berlin de parer à nouveau la déesse Viktoria, au-dessus de la Porte de Brandebourg, de l'ordre militaire prussien, à savoir la Croix de fer (le Monde du 18 juillet), suscite aussi une polémique. Ainsi un jeune député chrétien-démocrate, M. Friedbert Pfleger, affirme-t-il haut et fort que la nouvelle Allemagne n'est pas la Prusse.

Ses adversaires rétorquent que l'Arc-de-triomphe ne trouble pas la paix des Parisiens, que l'Allemagne doit assumer tout son passé, le bon et le mauvais, que la Prusse a cessé d'exister comme entité menaçante. Mais la Prusse incarnait aussi des valeurs, un sens de l'Etat, de la nation, une conception du rôle de l'Allemagne en Europe et dans le monde, qui vont au-delà de son existence propre.

Pour exemplifier qu'elle ait été la démocratie ouest-allemande de l'après-guerre n'est qu'une petite partie de l'histoire allemande. Personne ne conteste plus le besoin de l'Allemagne réunifiée de se ressourcer dans son passé plus lointain. Mais ce retour demande à être effectué dans la clarté pour que le souhait légitime des Allemands de retrouver un rôle à leur dimension ne donne pas lieu à des malentendus.

Le débat public que réclame M. Pfleger est d'autant plus nécessaire que la partie est de l'Allemagne se réveille de quarante-cinq ans de communisme, sans avoir eu le loisir d'une vraie réflexion. La montée, dans l'Est, d'un radicalisme de droite, le refus à Ravensbrück, à Sachsenhausen, de comprendre la symbolique des camps de concentration, la peur d'une immigration massive, le chômage, peuvent vite nourrir des nostalgies dangereuses.

HENRI DE BRESSON

SUISSE : le 700^e anniversaire de la fondation de la Confédération

Un pays à la recherche de sa place en Europe

En cette année du 700^e anniversaire de sa fondation, la Confédération suisse a plus que jamais sacrifié à la tradition. Feux d'artifice, retraits aux flambeaux et brassiers allumés sur les montagnes ont été plus intenses que d'habitude jeudi 1^{er} août, tandis qu'un retentissement de 550 cors des Alpes a retenti des quatre coins du pays pour s'achever en apothéose au bord du lac des Quatre-Cantons, où se tenait la cérémonie officielle sur la légendaire Prairie du Gruetli.

BERNE
de notre correspondant

C'est sur la prairie du Gruetli, selon la tradition, que trois notables des cantons d'Uri, de Schwyz et d'Unterwald prêtèrent serment au début d'août 1291 de s'entraider pour chasser les baillis autrichiens de leur vallée. C'est aussi dans cette Suisse dite primitive, berceau de la Confédération, que naquit le mythe de Guillaume Tell. En juillet 1940 encore, alors que le pays était encerclé par les puissances de l'Axe, le Gruetli fut le lieu choisi par le général Henri Guisan pour affirmer sa volonté de résistance.

Soucieux d'associer l'Europe aux festivités, le gouvernement suisse a invité les représentants des parlements du continent à participer à ce retour aux sources sur ces rives chargées de mythes et d'histoire. Parmi les invités, il se retrouvaient présents, de M. Dubček pour la Tchécoslovaquie à M. Sussmuth pour l'Allemagne, en passant par le président du Soviet suprême, ainsi que leurs collègues britannique, italien, autrichien, voire albanais. M. Laurent Fabius s'étant excusé, certains journaux francophones ont déploré que la France, l'un des principaux partenaires de la Suisse, n'ait été

représentée «que» par un vice-président de l'Assemblée nationale.

Les responsables helvétiques n'ont pas manqué d'évoquer la question prioritaire des relations avec l'Europe et l'imposition de révisions déclinantes. Alors que deux autres pays neutres, l'Autriche et la Suède, ont déjà fait acte de candidature à la CEE, Berne hésite toujours à franchir le pas. Pourtant si des résistances subsistent, l'idée de l'adhésion est en train de faire son chemin. Les Suisses prennent conscience qu'ils ne pourront pas, à eux seuls, demeurer un îlot de prospérité au cœur du Vieux Continent sans partager le destin commun.

«L'Europe est l'avenir de la Suisse», a déclaré le président de la Confédération, le Conseil national (Chambre basse). Comme il y a sept cents ans, la Prairie du Gruetli doit représenter un départ pour une Suisse moderne et européenne. Pour lui, l'Europe serait la seule réponse. Il a aussi invité son pays à sortir de son égocentrisme et à partager son expérience et son bien-être.

«700 ans, ça suffit!»

S'adressant pour sa part aux Suisses de l'étranger, M. René Felber, chef du département des affaires étrangères, a remarqué que jamais dans son histoire la Confédération n'avait été confrontée à tant de défis. «La Suisse n'est pas une île. Elle se trouve en Europe, au milieu des pays, et il est temps de nous ouvrir à la communauté internationale».

Plus classique dans son allocution radiotélévisée, le président de la Confédération, M. Flavio Cotti, a exhorté ses compatriotes à vaincre le doute et à avoir confiance en l'avenir. S'inspirant du Pacte fédéral de 1291, il a insisté sur le fait que la Suisse ne saurait renoncer à une partie de ses droits sou-

verains sans s'être assurée en contrepartie le droit de codécision. «Se soumettre à un droit étranger sans avoir participé à la prise de décision serait incompatible avec la dignité de notre pays».

M. Cotti s'était montré un peu plus lyrique en s'adressant la veille à trois mille enfants qui ont, dans les quatre langues nationales (allemand, français, italien et romanche) émis des vœux pour la Suisse de demain. Il leur avait répondu : «Vous rêvez d'une Suisse qui réserve une place plus grande à la justice, à la joie de vivre, à la sécurité et à la solidarité. Une Suisse dont les citoyens considèrent la nature comme un bien précieux, une Suisse qui ne fasse pas bande à part, qui ne connaisse ni drogue ni pornographie, une Suisse qui ne soit pas un pays de réfugiés».

C'est justement sous le mot d'ordre de l'utopie qu'ont été placées les multiples festivités qui émaillent, tout au long de l'année, le 700^e. D'emblée, le principe même de cette commémoration avait suscité des réactions mitigées, comme c'est souvent le cas pour ce qui touche à la Suisse, à la fois villedonnée et encochée.

Après divers scandales politiques qui venaient de secouer le pays, et la découverte que des centaines de milliers de citoyens avaient été fichés par la police, des intellectuels avaient lancé un appel au boycottage des festivités. «Le 700^e, ça suffit!» ou «Il n'y a rien à célébrer» proclamaient les contestataires. Ironie du sort, les deux plus grands écrivains du pays, Friedrich Dürrenmatt et Max Frisch, qui n'avaient pas ménagé leurs critiques, sont morts récemment, à quelques semaines d'intervalle.

Par le débat qu'il a ouvert, le 700^e aura néanmoins contribué, sinon à ébranler les certitudes, du moins à stimuler un début de remise en question.

JEAN-CLAUDE BUHRER

Le gouvernement débloque une partie des fonds de l'ex-parti communiste

Le gouvernement et le Parti du socialisme démocratique (PDS, ex-communiste) sont parvenus, jeudi 1^{er} août, à un premier compromis dans le conflit qui les oppose à propos du contrôle de la fortune du PDS à l'heure de succéder au SED d'Erich Honecker. Le PDS pourra ainsi récupérer huit millions de marks de fonds qui avaient été bloqués, a annoncé l'agence allemande de privatisation, la Treuhänder.

En juin, celle-ci avait saisi la quasi-totalité des avoirs du parti, afin d'empêcher toute fuite de capitaux. Le PDS pourra désormais gérer, seul, les fonds qu'il a acquis d'une manière légale. En retour il devra ouvrir enfin ses livres de comptes. Les autorités garderont sous leur tutelle les biens et la fortune immobilière que l'ancien parti communiste a accumulés pendant quarante ans au pouvoir. Ces avoirs s'élèveraient à plusieurs milliards de marks selon les enquêtes. (AFP, Reuters)

ISTH
INSTITUT PRIVÉ
DES SCIENCES
ET TECHNIQUES
HUMANES

EXAMENS D'UNIVERSITÉ

- DROIT
- SCIENCES ÉCO.

1^{re}, 2^e et 3^e années

TOUTES ÉPREUVES
SUCCÈS CONFIRMÉS

Enseignements annuels
et stages intensifs d'été

Centre Italie 45.85.59.35
Centre Autel 45.27.10.15

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

Le Monde

RADIO TELEVISION

Océan Indien

MADAGASCAR : refusant de quitter le pouvoir «comme un voleur»

Le président Ratsiraka durcit le ton

«J'espère qu'ils se fatigueront d'eux-mêmes...» Après quatre semaines de grève générale et bientôt deux mois de manifestations quotidiennes dans toutes les grandes villes du pays, le président Didier Ratsiraka, pressé d'expliquer comment il prévoit de désamorcer un mécontentement d'un ampleur sans précédent depuis l'indépendance de Madagascar, compte sur le pourrissement de la contestation. A son avis, les vrais contestataires de la place du 13-Mai ne sont qu'un «ramassis de mécontents», noyés parmi une foule de «curieux et d'hésitants», affirme le chef de l'Etat, qui n'entend pas «s'éclipser du pouvoir comme un voleur».

TANANARIVE
de notre envoyé spécial

M. Ratsiraka ne vit-il pas un peu reculé dans son palais d'Iavoloha, bâti sur un terrain militaire, près de «Tana»? Il a pris prétexte d'un besoin d'air pur pour mettre un peu de distance entre lui-même et les Tananariviens, qui ne l'aiment guère. Cet isolement risque de lui être fatal dans la partie de bras de fer qu'il s'est engagée avec l'opposition. Il y a trois mois, celle-ci réclamait la révision de la Constitution et de la loi électorale, rendue caduque par les dernières ouvertures démocratiques. Mais le chef de l'Etat a fait la sourde oreille au moment où il était encore temps de nouer le dialogue avec ses adversaires.

Aujourd'hui, le «roi Didier» en vient à proposer, après la dissolution de son gouvernement, l'ouverture d'un dialogue sur ces deux points. Mais son silence dédaigneux a tant fait enrager les centaines de milliers de manifestants que ceux-ci ne réclament, aujourd'hui, rien de moins que sa démission. «Cette gestion désastreuse de la crise, estime un observateur, montre les limites de la démocratisation du régime actuel».

Amender une Constitution qui lui accorde les pleins pouvoirs ne plaît guère à M. Ratsiraka et, a fortiori, accepter un système où son rôle ne serait plus prépondérant, comme le suggère l'opposition modérée, qui envisage son départ «à terme». Ses hésitations à organiser des élections anticipées sont probablement sincères lorsqu'il évoque le coût d'une telle opération. Car, dans l'état actuel des choses, il détient les moyens de sortir vainqueur de tous les types de scrutin.

Les dissensions au sein de l'opposition le rassurent. Si le parti MFM se démarque de la «stratégie insurrectionnelle du gouvernement de transition», ce n'est pas seulement par souci de légalisme - après avoir fait, pendant des années, de l'agitation politique - mais aussi pour placer ses hommes dans la course

au pouvoir. Devant la réaction hostile de la foule, le MFM hésite à faire cavalier seul et préfère, devant l'impasse actuelle, convaincre ses partenaires du Comité des forces vives de renouer le dialogue avec le président.

Le découragement de Paris

Pendant ce temps, le chef de l'Etat tente de tribaliser le conflit politique. Il reçoit, avec beaucoup d'égards, les chefs de tribu des quatre coins de la Grande Ile venus lui prêter allégeance tout en réclamant la mise sur pied d'un système fédéraliste. Bonne occasion pour lui de se faire le défenseur de l'unité nationale.

M. Ratsiraka menace aussi de «prendre ses responsabilités», c'est-à-dire de faire appliquer réellement l'état d'urgence décrété le 23 juillet. Cette éventualité n'inquiète guère les observateurs, persuadés que, «s'il fait tirer dans la foule, il tombera dans les quarante-huit heures». L'un d'eux souligne, pourtant, le risque qu'il commette une erreur fatale, «comme tout homme aux abois».

Pour éviter l'affrontement, la diplomatie française, tant à Paris qu'à Tananarive, tente de jouer les médiateurs, soucieuse de ne pas se faire accuser d'avoir déstabilisé le pouvoir en place. Tâche épuisante si l'on en juge par les mines découragées des émissaires de Paris. L'attitude fermée du président impose une interlocution et le soutien des bailleurs de fonds de la Grande Ile commence à s'effriter. C'est l'une des cartes maîtresses du chef de l'Etat, qui a bâti son image sur la reconnaissance de son régime par les Occidentaux plutôt que par celle de son peuple.

En trois ans, il a ainsi reçu les responsables de la Banque mondiale et du FMI, MM. Mitterrand et Rocard, le président sud-africain et Jean-Paul II. Les largesses des bailleurs de fonds, plus ou moins déclinées, lui assurent, entre autres, les moyens de remporter, sans coup férir, de futures élections. Si la Mission de coopération française insiste, documents à l'appui, sur le caractère étroit de son aide au développement, ces garde-fous sont encore assez rares parmi les donateurs.

La grève générale porte un coup sévère à l'économie du pays et le vide politique créé par deux gouvernements concurrents paralyse l'application des accords de coopération, notamment ceux qui devaient être signés avec le FMI le 15 août. Les affrontements de Tananarive, cette semaine - qui auraient fait deux morts parmi les manifestants - risquent-ils d'être un avant-goût d'une répression, déclenchée dans la capitale contre des gens qui ont pris l'habitude de se retrouver à la «grand-messe» de la place du 13-Mai? Le Conseil des Eglises chrétiennes (FFKM), qui tente d'organiser une rencontre entre le président et ses adversaires, se demande s'il n'est pas déjà trop tard.

JEAN HÉLÈNE

PROCHE-ORIENT

Après l'assassinat de l'opposant Kassem Radjavi, en 1990

L'Iran mis au banc des accusés par un tribunal de Genève

GENÈVE
de notre correspondante

Maladresse ou outrecuidance? Toujours est-il que la République islamique d'Iran avait fait inculper pour «outrage aux Etats étrangers» (art. 296 du code pénal) une jeune journaliste suisse, Myriam Gazut-Goudal, l'accusé d'avoir rendu compte - deux jours après l'assassinat près de Genève, le 24 avril 1990, de l'opposant iranien Kassem Radjavi, frère de Massoud Radjavi, chef des Moudjahidins du peuple - d'une conférence de presse donnée par la famille de la victime. La journaliste avait reproduit dans le quotidien genevois la Suisse, les accusations de la famille selon lesquelles ce crime aurait été commandité depuis Téhéran et exécuté avec la complicité des diplomates iraniens en poste à Berne et à Genève.

Le procès de Myriam Gazut-Goudal, qui s'est terminé le 31 juillet, et dont l'objet aurait dû être selon la journaliste et ses avocats - la défense de la liberté d'expression, s'était transformé en un réquisitoire contre le régime iranien. Les témoins présentés par la défense ont tous dépeint Kassem Radjavi comme un homme non violent, sans cesse menacé par

Téhéran, et Myriam Gazut-Goudal comme une journaliste intègre et bien renseignée.

La partie civile avait annoncé qu'elle ferait comparaître cinquante-trois témoins, avant d'affirmer que ces derniers ne se rendraient pas à Genève en raison de menaces qu'ils auraient reçues de l'opposition iranienne. Finalement, six d'entre eux ont comparu. Manquant de chance, l'avocat de la journaliste a fait venir à la barre deux personnes qui ont juré avoir reconnu parmi eux un de leurs anciens tortionnaires.

Autre coup de théâtre, le procureur général du canton de Genève, M. Bernard Bertossa, a déclaré qu'il existait un devoir de dénonciation qui incombait à la presse libre, non sans avoir auparavant affirmé que, «pour la première fois depuis la fin de la dernière guerre, un Etat se permet de prendre des gens en otage et de lancer des appels au meurtre dans un Etat étranger [contre l'écrivain Salman Rushdie], une attitude scandaleuse qui le présente comme capable de commettre un crime gratuit».

Le tribunal de police de Genève a acquitté la journaliste helvète, estimant qu'elle n'avait pas eu connaissance des circonstances, qu'elle avait la preuve de sa bonne foi.

ISABELLE VICHNIAC

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : les suites de l'« Inkathagate »

L'ANC relance l'idée d'un gouvernement intérimaire

Le Congrès national africain (ANC), en l'absence de son président, M. Nelson Mandela, en tournée en Amérique latine, s'est donné le temps de la réflexion avant de réagir à l'intervention télévisée du président Frederik De Klerk (le Monde du 1^{er} août). Son Comité national exécutif (NEC) a réaffirmé sa volonté de voir un « gouvernement intérimaire » prendre en charge les intérêts du pays jusqu'à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Ce que précisément le chef de l'Etat refuse d'envisager.

JOHANNESBOURG

de notre correspondant

M. Pallo Jordan, responsable de la communication de l'ANC, a estimé, jeudi, au cours d'une conférence de presse, que le pays se trouvait « au fond d'une impasse » et que le Parti national de De Klerk est au gouvernement, parti qui, selon lui, a toujours « nié le droit de notre peuple à la démocratie ».

Selon M. Jordan, c'est le président De Klerk, qui, par sa manière de s'exprimer sur le scandale de l'« Inkathagate », a remis d'actualité l'idée d'un gouvernement intérimaire d'« unité nationale ». But que l'ANC poursuit à travers l'organisation d'un « Front patriotique » conduisant à une

« conférence de tous les partis ». Dans sa déclaration, le responsable de la communication a invité « le président De Klerk et son gouvernement à rejoindre l'ANC dans son effort », afin que toutes « les forces politiques puissent aller de l'avant vers une Afrique du Sud démocratique unie et non raciale ».

La « compromission de l'Inkathagate », le parti à dominante zoulou de M. Mangosuthu Buthelezi, avec le gouvernement, et son « implication dans la violence » remettent en cause sa « légitimité » en tant que « force politique indépendante », constate l'ANC. Doutes étayés par les révélations, jeudi, du quotidien britannique The Independent, selon lesquelles M. Buthelezi aurait entretenu des relations étroites avec les services

secrets sud-africains et l'antenne de la CIA américaine à Durban, dans la province du Natal.

De son côté, l'Union des travailleurs sud-africains (UWUSA), le syndicat lié à l'Inkatha, aurait reçu son dernier « soutien financier » de la police le 31 juillet, selon la presse locale, qui cite le porte-parole du ministère de la loi et de l'ordre, sans toutefois préciser le montant de cette ultime générosité. S'expliquant sur la nature des fonds gouvernementaux versés à l'Inkatha, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, avait admis — avant son récent limogeage — que son administration avait donné l'équivalent de 3,3 millions de francs à l'UWUSA, organisation créée par les services secrets sud-africains.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

MAROC : le référendum au Sahara occidental

« Je n'ai pas l'intention de jouer au vice-roi »

nous déclare M. Johannès Manz, le représentant du secrétaire général de l'ONU

Des rives verdoyantes de l'air aux horizons désolés du Sahara occidental : changement de décor pour ce haut-fonctionnaire suisse que le secrétaire général de l'ONU s'est choisi comme représentant spécial et qui sera à pied d'œuvre, le 6 septembre, à Laayoune. Le jour même où entrera formellement en vigueur le cessez-le-feu entre le Maroc et le Front Polisario qui se disputent, depuis 1974, cette ancienne colonie espagnole.

BERNE

de notre envoyé spécial

Rigoureux et affable comme savent l'être les Helvètes, M. Johannès Manz, jusqu'alors directeur de l'administration au département fédéral des affaires étrangères, paraît avoir le tempérament d'un « pays acceptable » par les deux camps alors que « beaucoup de ses identités à l'une ou l'autre des parties », il débarrasse, en terrain inconnu, avec des « idées fraîches ».

Sa ligne de conduite est claire : appliquer tout le plan de paix de l'ONU, mais rien que le plan. « Il n'est pas question pour moi d'être l'administrateur du territoire, je n'ai pas l'intention de jouer au vice-roi », lance-t-il. J'ai pour mandat d'organiser le référendum d'autodétermination, d'une manière équitable et sans contraintes. Pour autant, M. Manz ne s'interdit pas, comme l'y autorisent les textes onusiens, de demander à la partie marocaine « la suspension de toute loi ou mesure qui pourrait entraver le bon déroulement du processus en cours ».

L'avant-garde de la mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (MINURSO) — quelques centaines de civils, de policiers et de militaires — devrait arriver sur place vers le 10 août, les « cas-

ques bleus » commençant aussitôt à se déployer sur le terrain pour être opérationnels le jour du cessez-le-feu. Exception faite des 65 000 hommes qui seront postés le long du mur de sable en position défensive et sous surveillance onusienne, le Maroc disposera de onze semaines pour réarmer du territoire, « à son rythme », le reste de ses troupes.

Des listes électorales qui s'allongent

M. Manz n'a pas connaissance de bases fixes du Front Polisario en territoire dit libéré, mais il va s'employer à le vérifier dès l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Il avertit qu'« un travail politique » attend pour fixer les points de cantonnement des soldats sahraouis pendant la période intérimaire.

Les prisonniers de guerre, dont l'échange aura lieu sous les auspices du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), le représentant spécial en ignore la quantité. Quant aux délégués politiques, le soin d'en établir la liste a été confié à un professeur de droit international d'origine libanaise, M. Georges Abi Saab. Discretion de rigueur. « Nous aurons une très bonne idée de leur nombre au moment du cessez-le-feu », assure M. Manz. A la mi-juin, le roi Hassan II avait accordé sa grâce à des opposants sahraouis sans qu'aient été alors révélés les noms des bénéficiaires. « Nous avons demandé des précisions au Maroc, indique le patron de la MINURSO. Nous attendons sa réponse ».

Autres listes, autres problèmes : la remise à jour du recensement espagnol de 1974, qui sert de base de calcul à la définition du corps électoral, est maintenant achevée. « Nous sommes arrivés au chiffre consolidé de 70 204 personnes », précise M. Manz. Ceux dont les noms auraient été omis ont la possibilité de déposer une demande individuelle d'inscription. « Je ne veux pas de listes globales qui me soustrairaient l'une ou

l'autre partie », avertit le représentant spécial, faisant ainsi allusion aux récents dépôts par le Maroc de deux listes qui, selon lui, « n'ont rien à voir avec le plan de l'ONU » et sur lesquelles figurent les noms de quelque cent vingt mille personnes, supposées être sahraouis. Si, en définitive, les services onusiens se trouvaient submergés par l'écoulement d'un nombre aussi élevé de dossiers individuels, cela ne manquerait pas d'être inquiétant. Aussi M. Manz appelle-t-il les deux camps à « faire preuve de réserve en la matière » et à « mettre en danger tout le processus de paix ».

Autre point de friction : les lieux d'installation des urnes. Le Front Polisario s'est tenté de déplacer artificiellement des réfugiés sahraouis des camps de Tindouf en Algérie vers les territoires dits libérés, afin d'y justifier l'ouverture de bureaux de vote ? Pas question pour M. Manz d'accepter pareil fait accompli. « Si on m'apporte la preuve, dit-il avec fermeté, que les gens ont vécu sur le territoire un certain temps, alors je dirai oui ».

Des observateurs en nombre limité

Contrairement à ce que vient d'affirmer les parlementaires marocains, qui reprochent à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) d'avoir reconnu la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et d'être ainsi juge et partie, le représentant spécial estime que « l'OUA (qui s'est occupée de ce dossier avant de le confier à l'ONU) a indéniablement un rôle privilégié à jouer dans le processus de paix ». A son avis, « il s'agit d'un conflit africain qui doit être résolu dans un contexte africain ».

« Hormis l'OUA, le Maroc et le Front Polisario, l'Algérie et la Mauritanie, le plan de paix de l'ONU ne prévoit pas d'autres observateurs », souligne M. Manz. A la différence de ce qui s'est passé en Namibie, l'ONU est, en effet, maître d'œuvre du référendum au Sahara occidental. La nécessité de

multiplier les observateurs ne lui paraît donc pas aussi impérieuse que dans le cas de figure précédent.

Dans ces conditions, le « comité de vigilance », que plusieurs organisations non gouvernementales ont récemment mis sur pied à l'initiative de la Fondation France Libertés que préside M^{me} Danielle Mitterrand, sera-t-il le bienvenu sur place ? « Les observateurs seront admis en nombre limité et, de toute manière, pas avant le démarrage de la campagne électorale », précise le représentant spécial, « sinon, cela ne contribuerait pas à créer une bonne ambiance ».

Pour remplir sa mission — toutes restrictions budgétaires appliquées — M. Manz sera assisté d'une équipe, forte de quelque 3 000 hommes, dont 1 695 militaires. « On est arrivé au minimum de ce qu'il faut pour faire un travail correct », constate-t-il. Sur un budget de 193 millions de dollars, 140 ont, à ce jour, été déboursés. Quant aux 34 millions, sous forme de contributions volontaires, qui financeront les opérations de transfert de réfugiés sahraouis, il ne reste plus qu'à en obtenir dix.

Mais, ce qui compte, avant tout, aux yeux de M. Manz, c'est la volonté de coopérer des deux parties. Si elles veulent nous mettre des bâtons dans les roues, on pourrait être cinq fois plus nombreux, et cela ne suffirait pas encore. Le représentant spécial promet d'être « prudent, méticuleux et discret », mais dit aussi son intention de « ne pas se laisser influencer par la propagande ».

Sans nourrir beaucoup d'illusions sur le fait que « les Nations unies ne seront pas les bienvenues » sur place, M. Manz, pour garder le moral, part de « l'idée que Hassan II est sérieux ». Le plan par étapes de l'ONU prévoit que le référendum devrait être organisé au plus tard à la mi-janvier 1992. « C'est faisable », conclut-il, « si chacun joue le jeu ». A voir...

Propos recueillis par JACQUES DE BARRIN

POLITIQUE

Après les incidents de Carcassonne

« Rien ne justifie la poursuite des troubles » par les harkis, affirme M. Bianco

« Rien ne justifie, aujourd'hui, la poursuite des troubles », a affirmé, jeudi 1^{er} août, M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration, après une réunion de travail sur le problème des harkis avec MM. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, Laurent Cathala, secrétaire d'Etat à la famille, aux personnes âgées et aux rapatriés, et les préfets de dix-sept départements concernés.

Le gouvernement a donc opté pour un discours de fermeté à l'adresse des fauteurs de troubles. Ce durcissement de ton intervient après les incidents du 31 juillet à Carcassonne (Aude), où une trentaine de jeunes gens ont occupé les locaux de la direction départementale du travail et de l'emploi, en exigeant la libération d'un fils de harki, M. Mohammed Berkane, incarcéré à Nîmes après avoir ouvert le feu sur un policier (le Monde du 2 août). M. Marchand a réaffirmé que « l'ordre public et l'autorité de l'Etat doivent être maintenus » et que certaines interpellations sont « inévitables et nécessaires ».

D'autant plus, selon ce qu'a laissé entendre M. Bianco, la poursuite des violences pourrait être un obstacle à la mise en pratique des vingt-cinq mesures en faveur des harkis, annoncées le 17 juillet par le premier ministre. Selon M. Bianco, ces mesures « se mettent en place avec sérieux et efficacité », et les collectivités locales, les élus et certaines entreprises se mobilisent déjà. Cependant, le ministre des affaires

sociales et de l'intégration a fait état d'un « certain découragement » et d'une « urgence devant la persistance de troubles à l'ordre public ». Les premières victimes de cette situation, a-t-il suggéré, seraient les harkis eux-mêmes, que les exodes de quelques-uns d'entre eux empêcheraient de bénéficier pleinement des nouvelles mesures. Car M. Bianco a tenu à rappeler que, sur une communauté de trois cent mille harkis et leurs familles, « environ dix mille ont de réels problèmes d'intégration » et que « ceux qui veulent l'ordre public ne sont que quelques centaines ». Le rétablissement de l'ordre serait donc nécessaire pour une bonne intégration des harkis « qui le veulent », au sein de la communauté nationale.

M. Bianco a par ailleurs déclaré que le gouvernement n'avait pas l'intention d'aller au-delà des vingt-cinq mesures annoncées le 17 juillet. Il a également précisé les modalités et le contenu des mesures. Pour aider les harkis « à accéder au droit commun », « des entreprises d'insertion sont mises en place » dans tous les départements concernés, et quatre cents emplois, financés à 50 % par l'Etat, seront disponibles. Des crédits seront ouverts pour le désemploiement des familles de harkis. Enfin, des « dévants publics » seront mis à leur disposition afin de les aider à mieux connaître leurs droits et à remplir les formalités nécessaires à leur application.

V. S.

La réforme du scrutin régional est étudiée à Matignon

La réforme du mode de scrutin pour les élections cantonales et régionales est étudiée de très près à l'Hôtel Matignon et dans les ministères concernés. Relancé par le président de la République, au cours de son entretien télévisé du 14 juillet, le débat sur la réforme électorale devrait être évoqué au cours du déjeuner qui réunira notamment le ministre de l'intérieur, M. Philippe Marchand, et le ministre chargé des relations avec le Parlement, M. Jean Poperen, lundi 5 août, autour de

M^{me} Edith Cresson. Le président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, M. Jean Auroux, a déclaré, jeudi 1^{er} août, qu'il n'est pas scandaleux d'actualiser certains modes de scrutin.

Dans un entretien publié vendredi par le Figaro, le numéro deux du PS, M. André Billardon, revient à la charge en estimant que les modes de scrutin actuels, pour les élections régionales, cantonales et sénatoriales, « ne sont guère conformes à la double exigence de recouvrer la démocratie : l'exigence de justice et l'exigence d'efficacité ». Affirmant qu'« en ce qui concerne le PS », le projet de réforme du mode de scrutin « n'a jamais été remis dans les cartons », il n'exclut pas la possibilité, pour le gouvernement, de recourir à l'engagement de sa responsabilité (article 49, alinéa 3 de la Constitution) pour faire adopter le projet. « Au nom de quoi le gouvernement s'interdirait-il d'utiliser un article de la Constitution ? » s'interroge M. Billardon.

L'approche des échéances électorales incite le premier ministre à renforcer la cohésion gouvernementale et à faire réfléchir les membres du gouvernement sur les actions à mener dans les six mois qui viennent. C'est à cette fin que M^{me} Cresson a réuni une dizaine de membres de son gouvernement pour un déjeuner de travail à Matignon, jeudi, pour la deuxième fois en une semaine.

P. R.-D.

Le préfet de Var refuse les statuts d'une association contre le Front national. — M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, animateur du Manifeste contre le Front national, a saisi M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, le 30 juillet, du refus opposé par le préfet du Var, M. Henri Fugues, au dépôt des statuts de l'association départementale du Manifeste, en raison du « caractère tendancieux » de celle-ci. M. Cambadélis juge cette décision « profondément scandaleuse » et demande au ministre de « faire respecter le droit d'association et la pluralité de l'opinion ». Dans un communiqué publié mercredi 31 juillet, le ministre de l'intérieur a indiqué que « le dossier de constitution de cette association a été jugé recevable » et que l'annonce en sera faite « prochainement » par le Journal officiel.

LES CAHIERS DE
ESPRIT L'ORIENT
L'APRÈS GUERRE
Contre la guerre des cultures
ضد حرب الثقافات
Juin 1991, numéro spécial 95,00 FF
212, rue Saint-Martin, 75002 PARIS - TEL.: 481410833

EN BREF

■ CAMBODGE : des officiels américains autorisés à enquêter sur les soldats disparus. — Autorisés pour la première fois à enquêter sur les soldats disparus pendant la guerre du Vietnam, trois officiels américains ont entamé une visite de quatre jours au Cambodge mercredi 31 juillet, a annoncé le porte-parole du Pentagone. Le débat sur la disparition de 2 273 militaires américains a été relancé après la récente publication d'une photographie représentant, selon leurs familles, trois aviateurs portés manquants (le Monde du 19 juillet). — (AFP)

■ MOZAMBIQUE : reprise des négociations entre le gouvernement et les rebelles. — Les négociations de paix entre le gouvernement et les rebelles de la Résistance nationale mozambicaine (RENAMO) ont repris, jeudi 1^{er} août, à Rome, a-t-on appris auprès du ministère italien des affaires étrangères. Organisées à l'initiative des catholiques de la communauté romaine

de Sant'Egidio, les négociations avaient été suspendues en juin.

■ RWANDA : un journaliste condamné à un an de prison. — Le tribunal de première instance de Kigali a condamné à un an de prison le rédacteur en chef du bimensuel indépendant Isibo, M. Sixbert Musangamfura, a-t-on appris, jeudi 1^{er} août, de source judiciaire. Le journaliste était accusé de diffamation envers le ministre de l'Industrie et l'ancien secrétaire général du Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND, ancien parti unique).

■ SIERRA-LEONE : référendum sur le multipartisme fin août. — Les Sierra-Léonais se prononceront pour ou contre le multipartisme, lors d'un référendum organisé du 23 au 30 août, a annoncé, jeudi 1^{er} août, la radio d'Etat. Quelque trois millions de personnes doivent prendre part au vote, dont un quart de jeunes qui voteront pour la première fois. — (AFP)

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lesourmes, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiz, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric, Jean-Marie Colombani, Robert Soit
(adjoints au directeur de la rédaction)

Daniel Vernet

(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1989), André Fontaine (1989-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tel. (1) 40-85-25-26
Télécopieur 40-85-23-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 92452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tel. (1) 40-85-25-25
Télécopieur : 40-60-30-10

هكاس لائل

POLITIQUE

Après les élections de l'Assemblée nationale, la poursuite des troubles en Liban, affirme M. Bianco

Cette fois, les scientifiques ont l'air d'y croire sérieusement. Si dans les prochaines semaines, comme c'est probable, la direction du National Institute of Health (NIH) et, surtout, la Food and Drug Administration (FDA) décident de suivre les recommandations qui ont été faites, les 30 et 31 juillet, par le comité consultatif chargé des thérapies au NIH, une nouvelle ère s'ouvrira dans la mise en œuvre des thérapies géniques.

Cette fois, ce ne sont pas des maladies atteintes d'un syndrome rarissime qui pourraient bénéficier de ces techniques, consistant à modifier le patrimoine génétique de certaines cellules souches en « greffant » dans ces cellules un ou plusieurs gènes, mais bien des patients atteints de maladies aussi répandues que le cancer de l'ovaire ou encore l'hypercholestérolémie familiale.

Le premier avis positif émis par le comité consultatif concerne un projet défendu par le docteur Steven Rosenberg du National Cancer Institute. L'expérimentation que se propose de réaliser ce célèbre cancérologue est la suite logique d'une autre tentative qu'il effectue actuellement sur deux patients atteints de cancer de la peau (mélanome).

réforme du scrutin régional est étudiée à Matignon

Les réactions à l'application de la loi relative à la décentralisation, en particulier celle relative à la réforme du scrutin régional, ont été étudiées à Matignon.

La Chine meurtrie

Suite de la première page

Même si ce dispositif est visiblement insuffisant et a été affaibli par négligence ces dernières années.

Les témoignages des premiers responsables occidentaux d'action humanitaire autorisés à se rendre dans les zones inondées de Chine orientale paraissent confirmer dans l'ensemble l'ampleur du sinistre. Le docteur Brochu, de Médecins du monde, a fait une description apocalyptique de la situation dans les districts de la province du Jiangsu qu'il a visités. Deux millions de paysans se sont réfugiés sur toutes les hauteurs pouvant émerger d'une étendue d'eau glauque où flottent cadavres de porcs, excréments humains et débris de ce qui fut la vie rurale dans le grenier à riz du pays.

Les autorités, estime-t-il, « ne paraissent pas contrôler la situation ». D'énormes opérations de drainage semblent nécessaires pour évacuer cette eau meurtrière, et rien ne semble avoir été entrepris sérieusement dans ces districts situés près du lac Taihu. Dans la province de l'Anhui, en revanche, la situation paraissait s'améliorer légèrement depuis la fin juillet grâce à un début de décrue. Dans le Hubei, les autorités assurent avoir drainé 12 milliards de mètres cubes d'eau en vingt jours.

Appel à l'aide occidentale

La situation hygiénique demeure extrêmement préoccupante. Les autorités ont procédé à la création d'un « groupe d'urgence » pour la prévention des épidémies, peut-être un signe que le déclenchement d'épidémies est en train de se produire. On a signalé, selon les endroits, des cas de malaria, d'hépatites, de typhoïde, voire, selon certains témoignages, de peste. Les rats, comme souvent

MÉDECINE

Nouvelle étape pour les thérapies géniques

Le cancer et l'hypercholestérolémie familiale pourraient bénéficier très prochainement de ces techniques aux Etats-Unis

leur propre tumeur. En quelque sorte, les vaccins contre le cancer, l'idée est aussi audacieuse que révolutionnaire. Quel chercheur n'a pas un jour rêvé de trouver un vaccin contre le cancer ?

Le principe est très simple. Le docteur Rosenberg se propose de le mettre en œuvre chez trente patients atteints de cancers du rein, du colon et de la peau arrivés à un stade très avancé. Il consiste, dans un premier temps, à prélever un fragment tumoral et à y insérer ensuite des gènes qui assurent la production de deux substances anticancéreuses, le *tumor necrosis factor* et l'interleukine-2. Dans un deuxième temps, ces cellules cancéreuses au patrimoine génétique modifié sont réintroduites dans l'organisme des patients, où l'on espère qu'elles contribueront à stimuler le système immunitaire en l'incitant à « attaquer » les processus cancéreux.

En mai dernier, à l'occasion du 82^e congrès de l'Association américaine pour la recherche sur le cancer qui avait lieu à Houston (Texas), le docteur Rosenberg avait rendu publiques les grandes lignes de son projet. Il avait, à cette occasion, révélé que des expériences similaires menées chez l'animal avaient donné des résultats très positifs. Et il avait ajouté que si les expérimentations menées sur l'homme donnaient lieu à des succès comparables, on pourrait considérer que l'idée de mettre au point un véritable vaccin contre le cancer devenait « un objectif réalisable pour le vingt et unième siècle ».

Un « vaccin » contre le cancer

De manière plus inattendue, le comité consultatif du NIH a également donné, lundi 29 juillet, son feu vert pour la mise en œuvre de thérapies géniques dans le traitement de formes très rares d'hypercholestérolémie familiale. Il s'agit d'un projet défendu par le docteur James Wilson (université de Michigan) qui se propose d'insérer, chez trois patients atteints de cette maladie, le gène qui assure la formation du récepteur du LDL cholestérol.

On sait aujourd'hui qu'une augmentation dans le sang du taux de

lipoprotéine de basse densité (LDL) conduit à une athérosclérose accélérée. Une grande partie de l'élimination du LDL cholestérol (appelé aussi « mauvais » cholestérol) du plasma se fait par l'intermédiaire des récepteurs spécifiques des LDL situés à la surface des cellules hépatiques. De ce fait, lorsque l'activité de ces récepteurs diminue – ou, a fortiori, lorsqu'elle est quasi inexistante, comme dans le cas des patients du docteur Wilson – du fait de l'existence d'anomalies génétiques ou acquises, le taux de LDL cholestérol dans le sang augmente. Et, avec lui, le risque d'infarctus du myocarde et de maladies cardiovasculaires.

Le temps presse

Dans la plupart des cas – une personne sur cinq cents dans les pays occidentaux – c'est une mutation génétique touchant les récepteurs des LDL qui est à l'origine de cette pathologie. Il peut s'agir d'une forme héréditaire (moins grave et heureusement plus fréquente) ou bien d'une forme monogène, très rare et très grave (puisque les deux gènes sont atteints). Le docteur Wilson propose donc, en se servant d'un virus vecteur, d'insérer le gène normal, qui code pour le récepteur du LDL, au niveau des cellules du foie. Il faut valoir que des expériences similaires, menées chez la souris, ont permis d'observer une très nette diminution du taux de LDL-cholestérol.

Un autre protocole expérimental a lui aussi obtenu, lundi 29 juillet, un avis positif de la part du NIH. Il concerne le projet du docteur Scott Freeman (université de Rochester, New York) d'insérer, de faire une expérience originale de thérapie génique chez des patients atteints de cancer de l'ovaire. L'idée est d'insérer dans les cellules cancéreuses un gène provenant du virus herpès et qui assure la production d'une pro-

téine dénommée thymidine kinase. Ces cellules doivent ensuite être injectées à seize femmes atteintes d'un cancer de l'ovaire au stade terminal et ne répondant à aucune thérapie. Le docteur Freeman espère que les cellules ovariennes ainsi « traitées » vont devenir sensibles à un médicament antitumoral qui a la propriété d'interagir avec la thymidine kinase.

On est loin de la première tentative de thérapie génique, effectuée le 14 septembre 1990 à Bethesda (Maryland) par les docteurs French Anderson et Michael Blaese sur une fillette de quatre ans atteinte d'un déficit immunitaire très grave causé par un déficit enzymatique en adénosine déaminase (ADA). L'expérimentation avait consisté en l'insertion dans les cellules de la moelle osseuse du gène qui assure la production de cette enzyme. Depuis, cette petite fille va aussi bien que possible, son système immunitaire ne cessant de se restaurer.

Même s'il est vrai que tout reste encore à prouver en matière de thérapie génique – au-delà du problème de son efficacité et de son innocuité, celui de sa faisabilité sur une large échelle reste entièrement posé – on ne peut qu'être stupéfait devant la rapidité des progrès réalisés en quelques mois. Ce qui relevait, il y a peu, de la science-fiction est en passe de devenir réalité. Tout au moins sur le plan expérimental.

En France, où le comité consultatif national d'éthique avait rendu, le 15 décembre 1990, un avis favorable à la mise en œuvre sur l'homme de ces techniques, il n'existe pour le moment aucune structure pour contrôler ces expérimentations. L'Académie des sciences avait bien proposé, dans un rapport publié le 27 mai, que soit mise en place une commission chargée du génie génétique, directement rattachée aux services du premier ministre, mais aucune décision officielle n'a pour l'instant été annoncée. Le temps presse, si l'on veut que la France soit un des pays leaders dans ces voies de recherche visiblement promises à un bel avenir.

FRANCK NOUCHI

SOCIÉTÉ

REPÈRES

URBANISME

Paris doit réviser partiellement son POS

Le tribunal administratif, en annulant deux permis de construire, par des jugements en date du 14 mai et du 20 juin, a obligé le maire de Paris à réviser une nouvelle version d'un article du plan d'occupation des sols (POS). Dans ces décisions, concernant des constructions d'immeubles dans le XV^e arrondissement, le tribunal a en effet estimé que l'article 151 du règlement annexé au POS de la capitale ne définissait pas de manière suffisamment précise « les raisons d'architecture et d'urbanisme » permettant l'octroi de permis de construire « en surdensité » du POS.

Autrement dit, une construction ne peut dépasser le coefficient d'occupation de sols (COS) prévu par le code d'urbanisme sans une bonne justification. En attendant le nouveau texte, les permis de construire accordés « en dépassement » sont gelés : une trentaine de chantiers seraient concernés.

AUTORISATIONS DE SÉJOUR

La France a admis plus d'immigrés en 1990 qu'en 1989

Selon le bilan de l'Office des migrations internationales (OMI), publié mercredi 31 juillet, le nombre de nouvelles autorisations de séjours est passé de 108 779 en 1989 à 113 661 l'année dernière. Les demandes de permis de travail permanent ont connu la plus grande progression : on en comptait 108 779 en 1990 contre 9 260 en 1989, soit 58,2 % de plus.

Viennent ensuite les autorisations provisoires de travail, avec 24,6 % d'augmentation ; puis le regroupement familial (+ 6,8 %). Seul le nombre des arrivées de travailleurs saisonniers a régressé de 5,8 % (61 868 en 1989, 58 249 en 1990). L'OMI a, d'autre part, été saisi de 2 808 infractions concernant l'emploi irrégulier, soit 41,4 % de plus qu'en 1988.

COMMUNICATION

Succès d'audience de la Grande Boucle

Les annonceurs et les sponsors veulent adapter le Tour de France aux exigences de la télévision

Le Tour de France cycliste, et notamment son arrivée à Paris, constituent une bonne affaire pour la chaîne qui détient l'exclusivité de sa couverture pour la France. Ainsi, dimanche dernier, jour de l'arrivée de l'épreuve, Antenne 2, l'heureuse détentrice de ce droit jusqu'à la fin de 1992, a attiré 5 millions de téléspectateurs, soit 53,3 % de part d'audience selon l'institut de sondages Médiamétrie. Aux mêmes horaires, TF1 ne réalisait que 29 % de l'audience, tandis que les autres chaînes se partageaient les miettes restantes. Pendant toute la semaine précédant le sprint final, le Tour a d'ailleurs permis à Antenne 2 d'atteindre 29,1 % de part d'audience, ce qui lui place dans les cinq premières chaînes de TF1 (37,1 % de part d'audience en moyenne).

Le téléspectateur type du Tour de France, toujours selon Médiamétrie, est plutôt un homme (58 %). Majoritairement âgé de plus de cinquante ans (64 %), il est souvent inactif (83 %) et appartient aux catégories socio-professionnelles employées-ouvriers. Les cadres ne sont en effet que 17 % à regarder les reportages sur le Tour de France qui émaillent la journée.

des sponsors n'est pas neuve mais prend un relief particulier avec la guerre des taux d'audience entre télévisions. Son refus s'explique par trois autres arguments : un déplacement d'horaires perturberait la vie des coureurs, qui ne pourraient se reposer et se faire masser que tard dans la soirée, ainsi que celle de leurs accompagnateurs. De surcroît, retarder l'arrivée du Tour équivalendrait à privilégier les médias audiovisuels au détriment de la presse écrite, « qui a toujours été intimement liée à l'épreuve ». Enfin, les spectateurs ne seraient pas forcément d'accord.

Les sponsors ne désarment pas. Pour M. Luc Dericux, responsable du sponsoring au Crédit lyonnais, « il s'agit de faire une expérience ». Selon lui, il suffirait pour ne pas gêner les coureurs d'expérimenter ces nouveaux horaires lors d'une épreuve de prologue qui ne se court que sur huit kilomètres, et le samedi. Quant à privilégier la télévision, M. Dericux estime que les matchs de football, qui se jouent en soirée et devant les caméras, n'empêchent pas les journaux d'en faire le compte rendu. Mais le Tour de France a maintenant son « nict ».

YVES-MARIE LABÉ

Une firme américaine s'attaque au monopole d'Intelsat

La société privée Alpha Lyra-Com Satellite Communications veut parvenir à concurrencer sérieusement l'organisation internationale de communications par satellite Intelsat. En annonçant, mercredi 31 juillet, avoir passé commande de trois satellites au constructeur Hughes Communications, pour un prix de plus de 300 millions de dollars (plus de 1,3 milliard de francs), la firme privée américaine a manifesté son intention d'établir un nouveau réseau de communications internationales par satellite, baptisé ORBX, dès 1994.

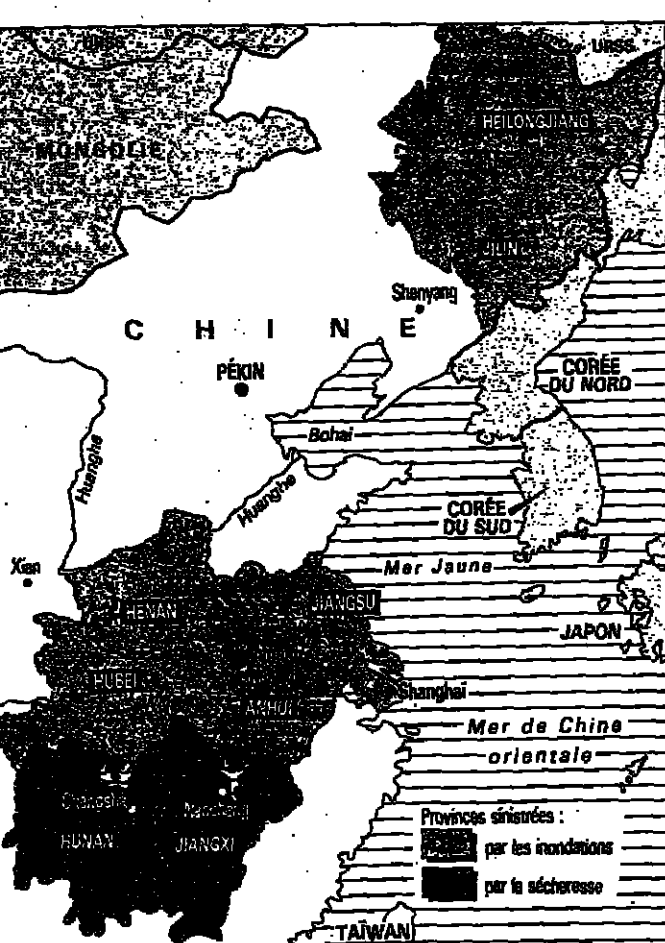
Créée en 1964 pour gérer les liaisons téléphoniques internationales, l'organisation Intelsat (regroupe plus de cent pays du Nord et du Sud et exploite plus d'une douzaine de satellites. Malgré la décision, prise en 1985 par M. Ronald Reagan, d'autoriser la libre concurrence dans ce domaine des communications internationales, Intelsat dispose encore d'un quasi-monopole sur les liaisons internationales. - (UPI).

□ L'ESA reprend le contrôle du satellite Olympus. - L'Agence spatiale européenne (ESA) a réussi à reprendre le contrôle du satellite expérimental de communications Olympus, avec lequel le contact avait brutalement été interrompu le 29 mai. Lancé en juillet 1989 pour transmettre les programmes de télévision de la BBC (Grande-Bretagne) et de la RAI (Italie), le satellite européen dériva, depuis plusieurs semaines, sur son orbite géostationnaire.

SPORTS

La Grande-Bretagne ne participera pas à la Coupe d'Amérique. - Pour la première fois depuis la création de l'épreuve, la Grande-Bretagne ne sera pas représentée à la prochaine Coupe d'Amérique. Le président du Yacht Club de Port-Pendennis a annoncé le retrait de son syndicat pour l'édition 1992 de cette compétition, créée en 1851 par... les Britanniques.

□ Maradona abandonne le football professionnel. - L'ancien capitaine de la sélection argentine et de Naples, Diego Maradona, a annoncé, jeudi 1^{er} août, sa décision « irrévocable » de quitter le football professionnel. Maradona est suspendu jusqu'en juillet 1992, pour avoir consommé de la cocaïne.



ESPRIT L'ORIENT

CULTURE

MUSIQUES

Passages

Le Mali et l'Iran au Festival Paris Quartier d'été

La pluie avait surpris les Dogons dans les jardins du Luxembourg. Les pieds dans l'eau et les yeux au ras des parapluies, un public d'humeur moyenne prêtait bruyamment les grands du premier rang de s'asseoir sur les chaises détrempées. Objectif : apercevoir les danses en rond des dix-neuf danseurs maliens descendus des falaises de Bandiagara pour une tournée hexagonale commencée il y a un mois au Festival d'été de Nantes, sous la pluie.

Au centre du cercle pas tout à fait magique du kiosque du Luxembourg, Sorry Bamba, musicien et chanteur, comparse de Salif Keita, Kanté Manfila, qui s'en fut puiser il y a deux ans l'inspiration d'un nouvel album (*Siké, Coblé/Fnac Music*) dans les rites animistes des Dogons.

S'il possède la clé des secrets dogons, le Malien d'origine bamba qui fut longtemps le directeur de l'Orchestre de Mopti et l'ami des hommes des falaises, ne la livre aucunement, se contentant d'un rôle discret de meneur de jeu désinvolte. Sans intention de viol de l'étrange cosmologie dogon, le spectateur que l'été a retenu à Paris aurait bien voulu comprendre un minimum de la signification des masques, des figures de danse, de la gestuelle et des chants. Il est reparti avec l'idée qu'il y a bien là quelque chose de gubérnel, des gestes, un culte, que la troupe est bien sympathique, mais que les arides cailloux de l'Afrique lui seynt sans doute mieux que les maronniers du Luxembourg.

Même problème de compréhension au Théâtre Renaud-Barrault, où les marionnettes iraniennes, les *kheymah shah bazi*, « jeu de tente

et de tente », du maître Ahmad Khamsei, arrivaient d'Avignon. Le charme de ces poupées à deux fils et à quatre mâtures est indéniable, mais la pièce est jouée, bien entendu, en farsi.

Pour ne point s'assoupir, il convient donc de se laisser bercer par la musique. Celle de la langue perse, avec ses « a » graves et emphatiques, ses accents gutturaux et ses sons chuintés. Celle des deux musiciens postés de part et d'autre du rideau à grosses fleurs, un joueur de *kamanché*, le seul instrument à archet utilisé dans la tradition iranienne, et un percussionniste, qui frappe le *zarb* en même temps qu'il mène le dialogue entre les personnages, chasse le guignol, ici un faucon noir et mal élevé, éclatant et gouailleur dans son costume rouge, Mobarak, un valet aux origines incertaines, éthiopiennes vraisemblablement.

Mélodie persane en pas double

Mobarak est l'homme à tout faire du harem de Salim Khan, roi du Yémen. Il prépare les noces du prince Farrokh Khan et tombe amoureux de Mademoiselle Aéroplane, une chanteuse au visage sans voile qui se transforme en sorcière pendant la nuit de noces. Mobarak parle de travers, le conteur tente de lui enseigner la bonne prononciation, le poursuit d'un mini-fouet de haut en bas de la petite scène.

Dans l'ombre, le *marshed*, le meneur de jeu, Ahmad Khamsei, gratifie les protagonistes, manipule par un comparse bon enfant et virtuose, de voix de fausset grâce à un petit sifflet glissé sous la lan-



Princes indiens et rois aux allures de tsar

gue. Cheval fougueux, jongleurs, chanteurs de femmes aux foulards multicolores, princes indiens et rois aux allures de tsar de toutes les Russies bâissent une comédie improvisée - où les marionnettes, quatre hommes déjà mûrs, se divertissent visiblement devant une mariée encochée, le pet d'un cheval - ponctuée de piques lan-

que populaire, font la pyramide sur un bâton.

Théâtre en miniature né dans les ruelles qui bordent le Bazar de Téhéran, le *kheymah shah bazi* de Ahmad Khamsei, est allé au Festival de marionnettes de Charleville-Mézières en septembre dernier. La troupe tourne depuis trois ans de l'URSS à l'Italie, fait peu commun dans un Iran resté fermé à l'étranger jusqu'au début de 1991. Elle le doit à la bonne image du genre véhiculée par le Festival de marionnettes de Téhéran, créé en 1968, perdu pour cause de révolution islamique, sauvé des eaux en 1989, et qui a permis à des groupes italiens, brésiliens, ou vietnamiens de franchir les frontières iraniennes avant tout le monde.

Paris Quartier d'été a su profiter des retombées de la programmation persane d'Avignon, patiemment construite en Iran par Soudabeh Kia, iranienne de Paris, longtemps *peronne non grata* en terre d'islam chiite. Elle y a retrouvé les rudes musiciens kurdes et les joyeux drilles d'Azerbaïdjan, avec leur *tanbur*, un luth à trois cordes, leurs *saz* à long manche, leurs chants brochés et farouches, qui s'arrêteront dans les jardins du Luxembourg, ultime pause avant retour.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► Kiosque à musique du Luxembourg : Derviches du Kurdistan, du 2 au 8 août ; Ménestrels d'Azerbaïdjan, du 6 au 8 août. A 18 heures, entrée libre. Théâtre Renaud-Barrault : Théâtre de marionnettes *kheymah shah bazi*, jusqu'au 8 août, à 21 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-56-80-70.

Montpellier-les-Musiques

Suite de la première page

Le public suit-il ? Seuls les concerts de musique ancienne, donnés dans l'église Saint-Mathieu (trois cents places), et les concerts de jazz donnés dans la cour des Ursulines (huit cents places), affichent complet, bien que la programmation de Didier Allard soit très pointue et difficile (cette année, musique du Moyen Âge et de la Renaissance) et celle d'André Francis plutôt banale dans l'ensemble.

Les programmes symphoniques, les opéras, les récitals programmés dans la cour Jacques-Cœur (mille trois cents places), au château d'O (huit cents places), dans la salle Pasteur (sept cents places), dans l'Opéra-Berlioz (deux mille places) et en décentralisation dans les villes de la région, ne le sont quasiment jamais, malgré des prix de places plutôt raisonnables (si on les compare à ceux qui sont pratiqués couramment dans d'autres festivals). A Montpellier, les auditeurs paient un maximum de 190 F pour l'opéra et peuvent entendre un grand orchestre pour 110 F - pour 65 F s'ils sont étudiants, s'ils ont moins de vingt-cinq ans, s'ils sont titulaires de la carte Vernieu ou inscrits à l'ANPE.

Arithmétiquement, on pourrait

démontrer que le Festival de Radio-France et de Montpellier est un échec public, même si le nombre de places vendues a progressé de 10 % cette année par rapport à l'an dernier (le chiffre de 55 000 sera dépassé), même si la recette a fait un bon de 200 000 F. Il suffirait de diviser les places vendues par la centaine de concerts organisés, de constater que Gwyneth Jones et l'Orchestre philharmonique de Radio-France ont attiré peu d'auditeurs malgré leur programme splendide (*Cygnus feralis*, un tombeau de Gabriel Fauré composé par Florent Schmitt, *Erwartung* de Schoenberg et la *Quatrième symphonie* de Brahms), de s'apitoyer sur les faibles ventes pour Kent Nagano, qui créait à Montpellier le *Mystère de l'Instant*, d'Henri Dutilleul et donnait la *Quatrième* de Mahler, ou pour Jean-Claude Casadesu et Jean-François Heisser, qui assumaient la création française du *Concerto pour piano*, de Max Reger... crée en Allemagne en 1910.

Mais que veulent dire les chiffres si on ne les met pas en perspective avec ce qui se produit ailleurs (et notamment à Paris, où de nombreux concerts connaissent une baisse de fréquentation alarmante, avec le nombre d'habitants de

Montpellier et de la région, avec la politique musicale menée le reste de l'année à l'Opéra dirigé par Henri Maier, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier qui vient de passer sous le contrôle de René Kœring et par celle des Solistes de Moscou de Yuri Bashmet qui viennent de s'installer dans l'Eurocié (1) ?

La confiance retrouvée

Qu'expriment les chiffres si l'on omet de préciser qu'un auditoire estimé à 700 000 personnes peut capter les concerts sur France-Musique ou France-Culture, partenaires à part entière du festival ?

Montpellier et son district comptent environ 350 000 habitants auxquels il faut ajouter 65 000 étudiants. Combien de villes françaises peuvent se mesurer à la programmation musicale et danse de Montpellier ? Dirigés par Pierre Médéric, l'Opéra et l'Orchestre philharmonique de Nice (330 000 habitants) font aussi bien dans un climat empoisonné (pour combien de temps ?) Mais Marseille (900 000 habitants), Rouen (220 000 avec sa banlieue), Rennes (210 000), poins noirs, parmi d'autres, de la carte de France musicale, ont beaucoup à faire dans ce domaine. Et ne se pressent pas.

D'octobre à fin juin, l'Opéra de Montpellier draine un public nou-

breux pour des productions d'un remarquable niveau artistique (230 F la place la plus chère). Repris en main par René Kœring, l'Orchestre philharmonique retrouve confiance, même si, au jour le jour, la collaboration avec le « patron » n'est pas toujours sans nuages. Une dizaine de musiciens sont partis jouer ailleurs ou ont pris un congé sans solde. Ceux qui restent se partagent entre attentisme, rogne à cause d'un planning de travail plus fourni que du temps où Cyril Dieckrich les dirigeait (en réalité, Kœring exige que les heures dues soient effectivement travaillées) et reconnaissance pour un directeur général qui invite des chefs d'orchestre, des solistes qui savent les faire travailler.

L'Orchestre de Montpellier n'est certes pas encore la formation de renom international vantée par M. Fréche. Mais bien gérée musicalement et administrativement, ses musiciens peuvent prétendre à une qualité supérieure à ce que sont partis sont remplacés par des instrumentistes de haut niveau et si un chef d'orchestre-directeur musical vient s'installer à demeure : il en est sérieusement question.

L'Orchestre fait aujourd'hui appel à de nombreux remplaçants. Kœring sait que l'on ne bâtit pas une formation avec des intérimaires, mais il a hérité d'un ensemble déséquilibré (trop de bois, pas assez de cordes) et exige de recruter des instrumentistes de haut niveau tout en caressant l'idée de porter sa formation à quatre-vingt-dix musiciens.

Or Montpellier n'a pas des moyens illimités : sur les 33 millions de francs du budget de l'Orchestre, 27 millions sont à la charge de la ville et du district, 8 millions à celle de l'Etat. Le conseil régional, présidé par M. Jacques Blanc, ne donne pas un centime (il n'est pas plus généreux avec l'Opéra qui

fonctionne avec un budget de 55 millions de francs, dont 10 % sont versés par l'Etat : drame de la décentralisation lorsque les politiques ne s'accordent pas). Entre l'Opéra et la saison symphonique, l'Orchestre se produit environ soixante fois, devant des salles comblées, nous a-t-on dit. L'Orchestre qui avait mille sept cents abonnés en a aujourd'hui trois mille. Faut-il rappeler que Montpellier était, en sept années d'existence, Montpellier à ainsi pu faire découvrir des œuvres rares de compositeurs réputés ou dans l'ombre (2). Une politique d'exhumation qui fait parfois des émules puisque *Lodovico*, un opéra de Cherubini donné à Montpellier, a été repris à la Scala de Milan par Riccardo Muti, convaincu par l'enregistrement de Radio-France que lui avait envoyé René Kœring.

ALAIN LOMPECH

CINÉMA

Portrait de l'artiste sans son art

Un documentaire sophistiqué pour ne rien dire de la vie d'une grande figure de la musique noire

LISTEN UP, THE LIVES OF QUINCY JONES d'Ellen Weissbrod

Voilà un film qui dure presque deux heures au cours desquelles pas un plan ne donne l'impression de durer plus de trois secondes. Voilà un film - consacré à un musicien dont la carrière va du be-bop au rap, dont les accointances vont de Nadia Boulanger à Ice-T en passant par Dizzy Gillespie - qui ne donne jamais à écouter plus de huit mesures d'affilée. Voilà un film qui énuie le spectateur bien avant que le malheureux n'ait idée de quoi il retourne.

C'est pourtant un beau sujet, Quincy Jones, avec son sourire désarmant, sa tête de séducteur et son indépassable réserve de talents. Né dans un ghetto de Chicago, élevé dans une petite ville du Midwest, il n'a échappé à la prison que grâce à la musique. Il est devenu une figure mineure du mouvement boyp (trompettiste compétent ou enclencheur, selon les témoignages recueillis pour le film), il est parti en Europe où il a étudié avec Nadia Boulanger. Puis il est revenu à New-York pour travailler dans une maison de disques, est parti pour Hollywood

THÉÂTRE

Des enfants sous l'orage

Sur scène vingt-cinq enfants et deux comédiens : surprenant

VERS LE SUD EN NOVEMBRE au Théâtre Renaud-Barrault

Il sont petits ou grands, plutôt petits, disons à vue de nez de sept à treize ans, perdus quelque part sur une plage de sable blanc, juste avant et juste après un orage comme seul l'été sait encore les inventer. Ce qu'ils cherchent, c'est de l'eau. A pied ou en trottinette, en marchant ou en courant, par petits groupes apparemment rivaux, les filles d'un côté les garçons de l'autre, ceux-là plastronnant, celles-ci minaudant ou menaçant. Ils cherchent de l'eau.

Assouffis, certes, mais joueurs (ce sont des enfants). Tout est bon : un rocher qui s'effrite miraculeusement, toutes sortes de récipients en zinc ou en plastique, des planches qui, de brio et de broc, finiront malgré tout par ressembler à un bateau... Un bateau pour partir loin, comme le veut ce garçon, adulte déjà, sorte de chef de bande, ou encore cette jeune femme, adulte elle aussi, qui paraît vouloir quitter une vie tarabustante que sa petite fille ne réussit pas à rendre plus légère.

On parle français dans l'ensemble mais aussi des langues inconnues, venues du grand sud, l'Afrique, ou de l'est lointain, l'Asie, véhiculées par de jeunes bouches noires et jaunes. On parle de l'eau, de là où elle est, l'eau, cachée, dissimulée puis omniprésente quand éclate la tempête. Ennuieusement enfin en vagues déferlantes qui viennent lécher le flanc du navire de la grande promesse.

Entre écologie et fraternité

Il sont vingt-cinq enfants et deux comédiens rassemblés à Saint-Etienne dans son atelier itinérant, un peu à la manière d'Armand Gatti, par une femme peu connue et pourtant précitée à Paris par une rumeur flatteuse, Christiane Vericel.

Certaines rumeurs ont un fondement. Dans la bonne tradition du théâtre d'images (Strehler-Chéreau-Wilson), avec évidemment des moyens beaucoup plus limités, elle compose une sorte de ballet d'autant plus réjouissant qu'il est interprété par ceux qui ne sont d'ordinaire que les auxiliaires touchants de la représentation théâtrale. Le décor (Silvio Crescoli), les lumières (Michel Theulé) sont impeccables. La musique, vieux répertoire du jazz-rock heureusement en voie de disparition, est contestable. Ce n'est pas grave.

Avec certainement une infinie patience, Christiane Vericel a composé une histoire, entre écologie et fraternité, dont les héros sont des enfants. Elle s'adresse donc à eux, bien sûr, mais aussi à nous qui l'avons été sans avoir eu la chance de le rencontrer. Paris Quartier d'été avait décidé de nous surprendre. Vers le Sud en novembre surprend.

OLIVIER SCHMITT

► Jusqu'au 3 août au Théâtre Renaud-Barrault. Tél. : 40-28-40-33.

Bizet inédit

souhaits de Bizet. C'est, à quelques détails près, celle qu'il a dirigée le 1^{er} août, au Corum de Montpellier. Cet opéra n'est pas un chef-d'œuvre impérissable, mais le répertoire avec laquelle les scènes s'enchaînent, les airs et ensembles nombreux et réussis (certains, comme celui de Maria au début de l'acte IV, sont dignes d'anthologie), des chœurs enlevés, superbement écrits, font oublier la lettre d'un droit ridicule en plus d'un endroit, même si son efficacité dramatique est indéniable (« Rends-moi mon père, rends-moi mon frère, et ma chère mère et mon pays »).

La distribution réunie sur le plateau du Corum pour cette exécution de concert était dominée par Michèle Lagrange. Son engagement dramatique, la beauté de ses planissimes, l'élégance de ses phrases, son timbre lumineux, ses contre-ut lancés au public, sont une bénédiction pour le rôle de Maria qu'elle défend avec son grand style habituel. Magnifique soprano en vérité, vraiment

sous-estimée. Anne-Sophie Schmidt tient le rôle du jeune Bulgare, avec une belle musicalité, une voix splendide. Les trois basses (Philippe Rouillon, Ivan; Lionel Serrazin; Yvonne) et surtout Jean-Marc Lohel, Tarravouk sont à oublier. Vieux style, voix usées ou métalliques.

Héros de la soirée, le jeune ténor Daniel Galvez-Vallejo chante trois rôles. Les deux premiers rôles pour lesquels il a été engagé, plus celui d'Igor, Bernard Lombardo ayant déclaré forfait à cause de l'air conditionné du Corum.

Galvez-Vallejo a appris ce rôle en vingt-quatre heures. Si le public n'avait pas été prévenu, il n'aurait pu s'en rendre compte. Quel musicien à la voix souple, à l'expression intense, au timbre clair. Le contraire d'un hurleur. Dirigé par Howard Williams, l'Orchestre de Montpellier n'est pas au meilleur de sa forme. Les chœurs préparés par Catherine Allion rachètent tout.

A. L.

S A

Flevolan

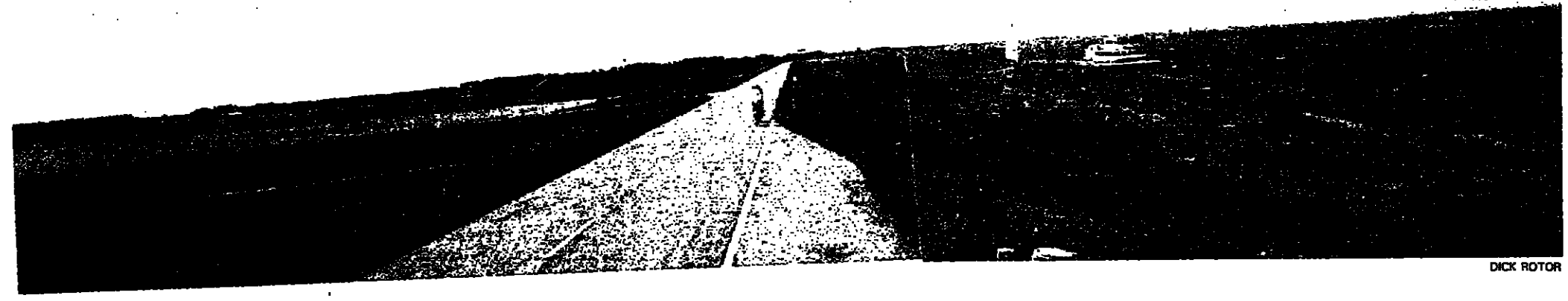
سكس اس الثملى

Le Monde

S A N S • V I S A

THEATRE
Des enfants
sous l'orage

VERS LE SUD
EN NOVEMBRE



DICK ROTOR

Flevoland, province de la dernière terre

Douzième province des Pays-Bas, le Flevoland a mis plus de soixante ans à gagner son combat contre le Zuiderzee. En trois polders représentant 1 500 kilomètres carrés, ce territoire gagné sur les eaux offre les terres les plus performantes à l'agriculture et un emplacement de choix à ce qui doit devenir la quatrième ville du pays.

AL'INTÉRIEUR du large cercle de buis taillés, les tombes sont claires, parfois presque fondues dans la pelouse vive, leurs empreintes rendues visibles par la plantation de fleurs au pied et d'un arbuste au chevet (bouleau ou carissier remplaçant parfois l'indéfectible cyprès). Les stèles sont discrètes. Sous les feuillages les plus fournis, la plus ancienne d'entre elles marque la date du 27 octobre 1977. Un an après que soient arrivés les premiers habitants dans la ville qui l'entoure, Almere-Haven (Almere-Port), nouvelle ville (et ville nouvelle) des Pays-Bas, tout entière surgie d'une vaste terre nouvellement gagnée sur les eaux : le Flevoland.

Toutefois, avant d'être celle d'une naissance, l'histoire du Flevoland est celle d'un interminable affrontement conduit par une mise à mort impitoyablement programmée. Au cours des siècles, l'ennemi, subtil, mobile, n'a cessé de changer de forme et d'identité, soucieux d'un seul objectif : accroître sans cesse son espace. Il y a deux mille ans, sous le nom de Flévo, c'est un lac qui occupe modestement la place entre la Vecht et l'IJssel. L'époque carolingienne le trouve grand, qui se fait appeler Almere. Au Moyen Âge, un raz de marée lui procure l'envergure du grand délinquant : le voûc devenu Zuiderzee (mer du Sud), poche de la mer du Nord, lieu du plus intense trafic maritime du moment en Europe, autant que menace souvent exécutée d'inondations meurtrières. A la fin du siècle dernier, élaborés notamment par le docteur Cornelis Lely, ingénieur, puis ministre des travaux publics, des plans sont prêts pour contraindre par la force le Zuiderzee, et offrir à terme des terres durables à une région pacifiée. La condamnation est signée par la reine Wilhelmine le 16 septembre 1913, dans le discours du trône : « Je

pense, dit la souveraine, que le temps est venu d'ériger un barrage sur le Zuiderzee et de le drainer. Cela améliorera la gestion de l'eau dans les provinces environnantes, accroîtra la superficie des terres disponibles et conduira à une croissance permanente de l'emploi. » Soixante-cinq années seront nécessaires pour mener à son terme l'essentiel de l'œuvre, et faire disparaître des cartes jusqu'au nom de Zuiderzee, dissous au nord du barrage dans la Waddenzee (mer des Gués) et au sud dans les eaux douces d'un nouveau venu aussi poli que sans histoire : l'IJsselmeer (lac d'IJssel).

L'œuvre du bon docteur Lely s'appelle le polder : une invention vieille comme le monde (comme Sumér), développée en Frise dès le neuvième siècle, et dont les Néerlandais ne se sont pas contentés de léguer par écrit le nom avec leur savoir-faire au monde (il se comprend à Zanzibar, en Corée, en Roumanie ou en Grèce), puisque, parmi les deux tiers d'entre eux supposés vivre au-dessous du niveau de la mer, nombreux sont ceux qui occupent un de ces espaces dont l'eau, le plus souvent après avoir été endiguée, est pompée et rejetée, le terrain, asséché après drainage, étant livré au bon vouloir des hommes.

Au royal avertissement, le Zuiderzee répond par de nouvelles inondations en 1916. Alors — et simultanément à l'endiguement au nord-ouest du polder de Wieringermeer (20 000 hectares seront asséchés en 1930) — le barrage du nord de 30 kilomètres qui doit anéantir l'insolent est mis en chantier. Dans son Zuiderzee (ou Terre nouvelle), le cinéaste Joris Ivens chantera sur une musique de Hanns Eisler le courage des hommes et la vaillance des eaux, jusqu'à l'imposant finale, lorsque se reforme en 1932, dans un ultime bouillonnement, le tombeau d'argile. Façonner les terres sur d'aussi gigantesques espaces apparaissait comme la preuve que l'on pouvait opérer de même avec les hommes, et qu'une humanité nouvelle, guidée par la raison et appuyée par la technique, allait surgir des espaces conquis. En attendant, l'ouvrage protégerait l'humanité tout court, son coût énorme se verrait remboursé en une nuit, le 1^{er} février 1953, lorsqu'il résistera victorieusement aux assauts de la mer du Nord qui provoqueront 1 835 morts au sud, dans la zone moins bien défendue du delta.

Le Zuiderzee évanoui, les terri-



toires d'une superficie jamais vue, qui vont permettre aux Pays-Bas d'accroître de près de 5 % la surface nationale, tombent les uns après les autres. Le polder du Nord-Est apporte 48 000 hectares en 1942, celui du Flevoland oriental 54 000 hectares en 1957, celui du Flevoland méridional, enfin, est conquis en 1968, après huit ans d'efforts pour endiguer ses 43 000 hectares, mais seulement huit mois (temps record) pour pomper les 1,4 milliard de mètres cubes d'eau qu'il contient. La réalisation du quatrième prévu, le Markerwaard, au nord-est d'Amsterdam, sera repoussée sine die.

Le mot asséchement ne doit pas laisser penser que les terres nouvelles en sont quittes avec l'eau, comme elles le sont, rapidement, avec le sel. On ne peut en effet songer à les aménager et les cultiver qu'asséchées jusqu'à 1 mètre ou 1,50 mètre de profondeur. Une culture de roseaux la première année contribue à l'assainissement, avant de passer à la luzerne, au colza, puis enfin au blé et à la betterave. Cinq ans de soins avant de laisser faire le fermier, le bâtisseur. Encore convient-il de drainer sans fin le sol, collectant les eaux amenées dans des canaux de plus en plus larges jusqu'à la station de pompage qui les rejette quelques mètres plus haut, dans le lac d'IJssel, puis, de là, les fait passer dans la mer des Gués à marée basse, par les échues de la digue du nord.

Lorsque, après avoir été plantés,

der. Villages comme habitat seront empreints d'un traditionalisme prudent, à l'exception de Nagée (1948), toits plats et larges espaces, inspirés des principes du mouvement De Stijl et dont l'ouverture sur la campagne n'a pas suffi pour emporter le cœur paysan.

Au villageur non averti, le polder du Nord-Est peut sembler aujourd'hui sans âge. Ses lignes droites apparaissent comme une de ces fantaisies que s'offre depuis toujours la nature lorsqu'elle se prend à singer les hommes, et les arbres qui bordent les routes surplombent de quelques années, comme n'importe où, le passant. Dans ses habits de saison, la terre ne regarde qu'elle-même, et il faut, à l'ouest, aller escalader 5 bons mètres de digue au milieu des moutons qui l'entretiennent pour découvrir dans le vent réputé le plus constant du bas pays qu'il existe là-haut cet autre horizon sans vis-à-vis qu'offre le lac.

Dans ce polder, seules Schokland et Urk affectent un âge. Ne serait-ce que pour paraître encore détachées des terres qu'elles dominent de leur hauteur, les îles en mer, elles ont tenu à demeurer îles en terre. Mais si la première s'est rendue avec soulagement, après avoir perdu en mille ans de lutte avec le Zuiderzee les neuf dixièmes de sa superficie, réduite à un étroit monticule muséifié, la seconde, qu'il avait amenée aux premiers rangs des ports de pêche néerlandais, n'a cédé qu'à la condition de conserver le privilège du large pour les 80 % de ses treize mille habitants qui vivent de la mer.

La disparition des eaux salées a amené celle des carreaux, des harengs et des crevettes, progressivement remplacés par des sandres, des anguilles ou des brochets, et l'on a désormais à l'épervier chaque année en avril durant deux ou trois semaines. Mais la pêche en lac n'est guère plus qu'une activité annexe pour les Urkois, dont la flotte, sans cesse renouvelée, de cent vingt-cinq chalutiers opère, depuis la construction de la grande digue, loin en mer du Nord, débarquant sur des côtes rivales un poisson ensuite ramené dans la ville mère par camions. L'enfermement d'Urk n'a fait que rendre ses citoyens plus entrepreneurs : incontestée première pour la pêche, première pour le marché du poisson, feu l'île est aussi première pour la transformation, et 70 % des prises de Belgique et des Pays-Bas passent par sa quarantaine de fabri-

ques. La communauté, jeune, laborieuse, rigoureuse, protestante à 99 %, et qui se rend au temple plutôt deux fois qu'une le dimanche, n'aime point trop à exhiber sa réussite dans les rues étroites, devant les modestes maisons aux pignons accolés où les rideaux blancs abritent le neuf.

Le port continue de désigner le polder, considéré tout au plus comme une plate-forme de départ pour les poids lourds réfrigérés qui filent vers Boulogne, Milan ou Barcelone. Il regarde d'un œil amusé les douze mille plaisanciers qui s'amarrent chaque année, et ne laisse paraître son émotion qu'à l'instant où ses héros de haute mer, après avoir traversé le trop profond lac d'IJssel soutenus par des ballons, viennent, au printemps de réparations ou de vacances, s'incliner devant leur suzerain et recevoir sa bénédiction pour une nouvelle campagne.

La carte du Flevoland ne va pas supporter longtemps les esquisses successives du Flevoland oriental qui, outre deux villes (Lelystad et Dronten), prévoyait en 1951, selon les normes retenues pour le polder du Nord-Est, quatorze villages. Ils ne seront plus que dix en 1954, six en 1958, quatre en 1959, trois en 1963, et deux seulement seront réalisés. Les douze autres auront été engloutis par dame automobile, la mécanisation de l'agriculture, la croissance de la productivité (en trente-cinq ans, on est passé d'un homme pour 6 hectares à un homme pour 40 hectares), et par la prise en compte des quotas qui ont conduit les planificateurs à établir la surface moyenne des parcelles à 50 hectares dans le polder sud, contre 25 hectares au nord-est, apportant à ces agriculteurs des revenus à l'hectare parmi les plus élevés d'Europe.

De notre envoyé spécial
Luce-Louis Perrier
Lire la suite page 11

Pour faire plaisir à Anne



Cela peut être, bien sûr, un plaisir, une joie ; mais il faut bien reconnaître que c'est aussi, souvent, une corvée. Que les paresseux ne se résignent d'ailleurs à remplir que le dernier jour, en catastrophe – quand ce n'est pas dans les boutiques « duty free » de l'aéroport. Que ramener à tante Odile ? Qu'acheter pour oncle Georges ? Et pour leurs insupportables mouflets ? Qu'est-ce qui pourrait faire plaisir à Anne ? Que peut-il bien manquer à Roger ?

Le cadeau de voyage est une sorte de tribut symbolique payé par ceux qui ont eu la « chance » de partir à ceux qui, pour une raison ou pour une autre, ont dû rester : c'est une « compensation », si l'on veut, accordée par le voyageur à celui ou celle qu'il n'a hélas ! (ou heureusement !) pas pu emmener avec lui. En théorie, ce doit donc être un objet ou une denrée spécifiques du pays visité, et que l'on ne trouve pas – ou fort difficilement – dans le pays d'où l'on vient et où l'on s'apprête à retourner. Avec la fantastique diffusion internationale des objets qui a été la marque de ces deux dernières décennies, remarquons tout de suite – cela peut même fournir une bonne excuse à l'égoïste qui rentre les mains vides – que le champ du cadeau de voyage a eu tendance à se restreindre sérieusement.

Il y a encore dix ans, l'on pouvait ainsi ramener de New-York l'un de ces mythiques blousons américains, comme en portait James Dean, avec col à rayures et inscriptions d'université au dos ; aujourd'hui, Chevignon et les autres y pouvaient amplement. Même chose en ce qui concerne ces objets utilitaires qui n'existaient en France qu'à prix élevé ou en série limitée : un répondeur téléphonique made in

Hongkong ou un micro-CD-balleur de Singapour demeurent certes des cadeaux appréciables ; mais il faut bien avouer qu'ils n'ont plus la même aura symbolique qu'autrefois. Idem pour le coffret de Lokoums ramené du souk d'Istanbul ou la bouteille d'ouzo que l'on trimbalait dans sa valise de retour de Grèce : ces deux produits hautement « exotiques » se trouvent aujourd'hui dans les rayons de tous les supermarchés de France...

Bien sûr, on peut toujours avoir recours à la catégorie des « objets de souvenir » tarifés : tous ces tee-shirts « I love New York. London, Madrid », ces casquettes illustrées et ponctuées de slogans, ces pierres « certifiées » du mur de Berlin, sans oublier, bien entendu, cette multitude de tours Eiffel, colonnes de Trafalgar ou Maisons Blanches en modèle réduit, sur socle doré, en simili marbre veiné de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, avec des lumières qui clignotent, des nuages en pastels bleus ou roses qui changent avec le temps, des paillettes, des effets de pluie ou de neige, des baromètres, des thermomètres, voire des altimètres (!) encastrés. De ces objets qui, jadis, ornaient les loges de concierges, entre une collection d'assiettes bretonnes et la série complète des poupées de nos provinces, personne, personne ne veut plus.

Seule l'ironie – et encore faut-il qu'elle comporte tellement de degrés que l'objet, de kitsch, passe presque au statut d'œuvre d'art

surréaliste – peut encore en justifier, à l'extrême, l'achat.

PASSONS ainsi rapidement sur tous les produits « artisanaux » assermentés des pays étrangers, de ce que l'on trouve détaillés dans la rubrique « achats » des guides de voyage : les statues de Bouddha venant de Thaïlande, les bouches rapportées du souk de Marrakech, les plaids argentés ou chiliens, les tissus imprimés, bien sûr, les traditionnels « kousks » africains. Il y a vingt ans, on racontait déjà qu'afin de donner cette

patine qui devait les « authentifier », les brocanteurs d'Abidjan n'hésitaient pas à les enterrer neufs pendant des mois dans de la terre mêlée à de la cendre. Nul doute que ce procédé de « vieillissement » prématuré ne soit devenu, dans quelque atelier de Singapour ou de Hongkong, totalement industriel...

Le choix d'un cadeau de voyage n'est donc, pour toutes ces raisons, pas aisé. Il dépend, bien sûr, de la personne à qui on le destine et de sa propre bourse. Car on trouve encore des objets authenti-

ques dans le tiers-monde, mais il faut y mettre le prix ou avoir du goût. On peut ainsi encore dénicher à Haïti l'un de ces tableaux naïfs qui ont fait la réputation du lieu, et qui n'ont pas été exécutés à un bon millier d'exemplaires. On peut encore tomber, dans des petites villes reculées de Bosnie-Herzégovine, sur d'authentiques bijoux « filigranes », lointain héritage du temps où Byzance régnait ici. Et les malins se débrouilleront toujours – cela demande tout de même un peu d'argent – pour racheter à un coiffeur de Kinshasa l'une de ces délicieuses fresques naïves où sont décrites, à destination des clients, les coupes « coq » ou « super-dandy ».

Il n'est d'ailleurs ni nécessaire ni suffisant d'être riche pour ramener le « bon » cadeau qui enchantera la personne de qualité. Comme ces colifichets qu'emportaient jadis les explorateurs afin d'« amadouer les « sauvages », la pacotille, pour peu qu'elle soit bien choisie, peut servir autant, sinon plus, qu'un objet de grande valeur. Le voyageur doit seulement ici – mais c'est un art, presque une science – faire preuve d'imagination et de goût, afin de rapporter du pays visité un objet certes modeste, mais qui incorpore à ce point l'esprit du lieu qu'il en devient presque un « must ».

Ce pourra être ainsi, pour les amoureux de technologie « New Age », une simple carte magnétique, même usagée, du métro de Tokyo ou de Hongkong. De

Chine, l'on pourra ramener l'un de ces merveilleux micro-objets à deux sous, comme un cadenas de quelques millimètres, ou encore, pour les nostalgiques d'une autre époque, une panoplie de badges ou effigies de Mao Ze Dong remontant à la « Révolution culturelle ». De Belgique, plutôt que la énième édition en fac-similé d'un des premiers albums de Hergé, l'on choisira l'un de ces extraordinaires paquets de cigarettes « Tigra », avec sa créature sensuelle mi-femme mi-tigre se détachant sur un surprenant fond vert pomme.

Les cultivés ou les snobs pourront se contenter de voler la clé d'une chambre d'hôtel de Tanger ou de Capri, qui fut jadis la demeure éphémère d'un artiste ou d'un écrivain mythiques. Et les ironistes, s'ils traversent plusieurs pays, pourront offrir à leur petit-neveu une collection complète de préservatifs vendus dans les distributeurs automatiques, avec leur emballage et leur légende kitsch, ou encore quelque BD japonaise ou thaïlandaise sado-masochiste. Bref, le bizarre demeure, pour les fauchés ou pour les artistes – ce qui revient souvent au même – le champ d'investigation le plus prometteur du cadeau de voyage. Comme disaient jadis les marxistes, la valeur d'usage de ces objets excède de fort loin leur valeur d'échange : ce sont des symboles, des gris-gris. Ici, le cadeau de voyage, bien que des plus dérisoires, retrouve sa signification originelle : comme une miette d'ailleurs, d'un autre monde, qui, brusquement, entre les photos de famille et les factures impayées, vient atterrir sur le manteau de la cheminée d'un appartement de Paris.

Patrice Bollon

ESCALES

Un yacht aux Caraïbes

Depuis le 10 mai, il se promène au cœur des Caraïbes, offrant aux alizés les 1 500 mètres carrés de ses trois grands-voiles. Habile compromis entre le yacht privé et le paquebot, le *Ponant* (88 mètres de long, 32 cabines sur la mer) associe les atouts de l'un et de l'autre. Intimité et raffinement du premier, sans oublier les plaisirs de la navigation sous voiles ; service-service et espace du second, sans oublier la table.

Une qualité de vie à bord réservée aux soixante-sept passagers qui disposent de trois ponts, de deux salles de restaurant, d'un salon, d'un solarium de 1 000 mètres carrés et de deux plages arrière. « Ambiance élégante, dynamique et conviviale », promet le capitaine. Quant au bateau, il offre une découverte rapprochée des Caraïbes, son faible tirant d'eau lui permettant de mouiller le long des côtes désertes.

Au programme : baignade, barbecue, plongée sous-marine, planche à voile, ski nautique, kayak, excursions et golf sur les six parcours ponctuant la croisière nord. Deux circuits d'une semaine (cumulables) sont en effet proposés au départ de Pointe-à-Pitre. L'un au nord, vers les Saintes, la Dominique, Saint-Martin, Saint-Barth, Barbuda et Antigua.

L'autre au sud, vers Marie-Galante, Sainte-Lucie, les Grenadines, les Tobago Kays et la Martinique.

Jusqu'au 20 septembre, prix promotionnel de 9 000 F par personne en cabine double et pension complète, de port à port (compter environ 5 800 F pour un Paris-Pointe-à-Pitre A/R avec Air France ou Nouvelles Frontières) et, à partir du 27 septembre, de 10 à 13 000 F (de 15 790 à 19 900 F, vols inclus). Dans les brochures Mondocruises, Jet Tours Prestige, Nouvelles Frontières et Kuoni. Renseignements dans les agences de voyages.

Paata de Thilissi

Basse géorgienne qui porte un nom aussi chantant que ses cordes vocales : Paata Burchuladze. Il est né à Thilissi et tiendra le rôle-titre de Boris Godounov à l'Opéra de Paris du 17 décembre 1991 au 20 janvier 1992.

Ceux qui ne peuvent attendre sa venue iront à sa rencontre dans sa ville natale. Du 31 août au 7 septembre et du 7 au

représentation de l'Opéra d'Odessa, le programme musical sera représentatif de l'empirement musical géorgien. D'autre part, les sens seront sollicités à Thilissi : cathédrale Metechi, ruine Narikala, anciens bains turcs, théâtre de Roustaveli, conservatoire, sur un entretien avec des musiciens géorgiens, musée des beaux-arts avec un ensemble de pianos d'époque datant du 19^e au 21^e siècle et une collection d'objets d'artisanat, curiosité, dégustation de vins géorgiens dans une cave abritant



Cathédrale Swetitskhoveli construite entre 1010-1029

14 septembre prochain, La Fugue (32, rue Washington, 75008 Paris, tél. : 43-59-10-14) emmène les impatientes. In situ, au pays de ses ancêtres, il leur sera donné d'entendre, de voir et, par voie de conséquence, de mieux comprendre.

Avec Don Carlos, de Giuseppe Verdi, et Paata dans un des rôles principaux, avec une messe catholique chantée, un concert de musique de chambre, l'audition de jeunes voix géorgiennes présentées par le chanteur thilissien, un concert de musique religieuse géorgienne et une

une collection de plus de 13 500 bouteilles, dont certaines du XVIII^e siècle. Visite de l'ancienne ville de Gori dominée par la forteresse Goris-Tsikhe, de la ville rupestre d'Ouplis-Tsikhe et de Mcheta, ancienne capitale du royaume d'Ibérie. Sept jours, 11 700 F comprenant les vols, transferts, l'hébergement à l'hôtel Metechi Palace – un quatre étoiles récemment ouvert –, la demi-pension et deux déjeuners, les entrées, spectacles et visites. En option, une excursion en avion à Odessa (1 000 F) et un survol en hélicoptère des hautes vallées du Caucase (1 000 F).

Des lieux à déguster

Produit phare de plusieurs régions françaises, le vin, avec le vignoble qui lui sert d'écrin, constitue un centre d'intérêt majeur. Encore faut-il que le visiteur dispose des clés requises pour découvrir ces univers subtils. Au-delà du plaisir légitime d'acquiescer, à la source, quelques bonnes bouteilles destinées à garnir sa cave, l'étape chez un vigneron offre également un moment privilégié de rencontres et de familiarisation avec un terroir, un vignoble, des appellations et, surtout, des hommes qui, détenteurs du savoir et de la tradition, sont particulièrement compétents pour raconter leur art et leur « pays ».

D'où l'intérêt de l'initiative prise par plus de 250 vignerons bourguignons qui, adhérents d'une charte d'accueil (la liste peut être demandée au Comité régional du tourisme, 12, bd de Broches, BP 1602, 21035 Dijon Cedex, tél. : 80-50-10-20), se sont engagés à réserver aux visiteurs un accueil chaleureux et personnalisé. Autre clé, le guide Découverte Médoc 91-92 (disponible gratuitement – 3,80 F en timbres pour les frais d'envoi – au Conseil des vins du Médoc, 1 cours du 30 juillet, 33000 Bordeaux), qui recense 236 châteaux et caves coopératives, ainsi qu'une vingtaine d'étapes gastronomiques situées en terre médocaine. Démarche identique avec le guide des vins du Saint-Émilion (diffusé par les offices de tourisme locaux et par le Collège des vins du Saint-Émilion, BP 15, 33320 Saint-Émilion, contre 30 F + 10 F de frais d'envoi, collage éditant également un très beau magazine semestriel) qui recense tous les châteaux ouverts au public et précise les horaires de visite, les langues parlées, les possibilités de dégustation et les localisations. À signaler enfin que le groupe Pernod-Ricard (renseignements au 40-28-00-78) a décidé d'ouvrir cet été au public vingt sites en activité afin de permettre aux vacanciers de découvrir notamment le patrimoine industriel et architectural des boissons de France : cognac au domaine de Lignières en Charente, grands crus bordelais, armagnac au château de Campagne, au cœur du pays gascon, distillerie de calvados à Corneilles, centre d'extraction des essences d'anis à Bessin, près du Cap d'Agde, usine solitaire de Lyon-Dardilly.

TÉLEX

Paris-Pékin sans escale avec Air France. Ce vol hebdomadaire, en Boeing 747, survole la Sibérie et la Mongolie et met la capitale chinoise à 10 heures seulement de Paris.

Le nouveau Guide Bleu sur les régions de l'Ouest de l'Allemagne (Hachette, 249 F) a le souci de donner une image vivante et actuelle de ce pays. Deux essais d'Alfred Grosser et René Lasserre présentent l'Allemagne contemporaine et complètent de larges développements sur l'art, l'histoire et l'architecture. À ajouter aux guides consacrés, dans la même collection, à Munich, Berlin et, prochainement, aux régions de l'Est.

Venise a décidé de sanctionner les touristes torse nu ou en maillot de bain. Ces derniers sont désormais invités à aller se rhabiller après avoir payé une amende de 30 000 lire (environ 140 F). L'an dernier, Venise s'était attaquée aux pique-niqueurs et aux campeurs à la belle étoile.

Paris insolite et champêtre à bord du « Canotier » ou de « La Patache » Eutobus de Paris Canal (tél. : (1) 42-40-96-97) lors d'une balade d'une demi-journée sur la Seine et le canal Saint-Martin. Du Musée d'Orsay au parc de La Villette (de 9 h 30 à 12 h 30), vice versa, de 14 h 30 à 17 h 30. Adultes : 90 F ; enfants de moins de 12 ans : 55 F. Chaque dimanche, croisière sur la Seine et les bords de la Marne. 190 F, repas non compris.

« Vacances à vélo », une brochure de l'Office suisse du tourisme (11 bis, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : (1) 47-42-45-45) Minitel : 3615 code SUISSE, présente une cinquantaine de forfaits pour découvrir ce pays à la force du mollet. En deux semaines, par exemple, de Schaffhouse à Lucerne, en une semaine de Bâle à Lausanne ou en vélo tout terrain dans l'Engadine. Une carte officielle (35 F) est éditée à l'intention des marcheurs.

Sélection établie par Patrick Francis et Danièle Tramand

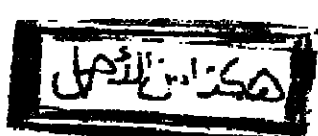
Le Louvre sur Minitel (3615 LOUVRE) pour tout savoir sur le célèbre musée parisien. Ce qui s'y passe, les expositions ouvertes, le calendrier des activités programmées, les jours et les horaires d'ouverture, les ateliers destinés aux adultes et aux enfants, ainsi que le moyen d'y accéder sans faire la queue.

Partir à moitié prix, c'est ce que propose, pendant l'été, Interhome (15, avenue Jean Alcard, 75011 Paris, tél. : (1) 43-55-44-25), première organisation européenne de séjours en locations de vacances. Chaque lundi est établie une liste des logements disponibles pour une semaine à partir du samedi suivant et proposés à moitié prix. Vaste choix en France, Espagne, Italie, Suisse et Autriche, Catalogne dans les agences de voyages ou chez Interhome.

La Lune et les lunes en vedette dans la Haute-Maurienne et la Vanoise à l'occasion du 7^e Festival de l'Astronomie, qui se tiendra du 18 au 23 août dans les villages de la région. Expositions, conférences, causeries, observations, stages et ateliers pour enfants et adultes (construction de fusées et d'un radiotélescope solaire, initiation à la photographie lunaire, etc.) ponctueront cette semaine consacrée à la découverte de l'univers et de l'astronomie. Des forfaits tout compris sont proposés. Renseignements auprès de Haute-Maurienne Informations, 73480 Lanslebourg, tél. : 79-05-91-57.

Année record pour le tourisme aux Pays-Bas, qui, en 1990, a reçu 5,8 millions de visiteurs, dont 1,8 million d'Allemands et 860 000 Britanniques. Les expositions organisées à l'occasion du centenaire de la mort de Van Gogh ont attiré 1,25 million de visiteurs, dont 70 % d'étrangers, la majorité de ces derniers s'étant déplacés spécialement pour cet événement.

La France des histoires secrètes, celle des amours maudites, des crimes impunis, des trésors perdus, des châteaux hantés et des énigmes historiques. Quarante récits insolites ou fabuleux rédigés par Daniel Réju, qui, pendant vingt ans, a parcouru la France profonde pour recueillir récits, légendes et anecdotes, inventories archives et chroniques. Philippe Lebad Editeur, 98 F.



SANS VISA
VOYAGE

Flevoland, province de la dernière terre

Suite de la page 9

Avec les villes, avec les routes qui les rapprochent des grandes agglomérations néerlandaises, le Flevoland va s'offrir à régler une autre grande affaire ignorée dans l'urgence de l'après-guerre : celle des loisirs. Les 97 000 hectares des deux derniers polders ne s'appuient pas sur les terres de l'arrière-pays, comme il était d'usage, mais sont entièrement cernés d'une digue qui les en sépare, autant pour protéger la circulation de leurs eaux que pour offrir de vastes espaces baignables et navigables, ni véritable succession de lacs, ni fleuve. Toute une flottille joyeuse s'élance l'été dans un incessant manège tournant sur ces eaux bordées de ports et de plages flamboyantes, où ont été prévus jusqu'aux îlots de vert vêtus, affectés à une spécialité régionale : l'aqua-camping.

Ainsi, à l'emplacement du lointain lac Flevo, se trouve désormais

de construire un bateau de haute mer dans le temps record de trois à quatre mois et de le vendre à des tarifs inférieurs de 30 % à l'étranger. Au siècle d'or, la flotte néerlandaise est alors aussi importante que celles de France, d'Angleterre et des pays de la Baltique réunies. Casseroles, falences, vêtements, jouets, pipes, monnaies, outils reposant dans les coques, l'argile, avant d'être annexée par les cœles, aura légué ces traces en mémoire de l'incendie circulaire qui régnait ici.

Le Flevoland contemporain ne pouvait être en reste : le chemin de fer permet de gagner Amsterdam en vingt minutes, de 5 heures du matin à plus de minuit, une autoroute sud-ouest-nord-est file vers la Frise, et une digue prévue pour former un côté du Markerwaard rejoint le Nord-Ouest, voies tracées moins pour inciter au passage que pour amener là un lot d'habitants nouveaux, et ce qui permet de s'assurer de leurs personnes : des entreprises. Car la dernière (et principale) affaire de la province est celle

accordé aux automobilistes est si délicat à négocier (si tordu) et les invités des habitants d'Almere-Haven, première construite, se sont si souvent perdus qu'il a fallu redresser le tir pour Almere-Stad et plus encore pour Almere-Buiten.

Programmée pour devenir, à terme, la quatrième ville des Pays-Bas, Almere se veut aussi une vitrine pour l'architecture. Composée uniquement de petits immeubles et de maisons particulières, ce fief de l'habitat social est le siège d'un vaste concours où les architectes doivent répondre en grandeur d'habitat ou professionnelle nouvelles par des bâtiments exportables dans le reste du pays. Aux quelques belles inventions d'un premier quartier périphérique (Muziekwijk, 1990), dont les prototypes furent pour beaucoup vendus avant réalisation, succédera l'an prochain, face à la mairie, au bord du lac central, une nouvelle exposition-vente (un nouveau quartier) que l'on s'arracherait déjà sur plans.

Almere ne serait pas totalement néerlandaise si elle ne pouvait exhiber des quartiers « libérés » - ici : des règlements d'urbanisme - où les architectes ont été priés d'ériger, en toute invention, de modestes et temporaires maisons à leur usage. Installées entre Fantaisie et Réalité (les noms-programmes de leurs rassemblements), elles sont devenues si populaires parmi les habitants, et véritables attractions touristiques de la cité, que l'afflux de pétitionnaires les auraient dû disparaître les a sauvées.

Mais le plus important (en dehors de l'emploi) pour la cité tricolore est de donner à penser que l'on n'y quitte jamais totalement la nature, que l'eau et les arbres en sont toujours proches. Les années 90 y semblent dédiées aux jardiniers chargés d'entretenir des illusions de campagne en forme de parterres et de terrains de jeux, comme s'ils pouvaient atténuer la distinction entre ce qui travaille et ce qui joue. Sans eux, il est vrai, la nature deviendrait nature, terrain d'expédition, d'observation, terre à protéger et



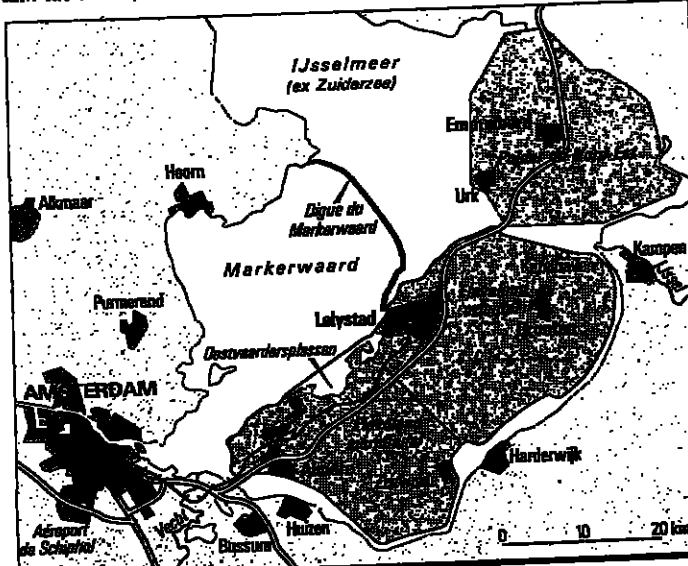
A Urk, la plus active des enclaves du passé en terre nouvelle.

cerce dans l'axe exact où perce le soleil au solstice d'été.

A tant d'hommages, la terre, que l'on pouvait croire apaisée, s'est mise à frissonner, comme si elle considérait sa renaissance par trop inachevée. Un sursaut du Flevoland à la lumière rosante révèle maintenant des monticules ou des creux, là où se trouvait le lit d'une ancienne rivière, là où l'argile ne semblait plus suffire à son appétit. Dernier signe discret : l'apparition de taupes, dont on relève des traces nombreuses dans le Flevoland méridional. Une étude de dispersion montre qu'elles sont toutes venues du continent par le même pont. Qui aurait pu imaginer le bon

Comelis Lely ou joueur de flûte ?

De notre envoyé spécial
Jean-Louis Perrier



son envers, son négatif : une île qui en habite le fond, plus basse de quelques mètres que le nouveau lac qui l'entoure. La résurgence des noms, celui de Flevo appliqué à la terre, comme celui d'Almere à la ville (et il en est d'autres), apparaît moins comme le signe d'une insouciance des hommes à l'égard de leur objet, comme si un nom était transférable à merci, que comme la manifestation d'une inquiétude à s'engager dans la nouveauté radicale de la terre, un besoin d'antécédents prouvant la filiation, inventant, dans une logique confuse, sur un passé avéré, une généalogie de fantasme.

Et pourtant, retirés les eaux du Zuiderzee, le passé s'est mis à pointer de partout. Les aménagés ont souvent dû céder la place aux archéologues, à qui les terres prétendues neuves ont notamment offert, à l'emplacement du village de Swifterbant, des traces de vie remontant à quatre mille ans avant notre ère. L'ensemble de la région recèle sept cents épaves d'avions, une voiture (celle d'un ténor américain qui avait cru pouvoir traverser le Zuiderzee gelé), le seul Flevoland se présentant, si l'on en croit M. de Weerd, le conservateur du musée d'archéologie maritime de Ketelhoven, comme le plus grand cimetière marin du monde, avec plus de trois cents navires répertoriés.

De la barque d'époque romaine (précisément datée de 174) aux victimes de notre siècle, resurgit, dans l'évolution de la navigation, l'histoire d'un peuple ingénieux à tirer puissance des eaux. Ainsi, ce sont les moulins conçus pour évacuer l'eau des polders au seizième siècle qui ont été adaptés pour scier les longs madriers de bois permettant

des villes et des emplois. Si la paisible et classique Lelystad (60 000 habitants) a été d'abord édifée pour en devenir la capitale administrative, Almere, au sud (80 000 habitants actuellement et plus du double souhaité dans vingt ans), qui doit offrir de nouvelles possibilités de développement alternatives à la gigantesque conurbation de la Randstad, se veut innovante, différente, nouvelle enfin, et que cela se sache.

A la fin des années 60, lorsque l'espace urbain doit se plier aux exigences de l'automobile, Lelystad est dotée de larges voies rapides ceinturant la cité et y pénétrant, épargnant toutefois les principaux quartiers d'habitation, ponctués de jardins bordés par un réseau de canaux (on y pêche), et communiquant avec l'unique centre (commercial et administratif) par des chemins et des pistes cyclables. Dix ans après, Almere, elle, s'édifie à l'heure verte, et dans la défiance envers la voiture particulière. Significativement, dans la première cité, les cyclistes doivent se hisser sur des ponts pour franchir les routes, tandis que, dans la seconde, les autos descendent pour laisser l'horizontale aux pistes.

Almere ne sera pas une mais trois (en attendant d'en devenir cinq) : Almere-Haven, Almere-Stad (centre) et Almere-Buiten, chacune de tempérament différent, séparées par de larges espaces verts ou des lacs. Leur plan est conçu pour que le plus rapide pour se rendre d'un point à un autre soit à pied, à bicyclette, ou en bus, chacun bénéficiant de son propre cheminement, interdit aux voitures, avec feu vert automatique pour les bus. L'espace constitué uniquement de courbes

dont il faut se protéger, rêve et cauchemar réunis dans la principale installation de land art d'Almere, la Maison vivante (Levende Huisen), toute de plantes constituée, qui ont commencé, faute de soins, à s'entre-dévorer dans un tapis d'orties.

Répertoriées sur les cartes comme ailleurs les cathédrales (il y a d'ailleurs une *Cathédrale d'urbain*), les œuvres de land art semblent émaner logiquement, parfois comme de simples mouvements naturels, de la coûteuse terre nouvelle de la douzième province. Les deux principales s'offrent d'ailleurs comme des réflexions sur leur propre emplacement, mettant en scène le polder lui-même. Dans la *Mer de terre* (Aardzee), un chemin de coquillages écorchés encadré de hautes herbes oscillantes conduit à une succession de hautes vagues vertes qui vont se perdre au loin dans les prés voisins. Et Robert

Guide

● Lelystad, la capitale du Flevoland, est reliée par autoroute (A 6) et par chemin de fer (un train toutes les vingt minutes en moyenne) à Amsterdam, distante de 50 kilomètres. Des bicyclettes se louent dans la plupart des gares néerlandaises. La nouvelle province se visite également très agréablement par bateau, le voyage pouvant se prolonger ensuite par les lacs et les canaux de la Frise.

Almere ne dispose pas encore d'hôtels. L'hôtel Lelystad à Lelystad, 11 Agoraweg (tél : 19-31-03200-42444), central, permet de rayonner sur la région, où l'on peut louer (notamment sur les côtes) des bungalows. Dronten, Emmeloord et Urk disposent également d'hôtels ; dans la dernière, on trouve des possibilités de logement simple

chez l'habitant, comme la pension Anker, wijk 4-13 (tél : 19-31-05277-5307). Au traditionnel et animé restaurant de poissons de Kaap sur le port d'Urk (tél : 19-31-05277-1509), où se retrouvent les plaisanciers de passage, on peut préférer le charmant Schokland, à côté du musée du même nom (tél : 19-31-05275-3327).

A emporter : la toute nouvelle édition du Guide bleu consacré à la Hollande (610 p., 239 F.). Office néerlandais du tourisme à Paris : 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél : 42-25-41-25. Il existe des offices de tourisme (les VVV) à Almere-Stad (tél : 19-31-03240-34800), Almere-Haven, Dronten, Zaandam et Emmeloord. On peut s'y procurer d'excellentes cartes au 1/50 000 (17,95 florins, 54 F environ). ●

Morris a constitué pour son Observatoire deux digues concentriques, percées de passages (d'écluses ?), conduisant au centre du plus petit

VACANCES VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jacques - 06400 CANNES
Tél : 93-39-03-11 - Tél. 970275
Fax : 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

83980 LE LAVANDOU
HÔTEL CAP NÈGRE***
45, rue du Cap-Nègre, Cavalière, 83980 LE LAVANDOU.
Face mer, à 150 mètres de la plage.
Tous sports nautiques.
Tél : (16) 94-05-80-46.
Fax : (16) 94-05-89-00.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL

RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS 2 et 3 PIÈCES de très grand confort, climatisés. Bar, restaurant, salon, tennis privés, piscine, sauna, salle de gym., jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS : (16-1) 44-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western***
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
20 CHAMBRES CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél : 93-87-42-56 - Tél. 470418.
Téléfax 93-16-17-99.

HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-89-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉRAN
HÔTEL LE CHAMOIS***

LOCS DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER***
Un nouvel hôtel grand confort, avec 20 chambres climatisées, au cœur d'une oliveraie. Magnifique piscine paysagée. Tennis. Parking fermé. A proximité : golf 9 et 18 trous, équitation, vol à voile...
Et, tout autour, le site prestigieux et idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Italie

VENISE

OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF par personne pour 3 nuits avec le petit déjeuner compris.
Pour réserver, téléphoner : 1939-41-5310300
Fax : 1939-41-411484
Tél. : 433294 RAMVE

Suisse

SILS-MARIA (Engadine)
HÔTEL EDELWEISS***
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver. Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alvèrn CH-7514 Sils-Maria

TOURISME

CARAIRES
CET ÉTÉ VOYAGEZ
A SAINT-BARTHELEMY
avec son eau propre et claire
Les plus belles plages
200 MAISONS SUPERBES
Cuisine française raffinée
Voile, sports nautiques et équestres
Appelez aujourd'hui à WIMCOSIBARTH
Pour vos réservations
ou tout renseignement :
PARIS : tél/fax 43-25-95-11
SAINT-BARTHELEMY :
tél. (590) 27-62-38/box 27-60-52
NEWPORT, RI USA :
tél. (401) 849-8012/fax 847-6290



Ecole Lémania Lausanne

ETUDES EN SUISSE BACCALAUREAT

- Séries A, B, C, D • Admission dès 10 ans
- En Internat dès 15 ans
- Ambiance calme et studieuse
- Excellents résultats • Depuis 1908

Ecole LEMANIA - 3 ch. de Prévilly - CH 1001 LAUSANNE
Tél. 19-41-21-20 15 01 - Fax 19-41-21-312 87 00 - Tél. 450 600

UNE SEMAINE EN FLORIDE

à partir de 5 165 F*

- PARIS/ORLANDO/PARIS.
- Une voiture de location en kilométrage illimité.
- Une location de villa.

* Prix basé sur 4 personnes minimum.

CONTACTOUR

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : (1) 42-96-02-25.

Les FRERES LAYRAC

Nouvelle adresse :
AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN DES PRES
Face à l'Eglise et 11, rue Saint-Benoît

LE MUNICHE
Tél. : 46.33.62.09

LE PETIT ZINC
Tél. : 46.33.51.66

HUITRES, FRUITS DE MER TOUTE L'ANNÉE
Tous les jours service continu de MIDI à 2 heures du MATIN

Bridge

n° 1445

LE CHELEM
DE DEAUVILLE

Certaines données sont de véritables problèmes. Le chelem suivant, joué l'année dernière dans la finale du Tournoi des champions du Bridgerama du casino de Deauville, en est un exemple. Plusieurs experts avaient cru que la contre-attaque du Valet de Pique à la troisième levée était mortelle, or il y avait une ligne de jeu gagnante. Allez-vous la trouver ?

♠ A 5 4
♥ A 10 6 5 4
♦ R 8 3
♣ A 8

♠ 10 3 2
♥ R D 9 7 2
♦ 10 9 4 2
♣ V

♠ V
♥ 8 3
♦ 5
♣ R D 9 6 2

♠ R D 9 8 7 6
♥ A D
♦ 10 7 5 4 3

En salle fermée, où le chelem a été déclaré, les enchères ont pu se faire ainsi :

Ouest	Nord	Est	Sud
Symonov	Kolen	Martens	Berens
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10
passé	10	passé	10

Ouest entame le Valet de Trèfle, le déclarant prend avec l'As du mort et rejoue le 8 de Trèfle. Comment Est doit-il jouer pour essayer de faire chuter ce PETIT CHELEM A PIQUE et pourquoi le déclarant peut-il faire douze levées quel que soit la défense ?

Réponse : On pouvait croire que la contre-attaque du Valet de Pique faisait chuter le contrat parce que le déclarant a besoin de couper deux Trèfles. En effet, s'il essaie de faire le Roi de Carreau, Ouest, qui a défaussé deux Carreaux sur la deuxième et le troisième Trèfle, coupera le Roi de Carreau. Il faut donc avoir au mort trois atouts par A 5 4. Or, malgré la contre-attaque à Pique, le déclarant peut encore faire douze levées. Comment doit-il jouer ?

Après avoir vu Ouest défausser deux Carreaux, le déclarant doit renoncer à couper encore un Trèfle, mais il doit tirer l'As de Pique, puis l'As de Cœur sur lequel il jette son avant-dernier Trèfle. Il prend la main par une coupe à Cœur et tire ses atouts jusqu'à cette position où Est est sursé à Carreau-Trèfle sur le sixième Pique :

♥ 10 ♦ R 8 5

♠ 6 ♦ A D ♠ 10

♠ V 7 6 ♠ R

Le mort défausse le 10 de Cœur et Est un Carreau (pour ne pas libérer le 10 de Trèfle), mais Sud tire alors l'As de Carreau et prend la Dame de Carreau avec le Roi pour faire le 8 de Carreau affranchi (puisque Ouest n'a plus que deux Carreaux).

LE GRAND ART
EN DÉFENSE

Le grand art dans le jeu de flanc, c'est d'imaginer comment le déclarant peut gagner son contrat et de quelle façon on peut l'orienter sur une mauvaise piste.

La donne suivante du championnat du monde de Perth est typique car le fameux Brésilien Marcello Branco a fait chuter un chelem qui était sur table.

♠ D 7 6 4 2
♥ 5 2
♦ V 8 3
♣ V 10

♠ R V 10 3
♥ R D 10 7 3
♦ 10 9
♣ D 8

♠ A 9
♥ A
♦ A 7 4
♣ A R 7 6 5 4 2

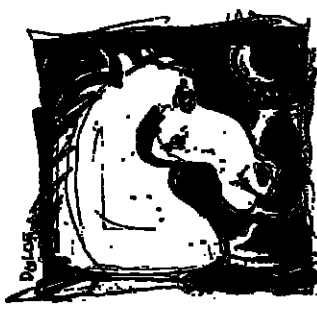
Ann. : O. don. E-O. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Chagas	Zmudzinski	Branco	Balicki
passé	10	passé	20
passé	20	passé	30
passé	30	passé	40
passé	40	passé	50

Chagas en Ouest ayant entamé le Roi de Cœur, comment peut-on gagner contre toute défense ce PETIT CHELEM A TRÈFLE, et de quelle façon Branco l'a-t-il fait chuter ? Pourquoi le déclarant n'aurait-il pas dû se tromper ?

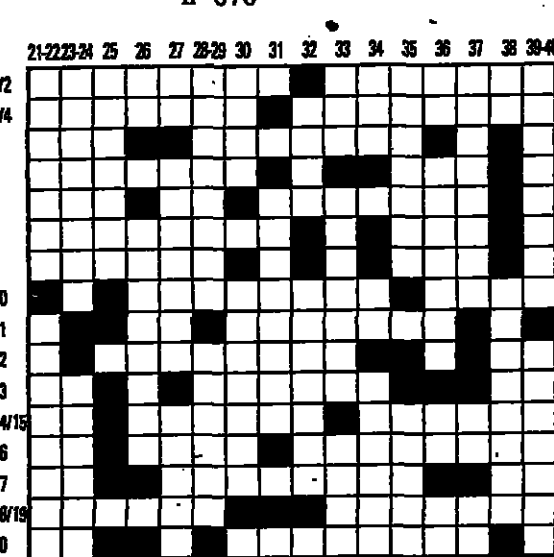
Note sur les enchères : L'ouverture artificielle de « 1 Carreau » promettait... 0 à 7 points, l'enchère de « 2 Trèfles » correspondait à une ouverture de... « 2 Trèfles » forçant de manche, « 2 Piques » était naturel et positif (c'est-à-dire 5 à 7 H) et les autres enchères étaient normales !

Philippe Brugnon



Anacroisés

n° 676



HORIZONTALEMENT

1. AEGIORTU. - 2. CELORTY. - 3. ELORSUV (+3). - 4. DEIMOSS. - 5. ELORSUV (+1). - 6. ABEILN. - 7. ABEILMS. - 8. ABEILGLO. - 9. ABEILMS (+2). - 10. ABEILN. - 11. ABEILMS (+2). - 12. ABEILN. - 13. ABEILMS (+2). - 14. ABEILMS (+2). - 15. ABEILMS (+2). - 16. ABEILMS (+2). - 17. ABEILMS (+2). - 18. ABEILMS (+2). - 19. ABEILMS (+2). - 20. ABEILMS (+2).

VERTICALEMENT

21. ABEILMS (+2). - 22. ABEILMS (+2). - 23. ABEILMS (+2). - 24. ABEILMS (+2). - 25. ABEILMS (+2). - 26. ABEILMS (+2). - 27. ABEILMS (+2). - 28. ABEILMS (+2). - 29. ABEILMS (+2). - 30. ABEILMS (+2). - 31. ABEILMS (+2). - 32. ABEILMS (+2). - 33. ABEILMS (+2). - 34. ABEILMS (+2). - 35. ABEILMS (+2). - 36. ABEILMS (+2). - 37. ABEILMS (+2). - 38. ABEILMS (+2). - 39. ABEILMS (+2). - 40. ABEILMS (+2).

SOLUTION DU N° 675

1. PREVALE (PREVALE). - 2. TAPOTE (TAPOTE). - 3. ANISERAS (ANISERAS). - 4. NEOPHYTE. - 5. OMANAISE, de l'Etat d'Oman. - 6. EUROPIUM. - 7. REACTIVA

(CAVERAT, ACTIVERA). - 8. RONDEL (DOLERENT). - 9. VERRIER. - 10. EUTEXIE. - 11. ARMILLE (RAMILLE, MAILLE). - 12. PROUONS. - 13. OUGUENT. - 14. DOCLITE. - 15. STERAS (RATISSE). - 16. NASONNE, assise (ANONNES, ANNONNES). - 17. REGENERA (EGRENERA, GENERERA). - 18. RHINITE. - 19. SLOVENES (SENEVOIS). - 20. NICKELEE. - 21. APETALS. - 22. PONCEUR (PUCERON). - 23. LADERON (ORDINALE). - 24. OVERDOSE. - 25. EXCRINE. - 26. DRAL. - 27. ACHOPPER. - 28. LOISE. - 29. ENTOUREE. - 30. ENTORSE (OSERENT, RNOTES, TROENES). - 31. EMBETRA, dispos pour mesurer. - 32. GENALE, relative aux joues (AGNELE, GALENE, GLANEE, LANGE). - 33. ANONCEA. - 34. RESERVA (REVERAS, REVERSA, SEVERA, VERSERA). - 35. OSSUAT. - 36. UTERINE. - 37. ARSELINE. - 38. OVALISA. - 39. ESSANGEE. - 40. SYSTEME.

Michel Charlemagne
et Michel Duguet

Dames

n° 411

EN CINQ TEMPS
Après la victoire aisée de Luc Guillard puis l'étonnante performance de l'ordinateur lors du tournoi majeur des Six Jours de Paris (le Monde des 29 juin et 13 juillet), la partie Palmer-Ramassamy (tournoi majeur) a été retenue comme dernier aperçu de cette étonnante manifestation, car elle était émaillée par une combinaison de gain de pion en cinq temps. Fait très rare à ce niveau.

1. 32-38. 20-25. 27. 39-34. 8-13.
2. 37-32. 14-20. (a) 28. 34-30. 13-18.
3. 41-37. 10-14. 29. 30-19. 18-29.
4. 34-29. (b) 5-10. (c) 30. 35-30. (d) 14-23.
5. 29-33. (e) 18-29. 31. 30-24. 14-25.
6. 33-24. 20-29. 32. 24-33. 12-18.
7. 30-32. 17-28. 33. 40-34. 7-12.
8. 33-34. 12-18. 34. 40-44. 11-17.
9. 39-33. 7-12. 35. 44-40. 6-11.
10. 31-27. (f) 11-17. 36. 34-29. 23-34.
11. 44-39. 15-28. 37. 40-28. 17-22. (g)
12. 46-41. 18-15. 38. 45-40. 12-17.
13. 37-32. 1-7. 39. 38-32. 17-21.
14. 41-37. 29-34. 40. 40-34. 22-27.
15. 39-44. 7-11. 41. 33-28. (h) 27-38.
16. 33-28. 2-7. (i) 42. 42-33. 11-17.
17. 27-32. 18-27. 43. 28-33. (j) 20-24. (m)
18. 25-21. 17-26. 44. 23-12. 17-26.
19. 32-23. 18-29. 45. 29-20. 15-24.
20. 34-30. 25-34. 46. 47-42. 9-12.
21. 39-10. 5-14. (k) 47. 33-28. 12-17.
22. 10-19. 13-24. 48. 37-32. 17-22. (n)
23. 38-32. 3-9. 49. 28-17. 21-12.
24. 25-23. (l) 9-14. 50. 33-28. 16-21.
25. 44-39. 4-10. 51. 34-31. 26-37.
26. 43-48. 15-20. 52. 42-31. abandon. (o).

Blancs : Palmer (Pays-Bas).
Noirs : Ramassamy (France).

NOTES

a) Fréquentes aussi sont les continuations 2... (15-20); 3... 41-37 (10-15); 4... 46-41, a1 (5-10); 5... 31-27, a2 (19-23); 6... 28-19 (14-23); 7... 36-31 (13-19).

VAN DEN BORST

Championnat du monde, 1986.
a) 4... 34-30 (25-34); 5... 39-30 (20-25); 6... 44-39 (25-34); 7... 39-30 (15-20).

BERISWILL-PRESMAN
Championnat d'URSS, 1987.
a) 5... 31-26 (20-24); 6... 36-31 (15-20); 7... 41-36 (10-15); 8... 47-41 (18-23).

VERNIN-MITSJANSKI
Championnat du monde, 1986.
b) Ou 4... 46-41 (5-10); 5... 31-27, b1 (19-23); 6... 28-19 (14-23); 7... 33-28 (9-14); 8... 28-19 (14-23).

LEANDRO-LOURIVAL
Championnat du Brésil, 1986.
b) 5... 31-26 (20-24); 6... 36-31 (15-20); 7... 41-36 (18-23); 8... 31-27 (12-18).

VAN DEN BORST-MITSJANSKI
Championnat du monde, 1986.
c) Ou l'attaque 4... (17-22); 5... 28-17 (11-22); 6... 40-34 (6-11); 7... 45-40 (5-10); 8... 46-41 1-6.

JANKOWSKAJA-TETERINA

Championnat d'URSS, 1987.

d) Cette succession d'échanges s'analyse comme un regroupement des forces, apportant un gain de temps précieux à la pendule.

e) Interdit 10... (14-20). B sur coup de dame, simple, à la case 5.

f) Livre, dans la fièvre d'un tournoi, au demeurant très silencieux, le gain de pion en cinq temps.

g) Forcé pour s'opposer au passage à dame.

h) Le gain du pion.

i) Pour cristalliser le gain du pion.

j) Doté du puissant avantage du pion de plus, les Blancs se sont munis de trois solides flèches offensives.

k) A retenir : la position dite « molle » des Noirs et leur absence du centre.

l) En toute logique pour gagner des temps et aggraver le poids du déséquilibre numérique.

m) Forcé.

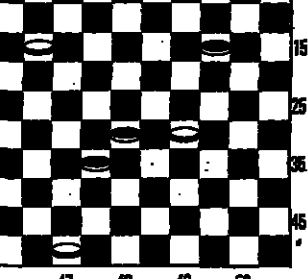
n) La perte d'un pion se révèle, là encore, catastrophique dans ses conséquences lointaines : les Noirs se sont réduits à se replier, alors que seuls des gains de temps, irréalisables dans ce combat, sont de nature à pallier le handicap numérique.

o) Une belle illustration de l'importance, souvent déterminante, de la perte du pion.

PROBLÈME

G. POST (Villeneuve)

1980



Les Blancs jouent et gagnent.

● SOLUTION (difficile) : 11-71 (32-38, le meilleur); 7-2 (14-19, forcé, notamment en raison de la menace 29-23); 2x30 (28-32, le meilleur); 29-23 !!

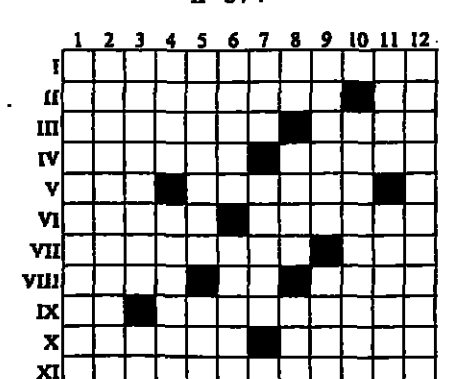
Splendide trouvaille (32-37); 47-41 !!

Au plaisir des puristes (37-46); 30-19 !, etc. + de rêve grâce à la menace imparable 19-51.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 674



HORIZONTALEMENT

I. Ne travaille pas pour peu de zébré. - II. Dès maintenant elle est en état de fonctionner. Bouts de savon. - III. Met en pièces. Garde le nord. - IV. Tout son charme est dans son manque de couleurs. Prit le temps de la réflexion. - V. Cardinaux. Aimé pourtant s'il est juste. - VI. Dames. Son sourire manque de séduction. - VII. Pour simer faire ça, il faut rester très enfant. Va, mais avec mesure. - VIII. Contretemps inattendu. Préposition. Ne se voit pas dans la glace. - IX. Pronom. Il a des amours d'aujourd'hui. - X. Rectifie la tenue. Elle n'est pas arrivée où il fallait. - XI. Savent se faire mousser.

VERTICALEMENT

I. On y trouve beaucoup de spécialistes. - 2. Ils n'ont pas craint de se mélanger à n'importe qui. - 3. Tout bien réfléchi. En marge. - 4. Tiendra sûrement sa langue. Maître de mauvaise humeur. - 5. Cherche la bagarre. Reine de Thèbes. - 6. Pépini.

Reparti chez son propriétaire. - 7. Monnaie. C'est le filon. - 8. Article. Fut poète. Il en vit, des combats ! - 9. Création et/ou production. Etang. - 10. Ne sont jamais perdus. - 11. Mis à bout. Lâché dans le sens du poil. - 12. Maintenant, elles le sont aussi, parfois.

SOLUTION DU N° 673

Horizontalement
I. Bessmertnykh. - II. Imita. Ariane. - III. Légèreté. On. - IV. Lunaires. Tul. - V. Ataman. Sorte. - VI. Lépître. - VII. Chère. As. MSL. - VIII. Oem. Sec. Uss. - IX. Uvée. Jaillir. - X. Renne. Devine. - XI. Tatonnement.

Verticalement
1. Billancourt. - 2. Emet. Héva. - 3. Signalement. - 4. Steamer. ENO. - 5. Mariages. En. - 6. Erni. EJ. - 7. Rats. Façade. - 8. Trusses. Iem. - 9. Nis. Or. Uvée. - 10. Ya. Thompson. - 11. Kasut. Saint. - 12. Hélios.

François Dorlet

Echecs

n° 1447

Tournoi international
de Hambourg, juillet 1991Blancs : J. Piket (Hollande).
Noirs : C. Hansen (Danemark).

Défense est-indienne

1. d4. 2. c3. 3. f3. 4. g3. 5. f4. 6. g4. 7. h4. 8. g5. 9. f6. 10. g7. 11. h8. 12. g9. 13. f10. 14. g11. 15. h12. 16. g13. 17. f14. 18. g15. 19. h16. 20. g17. 21. f18. 22. g19. 23. h20. 24. g21. 25. f22. 26. g23. 27. h24. 28. g25. 29. f26. 30. g27. 31. h28. 32. g29. 33. f30. 34. g31. 35. h32. 36. g33. 37. f34. 38. g35. 39. h36. 40. g37. 41. f38. 42. g39. 43. h40. 44. g41. 45. f42. 46. g43. 47. h44. 48. g45. 49. f46. 50. g47. 51. h48. 52. g49. 53. f50. 54. g51. 55. h52. 56. g53. 57. f54. 58. g55. 59. h56. 60. g57. 61. f58. 62. g59. 63. h60. 64. g61. 65. f62. 66. g63. 67. h64. 68. g65. 69. f66. 70. g67. 71. h68. 72. g69. 73. f70. 74. g71. 75. h72. 76. g73. 77. f74. 78. g75. 79. h76. 80. g77. 81. f78. 82. g79. 83. h80. 84. g81. 85. f82. 86. g83. 87. h84. 88. g85. 89. f86. 90. g87. 91. h88. 92. g89. 93. f90. 94. g91. 95. h92. 96. g93. 97. f94. 98. g95. 99. h96. 100. g97. 101. f98. 102. g99. 103. h100. 104. g101. 105. f102. 106. g103. 107. h104. 108. g105. 109. f106. 110. g107. 111. h108. 112. g109. 113. f110. 114. g111. 115. h112. 116. g113. 117. f114. 118. g115. 119. h116. 120. g117. 121. f118. 122. g119. 123. h120. 124. g121. 125. f122. 126. g123. 127. h124. 128. g125. 129. f126. 130. g127. 131. h128. 132. g129. 133. f130. 134. g131. 135. h132. 136. g133. 137. f134. 138. g135. 139. h136. 140. g137. 141. f138. 142. g139. 143. h140. 144. g141. 145. f142. 146. g143. 147. h144. 148. g145. 149. f146. 150. g147. 151. h148. 152. g149. 153. f150. 154. g151. 155. h152. 156. g153. 157. f154. 158. g155. 159. h156. 160. g157. 161. f158. 162. g159. 163. h160. 164. g161. 165. f162. 166. g163. 167. h164. 168. g165. 169. f166. 170. g167. 171. h168. 172. g169. 173. f170. 174. g171. 175. h172. 176. g173. 177. f174. 178. g175. 179. h176. 180. g177. 181. f178. 182. g179. 183. h180. 184. g181. 185. f182. 186. g183. 187. h184. 188. g185. 189. f186. 190. g187. 191. h188. 192. g189. 193. f190. 194. g191. 195. h192. 196. g193. 197. f194. 198. g195. 199. h196. 200. g197. 201. f198. 202. g199. 203. h200. 204. g201. 205. f202. 206. g203. 207. h204. 208. g205. 209. f206. 210. g207. 211. h208. 212. g209. 213. f210. 214. g211. 215. h212. 216. g213. 217. f214. 218. g215. 219. h216. 220. g217. 221. f218. 222. g219. 223. h220. 224. g221. 225. f222. 226. g223. 227. h224. 228. g225. 229. f226. 230. g227. 231. h228. 232. g229. 233. f230. 234. g231. 235. h232. 236. g233. 237. f234. 238. g235. 239. h236. 240. g237. 241. f238. 242. g239. 243. h240. 244. g241. 245. f242. 246. g243. 247. h244. 248. g245. 249. f246. 250. g247. 251. h248. 252. g249. 253. f250. 254. g251. 255. h252. 256. g253. 257. f254. 258. g255. 259. h256. 260. g257. 261. f258. 262. g259. 263. h260. 264. g261. 265. f262. 266. g263. 267. h264. 268. g265. 269. f266. 270. g267. 271. h268. 272. g269. 273. f270. 274. g271. 275. h272. 276. g273. 277. f274. 278. g275. 279. h276. 280. g277. 281. f278. 282. g279. 283. h280. 284. g281. 285. f282. 286. g283. 287. h284. 288. g285. 289. f286. 290. g287. 291. h288. 292. g289. 293. f290. 294. g291. 295. h292. 296. g293. 297. f294. 298. g295. 299. h296. 300. g297. 301. f298. 302. g299. 303. h300. 304. g301. 305. f302. 306. g303. 307. h304. 308. g305. 309. f306. 310. g307. 311. h308. 312. g309. 313. f310. 314. g311. 315. h312. 316. g313. 317. f314. 318. g315. 319. h316. 320. g317. 321. f318. 322. g319. 323. h320. 324. g321. 325. f322. 326. g323. 327. h324. 328. g325. 329. f326. 330. g327. 331. h328. 332. g329. 333. f330. 334. g331. 335. h332. 336. g333. 337. f334. 338. g335. 339. h336. 340. g337. 341. f338. 342. g339. 343. h340. 344. g341. 345. f342. 346. g343. 347. h344. 348. g345. 349. f346. 350. g347. 351. h348. 352. g349. 353. f350. 354. g351. 355. h352. 356. g353. 357. f354. 358. g355. 359. h356. 360. g357. 361. f358. 362. g359. 363. h360. 364. g361. 365. f362. 366. g363. 367. h364. 368. g365. 369. f366. 370. g367. 371. h368. 372. g369. 373. f370. 374. g371. 375. h372. 376. g373. 377. f374. 378. g375. 379. h376. 380. g377. 381. f378. 382. g379. 383. h380. 384. g381. 385. f382. 386. g383. 387. h384. 388. g385. 389. f386. 390. g387. 391. h388. 392. g389. 393. f390. 394. g391. 395. h392. 396. g393. 397. f394. 398. g395. 399. h396. 400. g397. 401. f398. 402. g399. 403. h400. 404. g401. 405. f402. 406. g403. 407. h404. 408. g405. 409. f406. 410. g407. 411. h408. 412. g409. 413. f410. 414. g411. 415. h412. 416. g4

La Bourse au secours du budget

CLAIRE BLANDIN

Baisse de la participation entre 1988 et 1990

Pour le deuxième cycle d'élections consécutif, les candidats non syndiqués sont arrivés en tête en recueillant 26,6 % des suffrages. Ils ont devancé ceux de la CGT qui, avec 24,9 % des voix, abandonne près de 2 points par rapport au précédent cycle d'élections (26,7 %). Les autres centrales syndicales ont obtenu les résultats suivants : CFDT, 19,9 % des suffrages (-0,8 %); Force ouvrière, 12,8 % (-0,9 %); CFE-CGC, 6,5 % (-0,3 %); CFTC, 3,6 % (-0,1 %); autres syndicats, 5,6 % (+0,5 %).

École Européenne de Gestion
Au plus près de l'entreprise.

Renseignements et inscriptions auprès de Liliane VASSALLO
Tél. : 40 36 92 93 ou 40 36 16 88 - 27, bd Ney 75018 PARIS
Métro : Porte de la Chapelle.

UPE
S

pour Air France, un autre pour Lufthansa, un troisième pour la SNCF, etc. D'autre part, avec la généralisation des voyages internationaux, les programmes se sont

Les ordinateurs contiennent les horaires et les tarifs de 295 transporteurs aériens, de 12 loueurs de voitures, de 53 groupes hôteliers.

benédiction pour la modernisation
du groupe et de son côté Air
France doit établir les moyens de
restaurer les grands équilibres mis

pour Air France, un autre pour Lufthansa, un troisième pour la SNCF, etc. D'autre part, avec la généralisation des voyages internationaux, les programmes se sont

Les ordinateurs contiennent les horaires et les tarifs de 295 transporteurs aériens, de 12 loueurs de voitures, de 53 groupes hôteliers.

ALAIN FAUJAS

Signature du contrat de Plan
sur l'Est et le groupe Air
France. L'Etat et le groupe
public Air France ont signé
ce soir le contrat de Plan qui
les pour les trois ans à venir et
permet l'entrée de la BNP dans
le capital de la compagnie nationale.

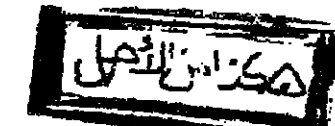
Ce contrat clarifie les relations
entre le groupe Air France et
l'Etat dont le rôle est précisé
dans l'addendum. Le groupe
et de son côté Air
France doit établir les moyens de
restaurer les grands équilibres mis
mal par la crise du Golfe »
117,2 milliards de francs de
capital. M. Bernard
Lafont, président du groupe. Le
contrat permet une augmentation
des fonds propres ou quasi-fonds
propres à hauteur de 5 milliards
de francs, dont 2 milliards seront
apportés par l'Etat, sous forme de
souscription en capital sur l'exercice
1991.

Votre cursus de 3 ans (dont une année
 à l'étranger et 11 mois de stage en entreprise)
 sera sanctionné par un certificat international
 délivré par les 7 établissements du groupe EBS
 (Paris, Madrid, Bruxelles, Londres,
 Munich, Milan, Andorre).



École Européenne de Gestion
Au plus près de l'entreprise.

Renseignements et inscriptions auprès de Liliane VASSALLO
Tél. : 40 36 92 93 ou 40 36 16 88 - 27, bd Ney 75018 PARIS
Métro : Porte de la Chapelle.



ECONOMIE

Le scandale de la Bank of Credit and Commerce International

La France demande à l'émirat d'Abou-Dhabi de dédommager les déposants

La proposition d'indemnisation partielle présentée le 30 juillet, par l'émirat d'Abou-Dhabi, actionnaire à 77 % de la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) aux dépensants britanniques (le Monde du 1^{er} août), a incité Paris à demander à l'émirat d'Abou-Dhabi de dédommager les déposants. Une demande qui concerne deux mille déposants, dont le quart environ à Monaco (pour un montant de dépôts indemnisables de 350 à 400 millions de francs). L'Allemagne et le Luxembourg ont adopté une position identique. C'est par le biais d'un communiqué de l'Association française des banques (AFB) publié le 2 août que l'on connaît désormais la position française dans l'affaire de la BCCI. L'AFB est en effet l'organisme qui déclenche le « mécanisme de solidarité » prévu par la profession pour indemniser les déposants, à hauteur de 400 000 francs chacun, en cas de défaillance d'une banque en France. Après mûre réflexion, l'AFB a donc décidé de ne pas mettre en œuvre ce mécanisme pour la BCCI, dont les activités, en France comme dans plusieurs autres pays, ont été suspendues le 5 juillet, dans le cadre d'une action internationale concertée et coordonnée par la Banque d'Angleterre, à la suite de la découverte de « fraudes à grande échelle » pratiquées par cette banque. De son côté, le tribunal de

commerce de Paris a mis, le 23 juillet, la BCCI sous administration judiciaire avec une période d'observation de six mois, la tutelle de la commission bancaire (seule habilitée à décider, par exemple, de la réouverture des guichets) restant exercée par l'administrateur qu'elle a nommé le 5 juillet, lors de la suspension des activités de l'établissement incriminé.

Demandes insistantes

La BCCI France place les autorités monétaires et judiciaires dans une situation un peu particulière. Elle est en effet filiale de la BCCI Overseas, société basée aux îles Caïmans, paradis fiscal bien connu pour abriter de nombreuses sociétés-écrans, dont les actionnaires sont peu désireux de faire connaître leur identité exacte. La BCCI Overseas est elle-même filiale du holding BCCI basé au Luxembourg (le Monde du 2 août), dont l'actionnaire principal (77 %) est l'émirat d'Abou-Dhabi.

Cette structure complexe n'empêche pas la France de se tourner aujourd'hui vers l'émirat d'Abou-Dhabi, qu'elle considère en dernier ressort comme le responsable des fonds déposés dans les comptes de la BCCI. D'où les « demandes insistantes » adressées par les autorités

monétaires françaises à l'actionnaire principal pour qu'il prenne en compte les intérêts des déposants », écrit l'AFB. « On sait qu'une provision a été versée à Londres au profit des déposants britanniques. En clair, la Banque de France a demandé à l'émirat d'Abou-Dhabi de payer. Et l'AFB de conclure : « Dans ces conditions, la mise en œuvre du mécanisme de solidarité serait prématurée ».

En proposant d'indemniser partiellement les déposants britanniques, pour éviter la mise en liquidation de la BCCI par la Haute Cour de justice de Londres le 30 juillet et tenter de mettre au point dans les six mois un plan de sauvetage, l'actionnaire principal savait qu'il prenait un risque : celui de voir les autres pays, dans lesquels la BCCI opérait, crier à la discrimination et réclamer le même traitement. C'est désormais chose faite. L'AFB souligne ainsi que l'Allemagne et le Luxembourg ont adopté la même position que la France. Celle-ci est de loin la moins touchée puisque le poids de l'indemnisation des déposants pour la profession bancaire atteindrait une centaine de millions de francs, contre environ 250 millions pour le Luxembourg, 500 millions à 600 millions pour l'Allemagne et 800 pour la Grande-Bretagne.

CLAIRE BLANDIN

La CIA connaissait depuis 1986 les activités criminelles de la BCCI

NEW-YORK

de notre correspondant

« La Bank of Credit and Commerce International a abrité des milliers de criminels, compromis quantité de pays du tiers-monde et n'a pu rester en activité qu'en abusant de hauts responsables américains. Mais le plus troublant est de constater que, en dépit des signes préoccupants enregistrés à la BCCI dès le début des années 70, les pouvoirs publics ont attendu jusqu'au mois dernier pour fermer cette banque ». En présentant ce réquisitoire devant la sous-commission sénatoriale d'étude du terrorisme et des stuprifications, chargée de commencer les auditions relatives au scandale de la BCCI, le président de cette sous-commission, M. John Kerry, a aussi lancé une grave accusation. « Depuis 1986, la Central Intelligence Agency savait que la BCCI était une entreprise criminelle et qu'elle possédait la First American Bankshares (la banque présidée par l'avocat Clark Clifford). Pour autant, à aucun moment la CIA n'a fait des services secrets n'ont dit à la Réserve fédérale ce qu'ils savaient sur les agissements de cette banque, et la justice n'a pris aucune mesure pour y mettre un terme », a-t-il déclaré.

Témoignages sans suite

A l'appui de ses propos, le sénateur Kerry, un parlementaire démocrate du Massachusetts, a produit une lettre établie à cette époque par M. Stanley Moskowitz, directeur des affaires parlementaires à la CIA, accompagnant un rapport dans lequel il est clairement indiqué que la BCCI a tenté, une première fois sans succès, d'emprunter de la Financial General Bankshares (devenue ensuite la First American) avant de réussir son entreprise en 1981. « Ce qui

est incompréhensible, c'est que la CIA a informé certaines personnes de tout cela, notamment au département d'Etat et au Trésor américain, mais pas à la Réserve fédérale. Pourquoi ? » a insisté M. Kerry en ce premier jour d'audition.

De son côté, M. Jack Blum, un avocat ayant procédé à plusieurs enquêtes pour le Sénat, a indiqué qu'il avait fourni au département de la justice les témoignages d'anciens responsables de la BCCI décrivant les activités criminelles de la banque, mais que ces témoignages, pourtant enregistrés, avaient été classés sans suite. « Au contraire, la transaction proposée par l'administration à la banque prévoyait expressément que les poursuites ne seraient pas fondées sur ces témoignages », a affirmé M. Blum. Ainsi, à la suite d'une vaste opération de police menée en octobre 1988 à Tampa, en Floride, le département de la justice avait accepté deux ans plus tard de passer un compromis avec les dirigeants de la banque inculpée, en échange d'informations sur l'ancien dictateur panaméen, le général Manuel Noriega, qui possédait des comptes à la BCCI.

Pour sa part, M. William von Raab, un ancien commissaire général des douanes qui enquêtait, dès 1987, sur les activités de la BCCI, a affirmé devant la sous-commission que le département du Trésor l'avait desservi au printemps 1989 du dossier, alors que l'enquête qu'il menait sur le blanchiment de l'argent de la drogue par l'intermédiaire de la BCCI « était sur le point d'aboutir ». Dès 1988, M. von Raab avait acquis la conviction que la BCCI « était une organisation très inhabituelle et probablement hautement criminelle ». Des soupçons dont il s'était ouvert à sa hiérarchie, sans réaction de cette dernière.

SERGE MARTI

Dans le sud de la France Le groupe néerlandais DMS regroupe ses productions d'emballage AMSTERDAM

de notre correspondant

Le groupe chimique néerlandais DMS a annoncé, jeudi 1^{er} août, qu'il « étudierait » la fermeture de l'usine Fardem, à Quincieux, dans le Rhône, spécialisée dans la fabrication d'emballages industriels (sacs, housses, films plastiques). Loin d'être abandonnée, cette production serait transférée aux usines Cofira et Charfa-Provence, installées à Roussel, dans les Bouches-du-Rhône, et récemment acquises par DSM qui a signé, le 24 juin dernier, une lettre d'intention.

L'accord définitif entre DSM et Charfa-France, filiale à 100 % du groupe papeterie suédois NCB, sera officialisé « à court terme ». Le sort des quatre-vingt-deux salariés de Fardem sera précisé « au plus tard à la fin de l'année ». La restructuration de Fardem, qui se traduit encore par la fermeture de l'usine de Wiltz (Luxembourg) au profit d'une extension des productions des usines néerlandaises et belges, est motivée par la volonté de DSM de rationaliser ses activités dans le secteur de l'emballage plastique souple et de mieux maîtriser ses coûts.

Le niveau élevé de ceux-ci, conjugué à une dégradation de l'ensemble des marchés sur lesquels le groupe néerlandais est actif (polymères et élastomères, résine, chimie fine, transformation du plastique et plastiques industriels), explique, selon la direction, le recul des résultats depuis le début de l'année.

À l'ours du premier semestre, le chiffre d'affaires de DSM a diminué de 6 % et le bénéfice net a chuté de 31 %. Le groupe de Heerlen (sud des Pays-Bas) s'attend à clore l'exercice 1991 sur un bénéfice « nettement inférieur » à celui de 1990 (2,6 milliards de francs).

C. Ch.

« La banque des émirs, chère Madame... »

« Puisque vous rentrez en France, pourquoi ne savez-vous pas ma première cliente : l'agence de Monaco qui est venue ouvrir ? L'homme qui parle est un Pakistanais, Jawad Sultan, directeur de la Bank of Credit and Commerce International de Libreville au Gabon. Nous sommes en 1983. Son interlocuteur, M. D., journaliste indépendant, est client de l'établissement depuis 1980. « En Afrique, c'est l'une des principales banques, on la trouve partout. » De retour en France, elle sera effectivement la première cliente de Monaco, ce qui lui vaudra de superbes attentions de la BCCI et aujourd'hui le gel de tous ses avoirs, à la suite de la suspension internationale des activités de cette banque pour « fraudes à grande échelle ».

La conquête pakistanaise de Libreville part bientôt ouvrir une agence à Marseille, laissant M. D. aux bons soins d'un nouveau directeur régional responsable de Monaco, et de Cannes, M. Joseph Cassar, un Ammien, et de son directeur adjoint à Monaco, M. Junsaid Iqbal, un

Pakistais inajournable depuis le 5 juillet. Pendant plusieurs années, M. D., qui dispose d'un compte à vue et de deux comptes à terme, ne trouve rien à redire à la gestion de la BCCI où elle est toujours chaleureusement accueillie.

Mais en 1990, quelques « incidents » apparaissent. Un débiteur d'assurance, un syndicat d'immobilier, lui envoient des réclamations pour chèques impayés ou prélèvements non effectués. Perplexé, M. D. interroge sa banque qui lui affirme que tout est en ordre. Confiant, M. D. a tendance à renvoyer ses créanciers à leurs dossiers. Il n'empêche. Les réclamations se font plus insistantes. Les incidents de gestion se multiplient. Quand Mme D. demande l'arrêt de certains prélèvements automatiques, ses ordres ne sont pas exécutés. Lorsque des sommes indûment prélevées sont remboursées, la banque est incapable de retrouver la trace des remboursements. Tout comme elle est incapable de donner à M. D. la provenance de sommes importantes dont son

compte est soudain crédité. Chaque fois que M. D., d'origine d'un solide tempérament méditerranéen, tempête et s'indigne, les dirigeants de Monaco le rassurent : « Chère Madame, c'est la banque des émirs... ».

M. D. mettra longtemps à perdre patience. Finalement, en juin 1991, elle demande à M. Cassar de fermer tous ses comptes, qui dépassent 700 000 francs. Demande sans effet et retardée début juillet. Elle donnera lieu, le 17 juillet, à un courrier de... M. André Forde, nommé administrateur provisoire le 5 juillet par la Commission bancaire : « La mission de cet administrateur provisoire est, dans un premier temps, de fermer les guichets de la banque, et de suspendre les paiements, afin de préserver les intérêts des créanciers. (...) Nous regrettons l'inconvénient majeur que vous occasionnez ces mesures et nous vous remercions de l'information de la restriction ». Désormais, M. D. ne peut plus guère compter que sur la générosité de l'émir de la banque des émirs... ».

C. B.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

loca investissement

Le conseil d'administration de la société LOCA-INVESTISSEMENT, réuni le 31 juillet sous la présidence de M. J.C. Nauri, a décidé, conformément à ce qu'il a déjà arrêté le 12 juillet, de convoquer une assemblée générale pour statuer sur l'abandon du statut de Sicom, sur la fusion-absorption d'ACTEON et sur l'émission d'un emprunt obligataire remboursable en actions d'un montant de 180.080.860 francs. Cet emprunt sera représenté par 562.753 obligations de 320 francs chacune remboursables après un délai de 5 ans par la remise d'une action de la société pour une obligation. Le taux d'intérêt annuel des obligations sera de 8 %.

Il est rappelé à ce sujet, que préalablement à la réalisation de la fusion, les actionnaires de LOCA-INVESTISSEMENT se verront proposer d'échanger - au travers d'une OPE lancée par ACTEON - leurs actions contre des obligations remboursables en actions, à raison d'une action LOCA-INVESTISSEMENT contre une obligation LOCA-INVESTISSEMENT dont les caractéristiques sont décrites ci-dessus.

Ainsi, les actionnaires minoritaires qui le souhaiteraient, pourront continuer à bénéficier pendant la durée de l'ORA, d'un rendement constant, et, à terme, être associés au développement de la nouvelle entité fusionnée. Par contre, l'apport à une autre société des activités de crédit-bail de LOCA-INVESTISSEMENT, qui avait été initialement prévu, n'étant pas nécessaire au regard des autorités bancaires, ne sera pas effectué dans l'immédiat.

Prelablement à la fusion, la société ALCOR, société-mère d'ACTEON, se propose d'acquiescer auprès de cette dernière environ 135.000 actions LOCA-INVESTISSEMENT. Il est prévu à ce stade et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale statuant notamment sur les conclusions des commissaires aux apports et à la fusion, de remettre 5 actions LOCA-INVESTISSEMENT contre 16 actions ACTEON.

Les opérations envisagées ici, et qui auraient pour effet de tripler sensiblement le capital de LOCA-INVESTISSEMENT, devraient se dérouler au cours du dernier trimestre 1991. Elles restent soumises bien entendu aux autorisations et visas à obtenir en temps utile des autorités administratives ou boursières concernées.

Par ailleurs, il sera proposé à l'assemblée générale de modifier la dénomination sociale de la société de LOCA-INVESTISSEMENT en FINANCIERE ACTIS. Au terme de ces diverses opérations, la société ALCOR détiendra la majorité dans le nouvel ensemble FINANCIERE ACTIS.

locaexpansion

Le conseil d'administration de la société LOCA-EXPANSION, réuni le 31 juillet sous la présidence de M. J.C. Nauri, a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour statuer sur l'abandon du statut de Sicom, ainsi que sur l'apport d'une participation d'au moins 75 % dans le capital de la Sicom BAFIP-BAIL pour un montant d'environ 300 MF.

Cette opération s'inscrit dans la ligne de la stratégie de croissance définie par LOCA-EXPANSION. Les actionnaires de BAFIP-BAIL qui apportent leurs actions à LOCA-EXPANSION recevront en rémunération de leur apport des actions LOCA-EXPANSION qui seront émises à cet effet. Il est prévu à ce stade, et sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale statuant notamment sur les conclusions des commissaires aux apports, de remettre 10 actions LOCA-EXPANSION contre 33 actions BAFIP-BAIL apportées.

Le conseil de surveillance de BAFIP-BAIL se réunira prochainement pour se prononcer sur cette opération. A l'issue de l'opération, EURIS conservera une participation majoritaire dans LOCA-EXPANSION. Le patrimoine local de BAFIP-BAIL est composé d'immeubles situés essentiellement à Paris et en région parisienne.

L'opération envisagée ici, qui devrait se dérouler au cours du dernier trimestre 1991 aura pour effet d'augmenter de 40 % environ le capital de LOCA-EXPANSION au profit essentiellement de grandes mutuelles d'assurances et de caisses de retraite. Elle reste soumise bien entendu aux autorisations et visas à obtenir en temps utile des autorités administratives ou boursières concernées, ainsi que du Comité des Etablissements de Crédit.

Par ailleurs, il sera proposé à l'assemblée générale de modifier la dénomination sociale de la société de LOCA-EXPANSION en FONCIERE EURIS. Enfin, sur proposition du Président, M. Pierre Féraud a été nommé Directeur Général de la société.

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

<p>appartements ventes</p> <p>5^e arrdt</p> <p>ILE SAINT-LOUIS</p> <p>De pte cour XVII^e Solai, charme d'ancien sur ardoise, env. 150 m², Ent., gd living + 3/4 chambres, clim., 2 ardois, 21 de sa suite. Tm, piscine, 200 m² de terrain, priv. Tél : 46-22-03-90, 43-58-88-04.</p> <p>11^e arrdt</p> <p>CHEMIN-VERT</p> <p>2 PÈCES, kitchen, s. d'entr., gd living, 650 000 F. 46-22-39-86 (H.B.).</p> <p>18^e arrdt</p> <p>TROCADÈRE (rche)</p> <p>Superbe apt env. 180 m², vue dégagée, solai, et dév., galerie d'entrée + 3 p., 2 ardois, 21 de sa suite, 2 s. de b., 2 chbres ccs + park. Tél : 46-22-03-90, 43-58-88-04.</p> <p>FOCH/POINCARE</p> <p>Imm. gd lux, bel hab. ou p. à terre, couple ou pers. seule, studio entrée, living + kitchenette + suite de bain indépendante. 46-22-03-90, 43-58-88-04.</p> <p>PTE MAILLOT (rche)</p> <p>Entièrement rénové, 45 m², 2 chbres, s. de b., chbre, etc. Superbe vue. Travaux à prévoir. 46-22-03-90, 43-58-88-04.</p>	<p>17^e arrdt</p> <p>NEUILLY - 17^e</p> <p>Conviendrait couple ou pers. seule. Duplex vue dégagée, env. 140 m² + 85 m² terrain. Localement aménagé. R.C. : entrée + gd living + 1 chbre, s. de b. + suite + terrasse, 1^{er} ét. : gte place bureau, entrée, terrasse. Park. immeuble. 46-22-03-90, 43-58-88-04.</p> <p>bureaux</p> <p>Locations</p> <p>VOTRE SIÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS</p> <p>Constructions modernes et tout services. 46-55-17-50.</p> <p>fonds de commerce</p> <p>Ventes</p> <p>A vendre : fonds, pèche, mare Ecole secondaire privée, internet, plein air, parc 2 ha, 8^e arrdt, minéral, sud-ouest de la France. Ecrire sous n° 8246, LE MONDE PUBLICITE 15-17, rue du C.A.P.-Avis, 75002, PARIS CEDEX 12.</p>	<p>propriétés</p> <p>RECHERCHONS</p> <p>POUR NOTRE CLIENTÈLE EUROPEENNE, PROPRIÉTÉS, DOMAINES, CHÂTEAUX, VILLAS, EXPERTISES GRATUITES, DISCRETION ASSURÉE. Demander personnellement EMILE GARCIN Tél : (16) 90-92-01-58 FAX : (16) 90-92-57-67 TELEX 432 482 F.</p> <p>EXCEPTIONNEL</p> <p>Gd HOTEL PART. Louis XVI classé M.H., 50 km la Rochelle. Belle vue, vue dégagée, tout confort, 300 000 F. 61-45-50-85, ext.</p> <p>ILE-DE-FRANCE</p> <p>Cœur forêt domaniale de Marly (près Villiers-Corcoran). A 1 heure de Paris par gare (gare direct).</p> <p>PROPRIÉTÉ EXCEPTIONNELLE</p> <p>Sur 17.000 m², Parc paysagé, vue dégagée, - Vue imprenable. Entièrement clos par mur de pierres.</p> <p>Maison aménagée de 100 m² et une belle grange meublée sur 2 niveaux (courses et pierres à restaurer). Chasse, pêche, équitation, équestre. Prix : 2 650 000 F. Tél. bureau : 47-23-55-18 ; 47-34-35-04 ; 47-34-35-04 ; Fax : 40-70-01-30.</p> <p>pavillons</p> <p>VILLORAY RD jolie maison contemporaine, ardoise, séjour, cuisine, office à l'étage : 3 chbres, s.d.b., w.c., 1000 m² de terrain, 1000 F. P. 30-58-29-98. H.B. : 30-48-29-09.</p>	<p>villas</p> <p>MAROLLES-EN-BRIE</p> <p>Ville 7 PÈCES sur 900 m² terrain, face-à-choix : séjour, cuisine, salle de b., 2 chbres, salle de b., 2 ardois, w.c., buanderie, 1^{er} ét. : 2 chbres, s. de b., dressing, garage 2 voitures, verrière 200 m², piscine, résident, proche commerces, écoles, lycée, club de tennis, golf, tennis, centre équestre. Prix : 1 800 000 F. Apres 18 h : 46-58-12-78.</p> <p>OFFRES D'EMPLOIS</p> <p>POUR AGENCE DE VOYAGES COMPTABLE UNIQUE M-Temps</p> <p>Macintosh + compte émit. C.V. + photo à AURCOM, 1, r. Cail, 92150 SURESNES.</p> <p>L'AGENDA</p> <p>Vacances</p> <p>Tourisme</p> <p>Loisirs</p> <p>LOUE APPARTEMENT</p> <p>face-à-choix, tout confort, 6 personnes (Chantal H.). Une semaine, 1 000 F. le week-end. Tél : 46-58-07-72 à partir de 18 h.</p>
--	--	---	---

COURSE DU 2 AOÛT

COURSE DU 2 AOÛT

Ph. P.

à 54 milliards de francs, dont 43 milliards ont déjà été versés. Le restant est dû principalement par le Koweït et l'Arabie saoudite.

M. Darman a expliqué que la différence de 7 milliards entre le coût total et les contributions étrangères ne devrait pas représenter un fardeau budgétaire supplémentaire, mais être inclus dans le budget de la défense.

Conformément aux dispositions prises par le conseil d'administration, réuni le 25 juin 1991, il a été décidé de modifier la commission de gestion. Elle passera de 1% T.T.C. à 1,186% T.T.C., calculés sur l'actif journalier, déduction faite des parts de F.C.P. et actions de SICAV.

Ces mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} octobre 1991.

Conformément aux dispositions prises par le conseil d'administration, réuni le 2 juillet 1991, il a été décidé de modifier la commission de gestion. Elle passera de 1 % T.T.C. à 1,186 % T.T.C., calculés sur l'actif journalier, déduction faite des parts de F.C.P. et actions de SICAV.

Ces mesures entreront en vigueur dès le 1^{er} octobre 1991.

Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique

- Les copies du dossier d'enquête seront déposées :
 - en préfectures de la Haute-Savoie et de l'Ain ;
 - en sous-préfectures de Bonneville, Saint-Julien-en-Genevois et Namus ;
 - en mairies d'Injoux-Génissiat, Châtené-en-Semine, Vancy, Chesaigne, Frigny, Châtillon, Châtillonnay, Cerdon, Cerny, Courpierre, Crézilles, Vouvry-en-Bornes, Villy-le-Bouveret, Monthenoux-en-Bornes, Evires, La Chapelle-Rambaud, Press-Issey, Cormier, Exbry, La Roche-aux-Bois un intérêt par le projet, ainsi qu'en mairies de Barmet-sur-Valserine, Seyssel, et de la commune de canton.
- Les jours et heures habituels d'ouverture des locaux où chaque puisse en prendre connaissance et consigner éventuellement ses observations sur le registre ou les adresses par écrit au président de la commission d'enquête en sont indiqués ci-dessous :

● Pendant trois jours, les mercredi 11, jeudi 12 et vendredi 13 septembre 1991, de 9 h à 11 h 30 et de 14 h à 16 h,

- M. Raymond Tardy, en sous-préfecture de Saint-Julien-en-Genevois ;
- M. Roger Vernay, en sous-préfecture de Bonneville ;
- M. Gustave Giro, en mairie d'Injoux-Génissiat,

recevront les observations du public.

Le préfet. Pour le préfet, le secrétaire général : Yves FAUQUEUR.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} août	Cours de 2 août
Albi	1 150	1 140
Bridgestone	1 040	1 050
Canon	1 570	1 540
Fuji Bank	2 590	2 580
Honda Motors	1 480	1 480
Marubishi Electric	1 720	1 710
Mitsubishi Heavy	725	721
Sony Corp.	6 250	6 230
Toyota Motors	1 600	1 650

■ **Sanofi**: chiffre d'affaires stable pour le premier semestre. - Filiale du groupe Elf Aquitaine, Sanofi (pharmacie, cosmétique, biotechnologies) annonce pour le premier semestre un chiffre d'affaires pratiquement stable à 9 554 millions de francs (+ 1,4%). Si l'activité a un peu augmenté dans la santé humaine (+ 3%) et les biotechnologies (+ 2%), elle a sensiblement diminué dans les parfums

CHANGES

Dollar : 6,004 F ↑

Le dollar s'échangeait en hausse, vendredi 2 août, à 6,0040 francs au fixing à Paris contre 5,9360 francs la veille. Les opérateurs ont réagi à la publication de bonnes nouvelles pour l'économie américaine et attendaient l'annonce, vendredi, des résultats du chômage en juillet.

FRANCFORT	1 août	2 août
Dollar (en DM)	1,7465	1,7653
TOKYO	1 août	170
Dollar (en yen)	137,20	137,53

MARCHÉ MONÉTAIRE

(offres privées)

Paris (2 août)	9 1/8 - 1/4 %
New-York (1 août)	5 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

31 juillet	1 août
Valueurs Françaises	113,92
Valueurs étrangères	121,56
121,70	
(SBF, base 100 : 31-12-91)	
Indice général CAC	464,8
466,52	
(SBF, base 1 000 : 31-12-97)	
Indice CAC 40	1 754,73
1 766,81	

NEW-YORK (indice Dow Jones)

31 juillet	1 août
Industrielles	3 074,82
3 077,67	
LONDRES (indice Financial Times)	1 août
100-valueurs	2 598,80
2 591,78	
30 valueurs	2 084,70
2 084,70	
Mines d'or	186,80
185,29	
Fonds d'Etat	94,98
95,83	

FRANCFORT

31 juillet	1 août
Dax	1 622,31
1 622,56	

TOKYO

1 août	2 août
Nikkei Dow Jones	24 872,73
24 876,9	
Indice général	1 852,22
1 847,87	

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	en %	+ ou -	en %	+ ou -	en %
E.-U.	5.9715	5.9735	+ 187	+ 197	+ 365	+ 385	+ 1090	+ 1060
can.	5.1935	5.1975	+ 41	+ 54	+ 78	+ 108	+ 190	+ 268
can. (100)	4.347	4.351	+ 79	+ 79	+ 54	+ 54	+ 519	+ 569
fr.	3.2968	3.2992	+ 18	+ 25	+ 12	+ 13	+ 39	+ 58
fr. (100)	3.6139	3.6152	+ 8	+ 10	+ 12	+ 17	+ 10	+ 30
100 (100)	16.0156	16.0210	+ 30	+ 56	+ 60	+ 85	+ 289	+ 342
100 (1000)	1.6589	1.6591	+ 1	+ 1	+ 1	+ 1	+ 1	+ 1
1 (1000)	4.5480	4.5530	- 73	- 62	- 150	- 130	- 511	- 458
	9.9963	10.0000	- 127	- 98	- 235	- 205	- 388	- 270

TAUX DES EUROMONNAIES									
E.-U.	5 5/8	5 7/8	5 13/16	5 7/16	5 7/8	6	6 1/8	6 7/16	6 1/4
can.	7 1/4	7 1/2	7 3/8	7 5/16	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/4
fr.	9 1/4	9 1/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8
fr. (100)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100 (100)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100 (1000)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
1 (1000)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
100 (1000)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4
1 (1000)	8 3/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4	9 1/4

Ces courbes produites sur le marché interbancaire des devises nous sont indiquées en ordre de maturité par une grande échelle de la place.

LE MONDE DE LA BOURSE
*Suivez en direct l'évolution
 des cours de la Bourse*

BOURSE

36.15 LEMONDE

PARIS

Cours relevés à 13 h 47

36-15

SICAV (sélection)

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ■ : marché continu

LETTRES

La mort de Youssef Idriss

Le roi de la nouvelle égyptienne

L'écrivain égyptien Youssef Idriss est mort jeudi 1^{er} août, à Londres, à l'âge de soixante-quatre ans, des suites d'une hémorragie cérébrale (nos dernières éditions du 2 août).

LE CAIRE

de notre correspondant

Rien ne destinait Youssef Idriss à être un des grands de la nouvelle et du théâtre modernes égyptiens. Ce fils de fonctionnaire né dans le delta du Nil en 1927 semblait en effet promis à une vie bourgeoise, sans rapport avec la littérature. En 1952, Youssef Idriss avait accompli le rêve de la plupart des jeunes Égyptiens en terminant ses études de médecine, section chirurgie, à l'université du Caire. Après trois années passées comme interne à l'hôpital étiatique de Kasr-el-Eini, «Docteur Idriss» était nommé inspecteur de santé dans le quartier populaire cairote de Darb-el-Ahmar.

Mais la carrière médicale de Youssef Idriss, qui avait ajouté un diplôme de psychiatrie à son bagage scientifique, a vite cédé le pas à l'écriture qui couvait en lui. Déjà, lorsqu'il était étudiant, il avait publié plusieurs nouvelles dans la presse égyptienne.

Le succès de ses premiers écrits allait progressivement le pousser à abandonner le scalpel pour la plume. En 1954, il publie son premier recueil de nouvelles, *Arkas el Layali* (La Nuit la moins chère), très bien accueilli par le public et la critique. Il rejoint ensuite le quotidien *al Goumhouriya*, le journal «progressiste» de l'époque, où il devient responsable de la section du théâtre.

En 1956, il fait paraître un nouveau recueil de nouvelles, resté lui aussi célèbre, *Goumhouriya Fara-*

hat (la République de Farah). En 1957 il se lance dans le théâtre avec *Malik el Qoin* (le Roi du coton) et publie en 1958 son premier roman, *el Harem* (le Péché). En 1964, Youssef Idriss, qui s'est définitivement imposé comme un des grands de la nouvelle vague, obtient le prix de littérature Président-Nasser.

La carrière littéraire de celui qui était surnommé en Égypte et dans le monde arabe «El Doktor» s'est poursuivie sans discontinuer. L'adaptation de plusieurs de ses nouvelles au cinéma a valu à Youssef Idriss une popularité encore plus grande (environ la moitié des Égyptiens sont analphabètes).

Youssef Idriss a publié une cinquantaine d'ouvrages comprenant des recueils de nouvelles, des romans, des pièces de théâtre et des essais. Plusieurs de ces œuvres ont été traduites en français (1), en anglais et en russe. Son influence sur la littérature arabe en général, et égyptienne en particulier, a été importante dans le domaine de la nouvelle et du théâtre, avec notamment *el Guens el Talet* (Le Troisième Sexe) et *el Farafir*.

L'écrivain, qui n'était pas à une polémique près, avait exprimé une certaine déception après l'obtention par son compatriote Naguib Mahfouz du Nobel 1988 de littérature. Durant la crise du Golfe, Youssef Idriss, qui avait obtenu en 1988 le prix Saddam-Husseini de littérature, s'en était néanmoins violemment pris au régime irakien.

ALEXANDRE BUCCIANI

(1) Trois livres de Youssef Idriss (parfois orthographié Idris) sont actuellement disponibles en français : *Maison de chair et autres nouvelles*, le *Silence et autres nouvelles* (tous deux aux éditions Sindbad) ; *le Tabou* (Lattès).

PHILATÉLIE

Val-d'Isère : ski alpin

La Poste mettra en vente générale le lundi 19 août un timbre à surtaxe, d'une valeur de 2,50 F + 0,20 F, consacré aux épreuves de ski alpin qui se déroulent à Val-d'Isère lors des prochains Jeux olympiques d'hiver à Albertville, en 1992. Il s'agit de la dixième valeur de cette série construite sur un même modèle (patinoir artistique, saut, ski de vitesse, slalom, ski de fond, hockey, luge, curling et ski artistique ayant déjà été émis).

Le timbre, au format horizontal 36 x 22 mm, conçu par Charles Bridoux, gravé par Pierre Béquet, est imprimé en taille douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Val-d'Isère (Savoie), les 17 et 18 août, de 9 heures à 18 heures,

au bureau de poste temporaire «premier jour», ouvert à l'Office du tourisme : le 17 août, de 8 heures à 12 heures, au bureau de poste de Val-d'Isère RP (boîte aux lettres spéciale).

► Souvenirs philatéliques : enveloppe (15 F), encart (30 F) ou notice (10 F). Renseignements à l'Office du tourisme (tél. : (16) 79-06-10-83) ou à la poste (tél. : (16) 79-06-06-99).

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 5, rue Antoine-Bourdelle, 75015 Paris Tél. : (1) 46-65-29-27 Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres

En filigrane

• Tarzan et les autres. — La Lasotho a mis en circulation, le 20 juin 1991, une série de huit timbres et un bloc-feuillet consacrés aux films célèbres qui ont pour cadre l'Afrique et qui représentent leurs interprètes vedettes. Au programme : *les Mises du roi Solomon* (Stewart Granger), *Tarzan* (Johnny Weissmuller), *Mogambo* (Clark Gable et Grace Kelly), *Garilles dans la brousse* (Sigourney Weaver), *The Aff-*

can Queen (Humphrey Bogart et Katharine Hepburn), *Hatari* (John Wayne), *Out of Africa* (Meryl Streep), *Coming to America* (Eddie Murphy et Arsenio Hall) et *Born free* (la lionne Elsa).

• Ventes. — Ventes sur offres Larose (Saint-André-le-Château, BP 69, 69702 Givors Cedex) clôturée le 22 août. Au catalogue, plus de trois mille lots, pour cinq millions de cote, dont documents du treizième au seizième siècle ; classiques de France (n° 1 d tête-bêche oblitéré gros points, départ 47 000 F ; n° 2 infime trace de charnière, départ 69 000 F ; 1 F vermillon 7a, oblitérés, départ 75 000 F et 80 000 F selon état...) ; importantes sélections de variétés spectaculaires (bloc Philéfrance 89 non dentellé accidentel et texte de travers, départ 50 000 F ; timbres en feuilles (n° 252 Travail, départ 35 000 F ou n° 269 à 18 500 F).



DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

CARNET DU Monde

Naissances

— Pierre est heureux d'annoncer la naissance de Thibault.

le 31 juillet 1991.
Anne VERGNAUD
et Jean-Claude MILLIEN,
5, rue Pasteur,
75011 Paris.

Mariages

— Tous leurs amis sont heureux de faire part du mariage de

Béatrice MORIZE
et Olivier RABAUX,

le 3 août 1991, à Aix-en-Provence.

Décès

— Les familles Guedj, Benicmon, Nabeth, Bouanich, Attal, Halimi, Aouzerate et Attali, ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et tante,

M^{me} Claire GUEDJ,
née Aouzerate,

survenue le 1^{er} août 1991.

Les obsèques auront lieu le 2 août, à 14 h 30, au cimetière de Pantin, entrée porte principale.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Guedj,
18-20, rue Mathis,
75019 Paris.

— M. et M^{me} Denis Offroy, le docteur Philippe Offroy, ses enfants, Guillaume et Martin Offroy, ses petits-enfants, M^{me} Jezequel, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Henry Offroy, ses enfants et petits-enfants, les familles Badin, Buisson, Garnier et Offroy, ont la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Jacques OFFROY,
née Danielle Simon,

survenue le 28 juillet 1991, à Mont-Saint-Aignan, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La messe d'inhumation a eu lieu en l'église de Mont-Saint-Aignan-Village, le mardi 30 juillet, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Denis et Martine Offroy,
47, rue des Mathurins,
75008 Paris.

— M. Pierre Pechoux, et toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre PECHOUX,
née Paule Faucher,

survenue le 30 juillet 1991, à Clermont-Ferrand.

37, boulevard Duclaux,
63000 Clermont-Ferrand.

WEEK-END D'UN CHINEUR

VENTES :

Samedi 3 août : Belfort, 14 h 15 : mobilier, objets d'art ; Divonne-les-Bains, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Granville, 21 heures : vins de Bordeaux ; Le Touquet, 15 heures : vins ; Sens, 20 h 30 : mobilier, argenterie.

Dimanche 4 août : Arzon (56), 20 h 30 : arts de la marine ; Arranches, 14 h 30 : étains et cuivres ; Monaco, 19 heures : bijoux ; Provins, 14 heures : mobilier, tableaux ; Divonne-les-Bains, 14 heures : mobilier, objets d'art ; Granville, 14 h 30 : mobilier, céramique ; Les Andelys, 14 h 30 : linge, argenterie.

FOIRES ET SALONS

Fayence, Béziers, Pont-L'Évêque, Lorient et Remiremont.

MERCREDI 21 JUILLET 1991									
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
20	30	40	50	60	70	80	90	100	110
120	130	140	150	160	170	180	190	200	210
220	230	240	250	260	270	280	290	300	310
320	330	340	350	360	370	380	390	400	410
420	430	440	450	460	470	480	490	500	510
520	530	540	550	560	570	580	590	600	610
620	630	640	650	660	670	680	690	700	710
720	730	740	750	760	770	780	790	800	810
820	830	840	850	860	870	880	890	900	910
920	930	940	950	960	970	980	990	1000	1010

— Jean-Pierre et Jacqueline Petit, Pierre et Jacqueline Petit, Michel et Martine Petit, leurs enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jeanne PETITE, administrateur civil honoraire à la Caisse des dépôts et consignations, leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenue accidentellement le 31 juillet 1991, dans sa quatre-vingt-troisième année, à Cachan (Val-de-Marne).

Le service religieux sera célébré le mardi 6 août, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean de Cachan.

1, rue de la Pépée, 94240 L'Haÿ-les-Roses, 7, rue des Quatre-Frères-Aymon, 1000 Bruxelles (Belgique).

Messes anniversaires

— Il y aura vingt-cinq ans, le 3 août, Dieu rappela à lui le capitaine de corvette,

G.-M. CHARRIERE (CR).

Que ceux qui l'ont connu et aimé s'unissent d'intention à la messe qui sera célébrée le 15 août, à 10 h 15, en l'église de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques).

— Une messe sera célébrée le 4 août 1991, à 9 h 45, en l'église de Poucharramet (Haute-Garonne), à l'occasion de l'anniversaire du rappel à Dieu, le 5 août 1990, de

Max et Anne-Marie de MELLIS.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de sa disparition.

Les amis de

Michel-Yves BERGER,

se souviennent de son talent, de sa volonté, de son courage.

GES (Groupe d'encouragement au spectacle).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du vendredi 2 août 1991 : DES DÉCRETS.

— Du 29 juillet 1991 relatif à l'appellation d'origine contrôlée «Cépages du Languedoc».

— N° 91-751 du 31 juillet 1991 fixant le montant de divers avantages de vieillesse et d'invalidité.

— N° 91-752 du 31 juillet 1991 fixant le montant de l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité.

— N° 91-753 du 31 juillet 1991 pris pour l'application de la loi n° 91-72 du 18 janvier 1991, relative au conseil du salarié.

DES ARRÊTÉS

— Du 23 juillet 1991 fixant le modèle du formulaire de déclarations de ressources 1990 à remplir par les bénéficiaires de certaines allocations à caractère familial ou social.

— Du 25 juillet 1991 modifiant l'arrêté du 1^{er} juillet 1967 modifié relatif à l'indemnisation des administrateurs de la caisse nationale et des caisses mutuelles régionales d'assurance maladie et maternité des travailleurs non salariés des professions non agricoles.

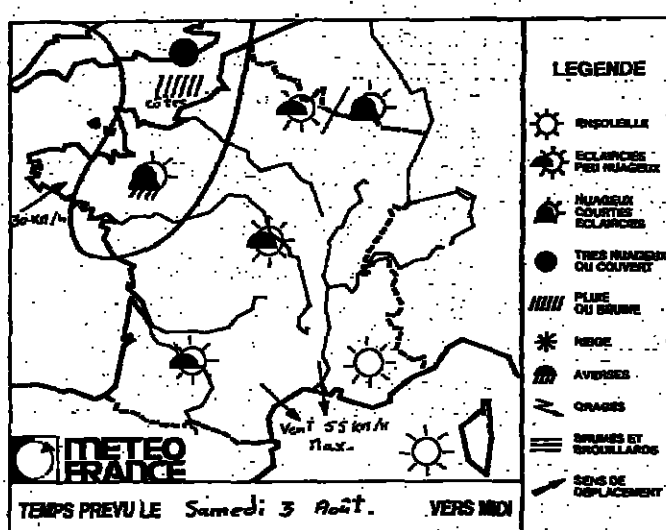
— Du 30 juillet 1991 modifiant la liste des spécialités pharmaceutiques remboursables aux assurés sociaux.

MERCREDI 21 JUILLET 1991									
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
20	30	40	50	60	70	80	90	100	110
120	130	140	150	160	170	180	190	200	210
220	230	240	250	260	270	280	290	300	310
320	330	340	350	360	370	380	390	400	410
420	430	440	450	460	470	480	490	500	510
520	530	540	550	560	570	580	590	600	610
620	630	640	650	660	670	680	690	700	710
720	730	740	750	760	770	780	790	800	810
820	830	840	850	860	870	880	890	900	910
920	930	940	950	960	970	980	990	1000	1010

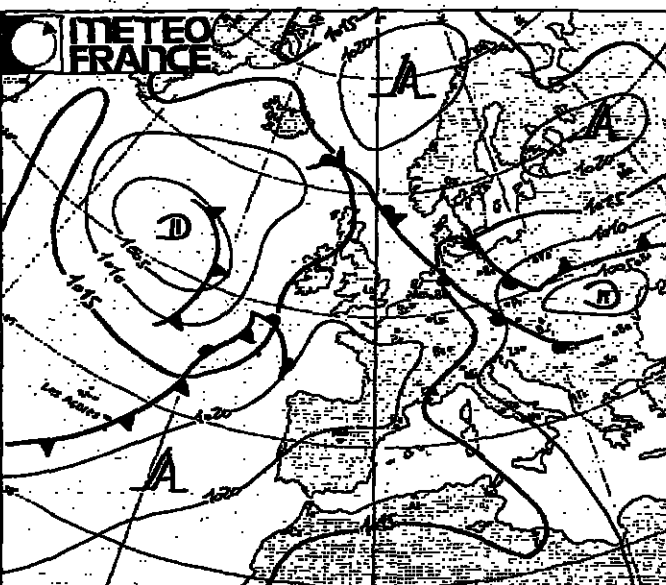
MERCREDI 21 JUILLET 1991									
6	12	18	24	30	36	42	48	54	60
20	30	40	50	60	70	80	90	100	110
120	130	140	150	160	170	180	190	200	210
220	230	240	250	260	270	280	290	300	310
320	330	340	350	360	370	380	390	400	410
420	430	440	450	460	470	480	490	500	510
520	530	540	550	560	570	580	590	600	610
620	630	640	650	660	670	680	690	700	710
720	730	740	750	760	770	780	790	800	810
820	830	840	850	860	870	880	890	900	910
920	930	940	950	960	970	980	990	1000	1010

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le samedi 3 août 1991
Généralement beau
passages nuageux près de la Manche



SITUATION LE 2 AOÛT 1991 À 0 HEURE TU



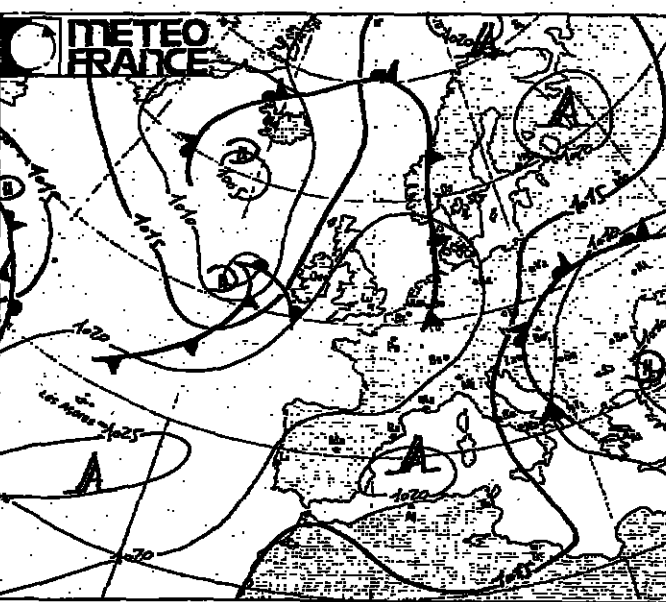
Dimanche : assez beau. — Le matin le ciel sera nuageux, temporairement très nuageux avec de la brume, de l'Aquitaine au nord du pays. Ces nuages se limiteront aux régions du nord-est en soirée. Il s'agit surtout de nuages assez élevés que ne gêneront guère la journée. Mis à part ce petit passage nuageux, la journée sera bien

ensoleillée. Les vents de nord ou nord-ouest faibliront près de la Méditerranée.

Les températures minimales iront de 13 degrés à 15 degrés.

Les maximales atteindront 22 degrés à 25 degrés dans la moitié nord et 26 degrés à 29 degrés dans le Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 4 AOÛT 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
le 1-8-1991 à 18 heures TU et le 2-9-1991 à 6 heures TU

Du 1-9-1991 à 18 heures TU et du 2-9-1991 à 6 heures TU											
FRANCE				TOULOUSE				LUXEMBOURG			
ALGER	25	15	D	TOURS	25	15	C	MADRID	24	20	D
BARCELONE	21	13	D	FOURMAY-PONCE	22	24	D	MARRAKECH	37	21	D
BORDAUX	21	12	D	ÉTRANGER				MEXICO			
BRESCIA	21	15	C	ALGER	25	15	D	MILAN	29	18	D
CARPI	22	12	D	AMSTERDAM	25	12	D	MONTREAL	27	20	N
CHERBOURG	21	14	N	ATHÈNES	30	24	D	NAIROBI			
CLERMONT-FER	21	11	D	BANGKOK	32	28	C	NEW-DELI	34	28	C
DALOU	22	15	D	BANGKONG	37	31	N	NEW-YORK	33	22	D
GENÈVE	22	14	D	BEIRUT	25	18	N	OSLO	26	13	D
LYON	22	14	D	BERLIN	28		N	PALMA DE MAYA	30	19	D
MARSEILLE	22	13	C	BRUXELLES	26	16	N	PRAGUE	22	22	D
NANTES	22	17	N	COPENHAGUE	24	17	N	ROME			
PARIS-MONTY	22	12	D	DAKAR	30		C	SINGAPOUR	28	16	D
PARIS-MONTY	22	12	D	DJIBOUTI	30	26	D	STOCKHOLM	26	18	N
PARIS-MONTY	22	12	D	GENÈVE	22	12	D	SYDNEY			
PARIS-MONTY	22	12	D	HONGKONG	31	27	N	TOKYO	36	27	C
PARIS-MONTY	22	12	D	JERUSALEM	27	19	D	TOKYO	36	27	C
PARIS-MONTY	22	12	D	LE CAIRE				YAGYUVE	14	15	D
PARIS-MONTY	22	12	D	LONDRES	22	17	C	YAGYUVE	14	15	D
PARIS-MONTY	22	12	D	LOS ANGELES	22	17	C	YAGYUVE	14	15	D
STRASBOURG	24	16	D					YAGYUVE	21	16	P

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; * On peut voir ; ** Ne pas manquer ; *** Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 2 août

TF 1

20.40 Jeux : Intervilles 91. Née-Ville.
22.45 Sport : Boxe. Tiozzo (France)-Morgan (États-Unis), en direct de Cannes.
23.55 Magazine : 52 sur la Une. Les Dernières Canavanes.
0.50 Journal, Météo et Bourse.

A 2

20.45 Jeu : Les Clés de Fort Boyard.
21.55 Série : Palace.
22.50 Cinéma : L'Amour en fuite. ■ Film français de François Truffaut (1978).
0.20 Court métrage : Les Mistons.

FR 3

20.45 Magazine : Thalassa. L'archipel français, dans l'océan indien.
21.40 Feuilleton : Joseph Conrad.
22.35 Journal et Météo.
22.55 Traverses : L'Univers intérieur, voyage à l'intérieur du corps humain. I. La Naissance de la vie.
23.45 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm : Les Amants du capricorne.
22.05 Sport : Pétanque.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Cyborg. ■ Film américain d'Albert Pyun (1989).
0.25 Cinéma : Jusqu'au bout du rêve. ■ Film américain de Phil Alden Robinson (1989) (v.o.).

LA 5

20.45 Téléfilm : Ruesques partagées.
22.25 Feuilleton : Mystères à Twini Peaks.

TF 1

23.20 ► Magazine : Conséquences. Vacances : ceux qui restent.
0.15 Journal de la nuit.

M 6

20.35 Téléfilm : Non récupérables.
22.10 Série : Equilizer.
23.00 Magazine : Vénus.
23.30 Capital.
23.40 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Téléfilm : La Route enchantée.
22.30 Feuilleton : Diadorim.

FRANCE-CULTURE

21.00 Encre le pays. Quatrième rencontre des écrivains francophones.
22.00 Un livre, des voix. L'Asie de pierre.
22.40 Musique : Nocturne. La Perse en Avignon (musiques persanes).
0.05 Du jour au lendemain. Avec Bruno Bayen (Éloge de l'aller simple) (rediff.).
0.50 Musique : Coda. Nina Simone soul diva. 5. Nina's jazz (rediff.).

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Discothèques : privées. Rolf Lieberman.
21.30 Heïku.
22.00 Concert (en direct du Festival de Montpellier) : Denise d'Almeida pour orchestre op. 75 (Schmitt) ; Giovanna d'Arco, cantate pour mezzo-soprano et orchestre (Puccini) ; La Mort de Cléopâtre (Berlioz), cantate pour mezzo-soprano et orchestre ; Les Fins de Rome, poème symphonique (Respighi), par l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, dir. : Marc Soustrot.
0.07 Jazz.

Samedi 3 août

TF 1

13.15 Magazine : Reportages. Premières amours.
13.45 La Une est à vous.
16.05 La Une est à vous (suite). Avec les séries Matt Houston et Vivement lundi.
18.05 Magazine : Trente millions d'amis. Le baryton des amours ; La télétrou : Les conseils de l'été ; Capucine : bons à tout faire.
18.30 Jeu : Une famille en or.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.55 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Tiercé, Météo et Loto.
20.45 Variétés : c'est fou ! Les meilleurs moments.
22.30 Série : Paparoff. Paparoff se dédouble.
0.00 Magazine : Formule sport. Adhésions ; football.
0.55 Journal et Météo.

FR 3

13.00 Variétés : Eurotop.
14.00 Magazine : Rencontres spécial été. Paroles de femmes et liberté. Racines : Au cœur des mots, de Florida Sadi ; Invités : Suzanne Kate-Loba, responsable de l'Association des femmes africaines ; Dalila Karouani (Une fille d'Algérie éprise de liberté) ; Thérèse Abdel Aziz Le, femme d'émigré.
— De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
— De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Série : Lols et quelques autres.
0.25 Magazine : L'Heure du golf. Spécial Irlande.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : le Meurtre de Mary Phagan (1^{er} périod.).
15.25 Jeu : V.O.
16.15 Jazz : Autour de mes nuits. Martial Solal ; Toots Thielemans ; Didier Lockwood ; Michel Portal.
17.15 Documentaire : Les Allumés... Championnes de wushu, art martial chinois, d'Uwe Krutner.
17.45 Sport : Rugby. Show Bazz-Barbares rions : rencontre amicale, en direct de Bayonne.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : La Putsch de Harry Perkins. Suspense britannique.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Les Superstars du catch. Le Battle des stars.

LA 5

13.20 Magazine : Intégral. Grand Prix moto de Donington en Grande-Bretagne.
13.50 Série : 200 dollars plus les frais.
15.30 Série : Lou Grant.
16.20 Tiercé à Deauville.
16.45 Série : Frog Show.
17.00 Série : Deux filles à Miami.
17.50 Série : La Loi de Los Angeles.
18.35 Divertissement : Rires parés.
19.05 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Série : Un privé nommé Stryker. La Rat d'hôtel.
22.25 Divertissement : Grain de folie.
0.10 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : Supercopier.
14.40 Série : Laramie.
15.30 Série : Les Espions.
16.20 Jeu : Hit hit hit hurra !
16.25 Série : Vic Daniels, fille à Los Angeles.
16.50 Série : Vegas.
17.40 Série : L'Homme de fer.
18.30 Série : Les Têtes brûlées.
19.20 Documentaire : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.35 Téléfilm : Virginia. La petite fille d'un riche publicitaire a été enlevée.
22.15 Météo des plages.
22.20 Téléfilm : Ma femme a disparu. Un polar mené tambour battant.
23.45 Six minutes d'informations.
23.50 Boulevard des clips.

LA SEPT

13.15 Feuilleton : Diadorim.
15.00 Documentaire : Maestro. 1. Les Gabel et le seizième siècle.
16.00 Documentaire : Voyage sans retour.
17.00 Contes et légendes du Louvre.
17.15 Documentaire : Méga-mix.
19.00 Documentaire : Le temps n'a pas de nom.
20.00 Histoire parallèle.
21.00 ► Documentaire : Peace in our Time.
22.40 Le Dessous des cartes.
22.45 Agenda culturel.
22.50 Soir 3.
23.05 Cinéma : L'Œuf. ■ Film hollandais de Daniel Dandrieu (1988).
0.05 Opéra : Le Ring. 1. L'Or du Rhin.

FRANCE-CULTURE

20.00 Dramatique. La Passion selon PPP, de René Kalisky (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Avec Michèle Lavié, piano ; Tony Dumas, contrebasse ; Carl Burnett, batterie ; George Cables, piano ; David Williams, contrebasse.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Mémoires du chef d'orchestre.
21.30 Opéra (donné le 29 juillet à Montpellier) : Turandot, fable chinoise en deux actes, de Busoni, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon, dir. Kant Nagano ; sol : Mochizuki Gessendorf, Stefan Dahlberg, Falk Struckmann, Franz-Josef Selig, Gabriele Sima, Reinhard Heggen.
0.05 Jazz. En direct de Montpellier : le quartet du saxophoniste Richard Raux.

Dimanche 4 août

TF 1

13.15 Série : Hooker.
14.10 Série : Rick Hunter.
15.00 Série : Commissaire Moulin.
16.30 Disney Parade.
17.40 Magazine : Téléfoot. A 18.35, Loto sport.
18.40 Série : Agences tous risques.
19.30 Divertissement : Vidéo pop.
20.00 Journal, Tiercé, Météo et Tapis vert.
20.40 Cinéma : Le Canardeur. ■ Film américain de Michael Cimino (1973). Avec Clint Eastwood, Jeff Bridges, George Kennedy.
22.40 Magazine : Ciné d'actualité. Football : Escalade ; Surf ; Equitation.
22.45 Cinéma : Le Retour du grand blond. ■ Film français d'Yves Robert (1974). Avec Pierre Richard, Mireille Darc, Jean Rochefort.
0.05 Journal et Météo.

A2

13.20 Divertissement : Rire A2 (rediff.).
14.20 Série : Mac Giver.
15.05 Série : Parnique aux Caraïbes.
16.00 Série : Les Enquêtes Caméleon.
17.35 Des trains pas comme les autres. Thaïlande, Malaisie, Singapour-Express.
18.30 Magazine : Stade 2. Athlétisme : Voile ; Semaine préolympique : Football ; Escalade ; Surf ; Equitation.
19.30 Journal et Météo.
20.00 Série : Taggart.
20.45 Série : Le Témoin principal. En pleine période électorale, deux cadavres...
22.30 Série : Sueurs froides.
23.40 Magazine : Les Arts au soleil.
23.50 Journal et Météo.
0.05 Magazine : Musiques 1 au cœur de l'été. Symphonie Prague et Bella mla Flamma, de Mozart.

FR 3

13.30 Magazine : Musicales. Une histoire de l'orgue. 3.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Villes ouvertes : Rome (Non

soi Calisto, reportage de Jean-Louis Peculi sur l'AS Roma et le Lazio) ; Golf : Natation ; Vol à voile ; Le Triathlon d'Éretat (résumé) ; Voile ; Set et match ; Zig Zag, le magazine de la glisse (spécial VTT).

17.30 Magazine : Montagne. Aulon, la vie au long cours.
18.00 Amuse 3 vacances.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.05 Série : Benny Hill.
20.40 Villes ouvertes : Rome. Thème : Diversité. Expositions, danses, musique et opéra... balade culturelle.
22.00 Magazine : Le Divan. Invitée : Krystyna Janda (2^e partie).
22.20 Journal et Météo.
22.40 Cinéma : ■ Film franco-italien de Federico Fellini (1955). Avec Broderick Crawford, Franco Fabrizi, Richard Basehart (v.o.).

CANAL PLUS

13.30 Décade pas Bunny.
14.30 Les Fables géométriques. Le Renard et les Dindons.
14.35 Documentaire : Papillons, papillons. Métemorphoses.
15.05 Téléfilm : Le Fantôme assassin.
16.45 Documentaire : Gorilles en suris.
17.30 Téléfilm : Les Oiseaux de feu.
18.00 Cinéma : Gagner ou mourir. ■ Film américain de Savage Steve Holland (1989). Avec John Cusack, David Ogden Stiers, Diane Franklin.
— En clair jusqu'à 20.30 —
19.30 Flash d'informations.
19.35 Les Superstars du catch.
20.30 Cinéma : Le Bayou. ■ Film américain d'André Konchalovsky (1987). Avec Jill Clayburgh, Barbara Hershey, Martha Plimpton.
22.20 Flash d'informations.
22.30 Sport : Corrida. La Feria de Nîmes, avec El Fundi et les taureaux de Miura.
0.00 Cinéma :

Made in Heaven. ■ Film américain d'Alan Rudolph (1987). Avec Timothy Hutton, Kelly McGillis, Maureen Stapleton (v.o.).
1.40 ► Cinéma : Le Sang à la tête. ■ Film français de Gilles Grangier (1956). Avec Jean Gabin, Michèle Mélanand, Paul Frankeur.

LA 5

13.45 Cirque.
14.25 Série : L'Homme qui valait 3 milliards.
15.20 Sport : Moto. Retransmission du Grand Prix de Donington.
16.20 Tiercé à Deauville.
16.50 Spécial drôles d'histoires.
17.25 Magazine : Kargo. David Livingstone (rediff.).
18.20 Série : La Loi de Los Angeles.
19.10 Série : V.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Journal des courses.
20.45 Cinéma : On continue à l'appeler Trinita. ■ Film italien d'E.-B. Clucher (1971).
22.40 Magazine : Nomades. Pilotes de chasse : Léon Bell, missionnaire et Papou ; Impressions mongoles ; Terro d'Irois.
23.35 Magazine : Top chrono. Grand Prix moto de Donington.
0.40 Journal de la nuit.

M 6

13.50 Série : O'Hara.
14.40 Série : Laredo.
15.30 Jeu : Hit hit hit hurra.
16.40 Magazine : Adventure (rediff.).
17.00 Série : Vic Daniels, fille à Los Angeles.
17.20 Série : L'Homme de fer.
18.10 Série : Supercopier.
19.00 Série : Les Routes du paradis. Les Routes du paradis.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Papa Schultz.
20.30 Magazine : Sport 6 (et à 0.05).
20.40 Téléfilm : Pour la vie d'un enfant. Un garçonn de treize ans atteint du sida.
22.15 Météo des plages.
22.20 Informations : M 6 express.
22.25 Capital.

22.35 Cinéma : Qui chauffe le lit de ma femme ? ■ Film italien d'Ugo Tognazzi (1976). Avec Ugo Tognazzi, Edwige Fenech, Paolo Bonacelli.
0.00 Six minutes d'informations.
0.10 Boulevard des clips.

LA SEPT

16.35 Documentaire : Anthony Caro.
17.30 Téléfilm : La Route enchantée.
19.00 Série : Chroniques de France. Salade en Champagne.
20.00 Documentaire : Les Aventuriers de l'esprit. 1. Jacques Brosse.
20.30 Cinéma : Les Montagnes de la lune. ■ Film franco-portugais de Paulo Rocha (1987).
22.30 Documentaire : Les Grands Écrivains.

FRANCE-CULTURE

20.00 Le Bon Plaisir de... Antoine Blondin (rediff.).
22.35 Musique : Nocturne. Hommage à Mohammed Abdel Wahab, chanteur et compositeur égyptien, décédé le 4 mai 1991 au Caire.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Mémoire du chef d'orchestre.
21.30 Concert (donné le 1^{er} août lors du Festival de la Roque d'Anthéron) : Les Habitudes, ouverture op. 25, de Mendelssohn ; Sonate pour violon et piano n° 41 en mi bémol majeur K 481, de Mozart ; Concerto pour violon, violoncelle et orchestre en ut majeur op. 56, de Beethoven ; Symphonie n° 3 en la mineur op. 56, de Mendelssohn, par l'Orchestre du Festival de Cadix, dir. John Harding ; sol : Olivier Charlier, violon, Brigitte Engerer, piano, Mario Brunello, violoncelle.
0.05 Miroir des mots. Le destin, l'histoire. Œuvres de Prokofiev, Schubert, Beethoven, Liszt, Scriabine, Janacek, Moussorgski, Brahms, Chopin, Charpentier, Chostakovitch.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Téléc : 281.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » ; Association Hubert-Beuve-Méry ; Société anonyme des lecteurs du Monde ; Le Monde-Entreprises ; M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE
Jacques Lesourne, président
Françoise Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue de Colonne-Pierre-Avis 75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-73
Téléc : 46-62-78-73 ; Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Imprimeur du Monde : M. G. Gensberg 94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437
ISSN : 0393-2037
PRINTED IN FRANCE
Reproductions sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 35-15 - Types LM
Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 40-60-32-90
TARIF FRANCE SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS AUTRES PAYS VOIE AEROMAR-CEE
3 mois 460 F 572 F 790 F
6 mois 890 F 1 123 F 1 560 F
1 an 1 620 F 2 086 F 2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Para RP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : Prénom :
Adresse : Code postal :
Localité : Pays :
Veuillez adresser l'abonnement d'urgence tous les ans, gracieusement en capital d'impression

111 MON 03

La préparation des élections législatives

A Alger, la conférence nationale entre le gouvernement et les partis a suspendu ses travaux

La conférence nationale entre le gouvernement et les partis a décidé de suspendre ses travaux jusqu'au 22 août, à l'issue d'une séance de travail-marathon qui s'est achevée vendredi 2 août à l'aube. Les participants ont été invités à élaborer, avant le 10 août, des propositions - à titre individuel ou comme « courant politique » - au sujet des élections législatives anticipées qui pourraient avoir lieu en novembre. Ils avaient, auparavant, refusé de se prononcer sur une plate-forme minimale présentée par vingt-six formations, groupées dans une commission technique sous la présidence du Dr Saïd Saadi, secrétaire général du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD).

Cette plate-forme prévoyait notamment la levée immédiate de l'état de siège instauré le 5 juin par quatre mois, la libération des détenus politiques et la création d'une « structure de concertation » entre le gouvernement et les partis pour la préparation des élections. La plate-forme a été présentée comme l'unique résultat concret de ces séances, qui ont duré près de quatre jours et qui ont été diffusées en direct par la télévision.

Le FLN s'était retiré, en fin de séance, de cette rencontre. Son secrétaire général, M. Abdelhamid Mehri, avait déclaré à la radio qu'il y avait malentendu. L'ancien parti unique entendait ainsi protester contre certaines conclusions de la commission technique, entre autres celle qui lui demandait de restituer la plupart de ses biens immobiliers ainsi que les imprimés de ses organes de presse, notamment le quotidien *El Moudjahid*.

M. Mehri s'était prononcé, jeudi, pour la formation d'un gouvernement d'unité nationale après les élections législatives. Il avait précisé que ce gouvernement devrait être constitué sur la base d'un programme proposé par un comité

d'alliance nationale, groupant « tous les courants politiques, notamment ceux qui ont des racines populaires, et les cadres syndicaux ». Il avait aussi proposé la mise sur pied d'une « commission autonome » qui aurait « pour mission d'évaluer trente ans d'indépendance », ajoutant : « Nous sommes disposés, à cette occasion, à dévoiler toutes nos erreurs, y compris celles qui sont ignorées de tout le monde ».

En Australie

Une mère est condamnée à dédommager sa fille pour « négligences » pendant la grossesse

Une Australienne a été condamnée, jeudi 1^{er} août, à verser plus de 12 millions de francs de dommages-intérêts à sa fille pour « négligences » au cours de sa grossesse. L'enfant est née handicapée à la suite d'un accident de la circulation survenu alors que sa mère était enceinte de cinq mois.

Les Etats-Unis ne devraient pas revenir sur l'interdiction d'entrée aux séropositifs

Selon toute vraisemblance, les autorités américaines ne reviendront pas sur leur décision de maintenir l'interdiction d'entrée aux Etats-Unis pour les étrangers contaminés par le virus du sida. Le président George Bush avait théoriquement jusqu'au 3 août pour retirer le sida de la liste des maladies infectieuses limitant l'entrée sur le territoire américain. Jusqu'au dernier moment, un débat a opposé, au sein de l'administration américaine, les partisans d'un assouplissement de ces mesures d'interdiction à ceux qui estiment qu'une abrogation risquerait d'entraîner une vague supplémentaire de propagation de l'épidémie.

Dans un entretien accordé au *Monde* (daté 16-17 juin), le docteur Michael Merson, directeur du programme mondial de lutte contre le sida à l'OMS, avait regretté cette décision, ajoutant que si les Etats-Unis ne revenaient pas sur cette mesure, l'OMS ne participerait pas à la huitième conférence sur le sida de Boston ni à d'autres conférences sur ce sujet qui pourraient se tenir aux Etats-Unis.

F. N.

L'ESSENTIEL

VOYAGE AVEC COLOMB

5. Renaissance espagnole... 2

ÉTRANGER

Les tensions en Yougoslavie

Le président croate hésite à déclarer l'état de guerre... 4

Durcissement à Madagascar

Le président Ratsiraka mise sur l'assouplissement du mouvement de contestation... 5

Le référendum au Sahara

Un entretien avec le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU... 6

POLITIQUE

L'agitation des enfants de haris

Le gouvernement durcit le ton... 6

La préparation des élections régionales

La réforme du mode de scrutin est étudiée à Metz... 6

COMMUNICATION

Le Tour de France à la télévision

Les sponsors veulent adapter la Grande Boucle aux exigences du petit écran... 7

CULTURE

Mélodies persanes sons africains

Le Festival Paris Quartier d'été accueille les marionnettes du maître iranien Ahmad Khamseh et la troupe marseillaise des Dogons... 8

ÉCONOMIE

La Bourse au secours du budget

L'état vend 22 % du capital du Crédit local de France... 14

La France pourra accueillir des usines d'automobiles nippones

Une conséquence du compromis CEE-Japon... 14

LETTRES

La mort de l'écrivain Youssouf Idriss

Le romancier égyptien était surtout célèbre pour ses recueils de nouvelles... 18

Services

Abonnements... 19

Annonces classées... 15

Carnet... 18

Jeux... 12

Marchés financiers... 16-17

Météorologie... 18

Philatélie... 19

Radio-Télévision... 13

Spectacles... 13

La télématique du Monde... 3815 LEMOND

3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1991

a été tiré à 465 840 exemplaires.

L'OLP accepte sous conditions le « principe » de la conférence de paix sur le Proche-Orient

L'Organisation de libération de la Palestine a exprimé, vendredi 2 août à Tunis, son accord sur le « principe » d'une conférence de paix au Proche-Orient lancée lors du sommet soviéto-américain de Moscou.

Le compromis franco-européen sur les quotas audiovisuels bien accueilli par les professionnels

Le compromis entre Paris et Bruxelles sur les quotas audiovisuels (le *Monde* du 2 août) a été accueilli avec satisfaction par les milieux professionnels. Les auteurs, certains producteurs et leurs sociétés, comme la SACD (Société des auteurs et compositeurs dramatiques), saluent le niveau de l'œuvre audiovisuelle qui permet de préserver la création. Les diffuseurs et certains producteurs regroupés dans « Télévision pour demain » se félicitent aussi de ce « premier pas important » qui fait une place plus large aux coproductions européennes.

« Télévision pour demain » regroupe des chaînes privées françaises et des associations de producteurs, mais pas la Fédération des industries techniques du cinéma et de l'audiovisuel comme nous l'avions indiqué par erreur (le *Monde* du 4 juillet). Pour leur part, la Cinq et M6 estiment que le compromis de Bruxelles ne sera positif que s'il est complété. Les deux chaînes privées réclament un aménagement des obligations d'investissement dans la production et la possibilité de plusieurs coupures publicitaires dans les œuvres de fiction.

EN BREF

COLOMBIE : la guérilla ordonne la suspension des combats. - Les deux principaux mouvements de guérilla colombiens ont ordonné à leurs combattants, jeudi 1^{er} août, de suspendre leurs attaques à travers le pays. Manuel Marulanda Velaz, le commandant suprême des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, d'obédience communiste) et le prêtre espagnol Manuel Pérez, chef de l'Armée de libération nationale (ELN, de tendance castriste) sont apparus en civil à la télévision colombienne pour y annoncer le cessez-le-feu. Selon le chef de l'ELN, cette trêve est une manière de contribuer à la reprise à Caracas (Venezuela), le 26 août, des négociations de paix entre la guérilla et le gouvernement. - (AFP).

Nouveau report pour Atlantis. - Le tir de la navette spatiale américaine Atlantis a dû être reporté d'au moins vingt-quatre heures, jeudi 1^{er} août, en raison du mauvais temps qui règne sur la base de lancement de Cap Canaveral (Floride). Destinée à mettre en orbite un important satellite de télécommunications orbitales, TDRS-4, la quarante-deuxième mission de la navette américaine, à laquelle participent cinq astronautes, était initialement prévue pour le 23 juillet. Après un premier retard d'une journée dû à une connexion défectueuse, le tir avait été reporté de huit jours en raison d'une panne d'ordinateur (le *Monde* du 26 juillet). - (Reuters, AFP, UPI).

Mais l'OLP pose une série de « conditions » et « garanties », selon l'agence palestinienne Wafa. Voici ces cinq « conditions » :

- 1- « Garantir que l'objet de la conférence soit l'application des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui stipulent la fin de l'occupation et le retrait israélien des territoires occupés en 1967, y compris de la partie arabe de Jérusalem ».
- 2- « Reconnaître les droits politiques nationaux légitimes du peuple palestinien, dont en particulier son droit à l'autodétermination ».
- 3- « La participation (à cette conférence) est du seul ressort de la centrale palestinienne, qui désignera ses représentants, sans aucune ingérence extérieure ».
- 4- « Refus d'occuper la question d'Al-Qods (Jérusalem) (...) durant toutes les étapes du processus de règlement ».
- 5- « L'arrêt immédiat des colonies de peuplement dans tous les territoires occupés et notamment à Jérusalem ».

Après les décisions du gouvernement

M. Jean Royer : « Les problèmes de la Loire demeurent entiers »

Les décisions prises par M^{me} Edith Cresson sur l'aménagement « écologique » de la Loire - deux barrages refusés, trois programmes - continuant à susciter de nombreuses réactions. L'association Loire Vivante, dont les militants occupent le site de Sotte-de-la-Fère depuis vingt-neuf mois, demande la dissolution de l'EPALA, qui, selon elle, « a fait la preuve de son inefficacité ». Les Verts annoncent qu'ils tiendront symboliquement leur université d'été à Saumur, dans une île de la Loire.

M. Jean Royer, maire de Tours, se félicite que l'EPALA, l'organisme d'aménagement qu'il préside, soit reconnu par le gouvernement comme « interlocuteur privilégié ». Mais il estime que « les problèmes de pénurie et de menaces de crues demeurent entiers pour les vallées de la Loire et du Cher ». M. Pierre Goldberg, maire communiste de Montlucan (Allier), fait chorus en indiquant que l'abandon de Chambouchard au profit de Rochembert « ne répond pas aux besoins ». Quant à M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il pense que « les décisions de M^{me} Cresson obéissent davantage à des considérations

Conséquence de la réunification

Les déficits publics allemands atteindront 156 milliards de marks en 1991

Le fardeau financier de la réunification allemande pèsera sur les finances publiques à hauteur de 156 milliards de marks cette année (530 milliards de francs), a révélé jeudi 1^{er} août un document diffusé par le ministère des finances à Bonn.

Ce chiffre, qui comptabilise le déficit du budget fédéral et celui des collectivités locales, représente 5,6 % du produit national brut allemand. Il s'élève à 200 milliards de marks si l'on y ajoute le besoin de financement des chemins de fer, des postes et de l'agence de privatisation des entreprises de l'ex-RDA.

Interrogé par la chaîne de télévision allemande ZDF, le nouveau président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, a déclaré jeudi qu'il sera difficile d'empêcher que « la formation de capital soit relativement faible, étant donné qu'une plus large part d'économies privées devront compenser les déficits publics » et que les effets s'en ressentiront sur la croissance et l'emploi.

Après les décisions du gouvernement

M. Jean Royer : « Les problèmes de la Loire demeurent entiers »

Les décisions prises par M^{me} Edith Cresson sur l'aménagement « écologique » de la Loire - deux barrages refusés, trois programmes - continuant à susciter de nombreuses réactions. L'association Loire Vivante, dont les militants occupent le site de Sotte-de-la-Fère depuis vingt-neuf mois, demande la dissolution de l'EPALA, qui, selon elle, « a fait la preuve de son inefficacité ». Les Verts annoncent qu'ils tiendront symboliquement leur université d'été à Saumur, dans une île de la Loire.

M. Jean Royer, maire de Tours, se félicite que l'EPALA, l'organisme d'aménagement qu'il préside, soit reconnu par le gouvernement comme « interlocuteur privilégié ». Mais il estime que « les problèmes de pénurie et de menaces de crues demeurent entiers pour les vallées de la Loire et du Cher ». M. Pierre Goldberg, maire communiste de Montlucan (Allier), fait chorus en indiquant que l'abandon de Chambouchard au profit de Rochembert « ne répond pas aux besoins ». Quant à M. André Lajoie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, il pense que « les décisions de M^{me} Cresson obéissent davantage à des considérations

Au Journal officiel

Pas de publicité pour les produits-miracles

Rappelant qu'une publicité prétendant, sans preuve scientifique, comme bénéfique pour la santé un objet, un appareil ou une méthode, est interdite par le code de la santé publique, le *Journal officiel* publie, dans son édition du 1^{er} août, une liste d'appareils dont la publicité est dorénavant interdite.

Sont ainsi rappelées à l'ordre, la société SEID pour une publicité attribuant à Technozon 2001, appareil d'ostéothérapie, un nombre impressionnant de vertus contre les troubles du corps et de l'esprit, et le vieillissement; la société Rubicon France et son cousin vibromasseur censé soulager des troubles aussi variés que les varices, les maux de tête, les douleurs de la prostate, les souffrances des foulards; la société GCI et S Thérapeutiques naturelles pour son appareil d'électrothérapie Medi-Tonic, censé agir sur l'arthrite, la sciatalgie, l'insomnie et les rhumatismes; les sociétés Finecœur et Naturazur se voient également interdite de continuer à promouvoir les effets prétendument bénéfiques d'appareils dénommés respectivement Piezo-Car (pour l'urticaire ou les crampes) et Piezor (pour les entorses).

Trente-trois films sélectionnés pour Venise

La sélection officielle de la Mostra de Venise, qui aura lieu du 3 au 14 septembre prochain, comportera trente-trois films, parmi lesquels on remarque notamment les nouvelles œuvres de Jean-Luc Godard (*Allemagne neuf zéro*), de Satyajit Ray (*Les Branches de l'arbre*), de Nagisa Oshima (*Kyoto, la maison de ma mère*), de Peter Greenaway (*Prospero's Book*), de Jerzy Skolimowski (*Ferdynand*), de John Boorman (*I Dream I Wake Up*), de Werner Herzog (*Le Cri de*

la pierre), de Manoel de Oliveira (*La Divine comédie*), de Nikita Mikhalkov (*Urga, le fantôme de Mongolie*), de Chantal Ackerman (*Nuit et Jour*), de Philippe Garrel (*J'enfants plus la guitare*), d'Istvan Szabo (*Meeting Venus*) et de Terry Gilliam (*Fish King*). L'Italie sera représentée par les films de Fabio Carpi, Emidio Greco, Francesco Maselli, Mario Monicelli et Marco Risi. *Atlantis* de Luc Besson est invité hors compétition par cette quarante-huitième Mostra.

Demain dans « le Monde »

Chez les peintres

Nous commençons demain la publication d'une série d'articles consacrés à six grands artistes contemporains. Notre première visite sera pour Balthus.

Il s'agit de six peintres français qui n'ont à peu près rien en commun, ni âge, ni itinéraire, ni esthétique. L'un d'eux, Balthus, fut l'élève de Bonnard, le confident de Giacometti, l'ami d'Artaud et de Bataille, et continue en secret une œuvre indifférente aux modes. Le plus jeune, Vincent Carpe, n'est pas moins indépendant, ni moins éloigné des engouements contemporains.

De ces six, si l'on s'en tient aux typologies conventionnelles, deux sont des « figuratifs », Balthus et Carpe, et un seul, Pierre Soulages, un « abstrait ». Il n'aime guère le mot « abstrait » et donne de son art une définition surprenant plus complexe. Les trois autres furent « abstraits » eux aussi, et même le sont encore à l'occasion. Mais Gérard Garouste,

Jean-Pierre Pincemin et François Rouan repoussent cette simplification et, avec elle, les mythes de l'avant-gardisme et du modernisme. Dans leurs œuvres actuelles, ils s'aventurent, chacun selon son rythme et sa technique, du côté de la peinture à figures et à sujets.

Ce sont ces glissements, ces évolutions de la peinture qu'il a paru nécessaire d'enregistrer au moment même où le se dessinant. « Chez les peintres » se compose de six conversations qui se sont tenues cet été dans les ateliers des artistes, six conversations sans apprêts, six instantanés en somme. On n'y trouvera pas interrogées quelques-unes des célébrités du moment. Absence délibérée : plutôt que de se conformer à la hiérarchie du marché, il a semblé juste de privilégier ces vertus que sont l'indépendance, la singularité.

PHILIPPE DAGEN

« Chez les peintres », paraîtra toutes les semaines, jusqu'au 7 septembre, dans le *Monde* daté dimanche-mardi.

Le pouvoir ebranlé

AU SOMMAIRE DE JUILLET AOÛT

PHILATELISTE

LE MONDE DES PHILATELISTES